

## L'étai se resserre autour de l'Irak

### Fissure occidentale

**EMBARGO ? Blocus ? Interdiction ?** La différence entre l'« interdiction » - un blocus naval qui n'ose pas dire son nom - et l'« embargo » auquel se tient scrupuleusement Paris ne relève pas d'une simple querelle de mots. Elle indique que la France et ses deux grands alliés occidentaux ne sont pas, dans la crise du Golfe, tout à fait sur la même longueur d'onde.

Au-delà des arguties juridiques mutuelles, la France ne semble pas en effet partager avec autant de force la détermination anglo-saxonne de faire plier Bagdad. Se voulant cohérents avec eux-mêmes, Américains et Britanniques jugent indispensable de recourir aux moyens militaires aptes à dissuader les éventuels violeurs de l'embargo décrété par la communauté internationale, quitte à accroître le risque d'un dérapage.

La France, comme l'Union soviétique, se contente d'appliquer la procédure navale fort précautionneuse prévue en la matière par le droit maritime, sous peine de laisser l'embargo devenir lettre morte. Il n'est donc pas question, du moins à ce stade, pour les bâtiments de la Royale d'arraisonner des navires suspects.

Il serait injuste de faire à Paris un procès en timidité. Au nom du respect du droit bafoué par les chars de M. Saddam Hussein, la diplomatie française a clairement pris position en faveur d'une riposte concertée de la communauté internationale. Mais la coopération et la solidarité entre alliés ne signifiaient pas, dans l'esprit de MM. Mitterrand et Dumas, un alignement aveugle sur les positions de l'administration Bush.

L'audience politique de la France dans le monde arabe, les amitiés anciennes et multiples qu'elle y entretient, et de manière plus générale, le respect dont elle jouit sur tous les continents lui commandent une prudence dont l'Amérique n'a cure.

D'EMBLÉE, la France a senti le danger qu'elle courait à donner l'impression de s'associer à une croisade aux relents coloniaux de l'Occident en terre arabe. Elle redouta, de surcroît, d'être entraînée contre son gré dans une aventure militaire américaine. D'où son souci de se démarquer nettement d'une attitude sans doute jugée trop guerrière. D'où aussi la volonté d'expliquer inlassablement le bien-fondé de la position française, dont témoigne l'envoi d'une vingtaine de missi dominici aux quatre coins de la planète. En parlant d'une même voix dans cette affaire, la gauche et la droite devraient permettre à la France de se faire mieux entendre de tous ses interlocuteurs, arabes ou non.

La singularité française comporte tout de même un risque à long terme. Elle donne à M. Saddam Hussein des raisons d'espérer que le « front occidental » se fissurera chaque jour un peu plus.

M 0147 - 8150 - 5.00 F



Tandis que de nouveaux contingents se déploient en Arabie saoudite, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne renforcent leur dispositif dans le Golfe

Alors que de nouveaux contingents se déploient en Arabie saoudite, où sont attendues des unités pakistanaises, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne ont renforcé leur dispositif naval dans le Golfe pour imposer le « boycottage total » de l'Irak.

Quelques fissures sont apparues dans le « front occidental ». La France refuse, par exemple, la conception américaine pour s'en tenir à un strict « embargo », conformément à la résolution des

Nations unies. En revanche, le ministre adjoint au Foreign Office, M. William Waldegrave, a annoncé lundi 13 août à Londres que la marine britannique contrôlait le trafic maritime dans le Golfe et arraisonnerait les navires qui tenteraient de rompre le blocus contre l'Irak.

De son côté, l'Union soviétique prépare l'évacuation de ses ressortissants bloqués en Irak et au Koweït. A Paris, l'engagement des différentes

forces politiques, à l'exception de l'extrême droite, dans la « solidarité nationale » préconisée par M. Mitterrand permet au chef de l'Etat de mener une politique indépendante à l'extérieur.

Alors que les marchés boursiers mondiaux semblent s'installer dans la crise, les investisseurs se tournent vers l'or. L'once de métal jaune a fortement progressé. Mardi, le prix du pétrole était toujours en hausse.

### Saddam Hussein, « grand perturbateur » | Un blocus qui n'ose pas dire son nom

Quel que soit l'épilogue de la crise du Golfe, son brutal maître d'œuvre fait d'ores et déjà figure de « grand perturbateur » du monde arabe. Car en s'emparant du Koweït, M. Saddam Hussein n'a pas seulement semé le désarroi chez ses pairs incrédules, il a surtout balayé l'échiquier régional. Sous le forçage du dictateur de Bagdad, un nouvel ordre arabe est en train de voir le jour.

Entre certains dirigeants jusqu'ici prétendument « modérés » et « radicaux », mais soudain contraints de choisir leur camp après le coup de force de l'Irak, des chassés-croisés s'opèrent, des retrouvailles s'ébauchent, des alliances se dénouent (lire l'article de Françoise Chipaux page 4). Bien malin qui peut prédire ce que donnera cette nouvelle donne, sortie de la main d'un cynique joueur de poker, livre de puissance.

Mais M. Saddam Hussein a aussi « perturbé » l'homme de la rue, suscitant ici son désaveu, et là son enthousiasme, enflammant les imaginations et semant des espérances. Pour exalter l'ardeur populaire, il a, à la manière d'un redresseur de torts, tour à tour enfoncé, en quelques jours, trois chevaux de bataille - l'anti-impérialisme, l'islamisme belliqueux, le panarabisme anti-



israélien - et mêlé trois discours qui lui permettent de rassurer au plus large parmi ses auditoires. En habile alchimiste, il espère que ces divers ingrédients politiques formeront, dans les cœurs, un mélange explosif propre à déclencher la nouvelle « révolte arabe » qu'il semble appeler de ses vœux.

JEAN-PIERRE LANGELLIER  
Lire la suite page 5

#### WASHINGTON de notre envoyé spécial

Deux semaines après l'invasion du Koweït par les troupes du président Saddam Hussein, l'armada dépechée par les Etats-Unis dans le Golfe a inauguré une de ses principales missions : assurer le boycottage économique total de l'Irak.

C'est un premier objectif concret, comme les autorités américaines l'ont expliqué à plusieurs reprises lundi 13 août, apparemment assez satisfaites de pouvoir donner un début de réponse à une opinion publique intérieure qui n'a, semble-t-il, pas toujours très bien compris les raisons du formidable déploiement militaire ordonné par le président George Bush.

Du Golfe à la mer Rouge en passant par la Méditerranée, la quarantaine de bâtiments mobilisés par la marine américaine - dont trois porte-avions - va s'efforcer d'organiser l'isolement économique et commercial de l'Irak. Il s'agit de traquer tout navire qui tenterait de venir approvisionner ce pays, et aussi d'interdire au régime de Bagdad d'exporter son pétrole. Au chapitre des importations « tout est concerné » - notamment les pro-

duits agricoles, - à l'exception de ce qui relève de la médecine et de la santé. Les consignes données à la marine américaine sont très claires : arrêt et intimidation des éventuels contrevenants, avec, si nécessaire, tirs de semonce ou mesures plus draconiennes encore.

En général, cela s'appelle un blocus naval, ou en tout cas cela y ressemble fort, mais les autorités américaines se refusent à l'emploi de ce terme. Elles sont particulièrement sensibles au « front sémantique » dans la crise du Golfe, s'interdisant de qualifier d'otages les centaines d'Américains encore retenus au Koweït et en Irak - le terme évoquerait de trop funestes souvenirs dans l'opinion et à la Maison Blanche.

De même l'expression « blocus », souligne-t-on, pourrait, elle, être interprétée comme un acte de guerre de la part des Etats-Unis, alors que ceux-ci relèvent qu'ils agissent uniquement - même si c'est de manière unilatérale - par souci de mettre en œuvre l'embargo économique décidé la semaine dernière par le Conseil de sécurité de l'ONU.

Comme la résolution des Nations unies n'est pas si précise, le gouvernement américain a fait valoir qu'il avait été saisi par l'ancien émir du Koweït, Cheikh Jaber Al Sabah, d'un ultimatum exprimant le souhait de Washington de faire respecter la résolution du Conseil, et tel serait le « fondement juridique » de ce vrai-faux « blocus ». Le secrétaire d'Etat, M. James Baker, a parlé d'« interdiction », expliquant qu'il s'agissait d'« interdire » à l'Irak de continuer à commercer avec l'extérieur.

Pour l'heure le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, s'est dit satisfait du respect de l'embargo par la communauté internationale. « A ce jour, son application est remarquable », a-t-il observé.

ALAIN FRACHON  
Lire la suite page 4

#### Lire également

- |  |   |  |    |
|--|---|--|----|
| ■ Le Pakistan va envoyer des troupes en Arabie saoudite  | 3 | ■ M. Mitterrand désarme l'opposition parlementaire       | 6  |
| ■ Le roi Fahd qualifie Saddam Hussein de « débile »  | 3 | ■ Reportage chez les Koweïtiens de la Côte d'Azur        | 6  |
| ■ La leçon de l'ambassadeur d'Irak à Paris   | 3 | ■ Les pays de l'Est dans la tourmente                    | 15 |
| ■ Moscou prépare l'évacuation de ses ressortissants  | 3 | ■ L'économie américaine pourrait éviter la récession     | 15 |
| ■ Les nouveaux clivages du monde arabe   | 4 | ■ L'embargo alimentaire contre l'Irak                    | 15 |
| ■ Comment Téhéran s'est laissé « endormir »  | 5 | ■ La remontée de l'or                                    | 15 |
| ■ La France aurait fourni aux Etats-Unis des renseignements sur le matériel militaire vendu à l'Irak | 6 | ■ Quinze jours de forte baisse sur les marchés boursiers | 15 |

## Le Monde DOSSIERS & DOCUMENTS

NUMÉRO SPÉCIAL - 24 PAGES

JUILLET-AOÛT 1990

### LES GUERRES DU VIETNAM

Des guerres d'indépendance aux luttes armées avec les pays voisins, le Vietnam n'a cessé d'être, depuis 1945, une terre de guerres.

Le Monde Dossiers et Documents retrace l'histoire de ces années de conflits : la guerre d'Indochine, l'engagement américain, l'affrontement khméro-vietnamien.

Un numéro événement avec des chronologies détaillées, des reportages des envoyés spéciaux du Monde de l'époque et de nombreuses illustrations.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

## Bonne Nouvelle, prison « tranquille »

Portrait d'un établissement carcéral ordinaire trois semaines après la libération d'Anis Naccache

#### ROUEN de notre envoyé spécial

Ceux qui sont dehors, qui n'en connaissent que les murs bruns et sales, l'ont baptisée « cent mille briques ». Les surveillants préfèrent l'appeler « maison d'arrêt ». Le sous-directeur, « établissement ». Pour les détenus, c'est « la taule », ou simplement « la prison ». Mais pas Bonne Nouvelle. N'importe quoi plutôt que ce nom, vestige provocateur du vieux prieuré rouennais d'où la reine Mathilde avait appris la victoire de Guillaume le Conquérant.

La première fois, ils ont cru à une blague. « Cinq ans de Bonne Nouvelle ! » Maintenant, ils haussent les épaules quand on leur rappelle ce nom. Mais ils évitent de le prononcer. Par pudeur ou par habitude. Cette habitude qui seule leur donne une chance de

tenir, « de bien se la faire », comme ils disent. Qui fait disparaître l'odeur aigre-douce flottant sur les trois étages de coursives. Qui fait même oublier le bruit assourdissant des clefs.

A chaque pas du surveillant,

pourtant, le trousseau résonne, accroché à la ceinture, à l'opposé du talkie-walkie. Porte qu'on ouvre, porte qu'on referme.

NATHANIEL HERZBERG  
Lire la suite page 9

#### Les défis de la BBC

page 8

#### SCIENCES & MÉDECINE

SOS-Urgences parisiennes ■ Les lichens, sentinelles écologiques ■ Il y a quatorze ans, la Soufrière

pages 13 et 14

#### Frissons fin de siècle

Le feuilleton de JEAN-PIERRE RIOUX  
22. - La règle de fer des « hussards noirs »

page 2

Le sommaire complet se trouve page 20



# Frissons fin de siècle

1889-1900

par Jean-Pierre Rioux

COLLECTION SOCIÉTÉ FRANÇAISE DE PHOTOGRAPHIE



L'institutrice de province, écrit en 1897 par l'époux d'une enseignante, révèle le malaise d'une profession difficile et mal payée.

## 22. La règle de fer des « hussards noirs »

*La République a enfin son creuset : l'école publique, laïque, obligatoire et gratuite. Les maîtres en sont les gardiens, formés par dizaines de milliers dans les écoles normales. Le certificat d'études devient le plus prisé des vaticans.*

« **R**ETROUVER, avec l'âme de l'école, l'âme même du pays. » « Préparer par l'école une démocratie intelligente, juste et fraternelle. » Ces deux maximes conquérantes ornent l'Éducation publique et la Vie nationale, un volume publié en 1897 par Félix Pécaut. L'ancien pasteur béarnais qui a prêché la liberté religieuse jusqu'en 1859, l'homme que Jules Ferry avait chargé en 1880 d'organiser l'école normale supérieure de Fontenay-aux-Roses, où seront formées les enseignantes des écoles normales départementales, l'inspecteur général de l'école primaire qui vient de prendre sa retraite, livre son testament pédagogique, avant de disparaître l'année suivante. Avec Jules Steeg, qui meurt comme lui en 1898, avec Ferdinand Buisson, qui recruta jadis ces deux apôtres pour faire sa revue le *Christianisme libéral*, Pécaut est un des meilleurs de ces rudes protestants républicains auxquels le combat laïque doit tant.

Ils avaient appris à opposer Église et religion. D'un même élan, ils laïciseront la religion. Puis ils en annonceront une nouvelle. Car il s'agissait bien, dira Buisson, « de dégager du christianisme traditionnel et ecclésiastique ce qu'on pourrait appeler le christianisme éternel, une sorte d'évangile fait de la moelle du vieil Évangile, une religion laïque de l'idéal moral, sans dogmes, sans miracles » ; d'installer cette religion, « qui est simplement l'aspiration de l'homme vers toutes les formes de la perfection de l'esprit », dont l'intuition morale de Kant sera le credo, l'histoire de France l'histoire sainte, et la maison d'école, tout aussi simplement, le temple. Et dont seuls les vrais fidèles, dûment chapitrés par les missionnaires des idées modernes, connaîtront la Promesse :

« L'âme du pays » enfin rachetée, vivifiant la « démocratie intelligente ».

Avec un autre laïque assez tranchant, Jules Payot, qui publie la même année un catéchisme très prisé, *Aux instituteurs et aux institutrices. Conseils et directions pratiques*, Pécaut déballe toutes ses recettes, expérimentées au fil des ans avec les pédagoges « en poste » lors des tournées d'inspection ou, chaque matin, dans les causeries, vrais offices laïques avec chants et sermon, auxquelles il conviait ses chères Fontenayennes. C'est au plus profond des âmes qu'il faut descendre, mais sans les violenter, expliquent-ils aux maîtres. Pour mettre à jour les trésors de dignité, de morale et de responsabilité personnelle qu'elles recèlent. Pour faire du plus humble des jeunes gens confiés à l'école publique un petit prince de la science et du talent, un démocrate baptisé à l'eau pure de la méritocratie républicaine. Pour signifier aussi que l'école est désormais, dira Jacques Ozouf, « une répétition générale du métier, de la vie publique, de la guerre ».

Il ne suffisait pas de se laisser porter par ce que nous nommerions aujourd'hui une « demande sociale » de scolarisation, celle qui, depuis un siècle, avait déjà hissé à l'art de lire et d'écrire l'essentiel de la France du Nord et de l'Est et ébranlé celle, plus retardée, du Sud et de l'Ouest. Il fallait développer un enseignement de proximité qui paracheverait cette conquête : « Vous n'avez à enseigner, disait Jules Ferry aux instituteurs, rien qui ne soit familier à tous les honnêtes gens. [...] rien qu'on ne puisse demander à tout homme de cœur et de sens ». Mais seule une laïcité rayonnante permettrait de l'emporter à l'étape suivante, dont l'itinéraire fut fixé par les grandes lois fondatrices de 1879 à 1886 : transformer « la bonne et antique morale » en Évangile républicain,

saisir les leviers de l'obligation, de la gratuité et de la laïcisation de l'enseignement primaire pour sauver civillement les âmes en faisant la classe.

A cet appel du temps de Ferry, des milliers de jeunes gens ont répondu, sortis du peuple le plus souvent, des fils de paysans, d'employés et de commerçants d'abord, puis d'ouvriers. « Le maître d'école — lance Clemenceau en 1895 dans le *Grand Pan* — c'est le prophète ébloui du verbe nouveau ». Le « hussard noir », dira Péguy dans *l'Argent* en évoquant avec nostalgie ceux qui lui ont tout appris, vers 1880, à Orléans : « Nos jeunes maîtres étaient beaux comme des hussards noirs. Sveltes ; sévères ; sanglés. Sérieux, et un peu tremblants de leur précoce, de leur soudaine omnipotence. [...] Rien n'est beau comme un bel uniforme noir parmi les uniformes militaires. C'est la ligne elle-même. Et la sévérité. Fort par ces gars qui étaient vraiment les enfants de la République. Par ces jeunes hussards de la République. Par ces nourrissons de la République. Par ces hussards noirs de la République ».

AINSI fut fait. L'État forma et paya de nouveaux maîtres, une armée de 120 000 hommes et femmes environ vers 1900, ouvrit des écoles normales pour former les meilleurs d'entre eux, fit chasser la quasi-totalité des congréganistes qui tenaient encore des écoles publiques. Et appliqua à la lettre la loi de 1886 : laïcité à l'école publique, liberté au-dehors. Si bien que, dans le même temps, l'enseignement libre dispensé par des religieux ou, de plus en plus, des laïques, put reprendre souffle et même prospérer dans la concurrence : ses écoles primaires accueillirent 1 250 000 élèves en 1900, soit trois fois moins que les écoles publiques, mais encore à peu près un enfant scolarisable sur quatre. Les communes, de leur côté, engagèrent sans trop maugré les frais d'érection ou d'embellissement des 80 000 temples nouveaux, superbes le plus souvent, et conjuguèrent en dur la nouvelle alliance entre la mairie, l'école et la République, payèrent les dépenses courantes d'entretien, les livres et le personnel de service, logèrent les maîtres, qui devinrent couramment au passage secrétaires de mairie, les firent surveiller par des délégués cantonaux sans parvenir toutefois à briser l'autorité d'un corps d'inspecteurs

nommés par le ministre qui tirèrent solidement leurs ouailles.

Si bien que dans les années 1890 l'institution scolaire tourne à plein rendement pour le primaire, appliquant sans broncher la loi Goblet de 1886. Toutes classes d'âges confondues, à peine un enfant sur sept ou huit échappe à l'obligation d'aller en classe, ce qui ne dispense nombre de petits ruraux ni d'école buissonnière ni de mobilisation pour les gros travaux des champs aux beaux jours. Vers 1900, seuls 4 % des jeunes, rebelles croûtés ou crépins avérés, ne savent ni lire, ni écrire, ni compter : belle victoire patiente et venue de loin, saluée par le chœur des grands-mères illettrées tirant les oreilles aux chenaupans qui auraient préféré dénicher les merles à l'heure de la dictée.

DES programmes encyclopédiques, pleins de « savoir pratique », obsédés par « ce qu'il n'est pas permis d'ignorer » sa vie durant si l'on veut être un paysan avisé, un ouvrier habile et un bon citoyen. Des manuels immenses pour chaque matière. Une morale sociale et civique de juste docilité. Une pédagogie bien loin de l'éveil, qui ne voit chez l'enfant que l'adulte en puissance, souvent répétitive mais qui sait faire progresser en reprenant inlassablement les rudiments au début de chaque année scolaire, en développant l'intuition de la « leçon de choses », en enracinant le propos dans le monde familier des enfants. Bref, un enseignement « utilitaire et éducatif » à la fois, dont on ignore délibérément la contradiction dans les termes.

Ainsi sont, en priorité, tenus en lisère langues régionales et parlers locaux. Et non pas massacrés, comme tentent déjà de le faire accroître, on l'a vu, quelques régionalistes en émoi. L'idiome du pays, ce « vestige de la féodalité détruite », disait l'abbé Grégoire en l'an II, est cantonné dans un rôle auxiliaire, parlé au travail et dans l'abandon des intimités familiales. Il est prosaïque et dur, de la salle de classe et de la cour de récréation, les petits fautais où féodalistes sont exposés à la réprobation des maîtres et à la risée de leurs camarades, tant il faut imposer la langue française matricée de l'unité nationale, si utile pour toutes les « démarches » officielles et les transactions, si généreuse dans ses promesses d'émancipation. A-t-on jamais assez dit que la toise de l'école républicaine unifia une foule bigarrée, en fit des « bilingues » assez débrouillards ? Étrangers et péquenots, patoisants incompréhensibles à cinquante kilomètres de leur niche vernaculaire, argotiques à la dérive ou humiliés de l'idiomatique vécurent sans doute moins dramatiquement qu'on ne le pense le double usage de leur langue maternelle et de la règle, oratoire et écrite, de la République.

Chaque année, les épreuves de ce certificat d'études « recherché et obtenu par tout élève qui aura fait des études primaires régulières et complètes », précise la loi du 26 mars 1882, sont une fête et un couronnement, dans une fièvre d'émulation des cantons ruraux et des arrondissements urbains, dans un grand concours d'instituteurs endimanchés et de parents émus. Ceux, très nombreux, qui l'ont, et qui l'encadreront pour l'accrocher toute leur vie dans la chambre à coucher, ont la preuve par cet humble parchemin que n'ont plus de secrets pour eux l'orthographe et l'analyse, l'arithmétique et le calcul mental, la leçon de choses et l'horticulture élémentaire, l'histoire nationale et la liste des sous-préfectures, l'économie domestique, le point de croix et la *Marseillaise*. Le « certif » est un « bagage », un vaticane qui vous suit, un mode d'emploi pour proprement clôturer un champ trapezoidal d'un triple rang de fil de fer à 45 centimes le mètre, pour lire un devis, rédiger une lettre ou capitaliser les intérêts composés du livret de la Caisse d'épargne ; un brevet de civisme, une fierté inéprouvable et une reconnaissance sans faille à l'école qui a offert cette chance.

Mieux encore : l'école rayonne, emplit la vie de ses instituteurs et des morceaux de France qui leur sont confiés. Elle assied le sentiment national sur la Revanche et sur la longue fidélité à une Histoire prédestinée. Elle centralise. Elle néglige le producteur, suspecte les groupes intermédiaires pour mieux donner relief à l'exemplarité potentielle de tout individu éclairé. Ses « hussards » ouvrent des cours du soir, des cercles républicains et des œuvres « complémentaires », se rendent indispensables dans la vie villageoise, donnent l'exemple de nouvelles sociabilités et, inlassablement, chantent le progrès.

Il faut néanmoins se méfier des stéréotypes qui se construisent déjà. Et sérieusement ancrer ce tableau euphorique vers 1900, quand le patriotisme

originel s'est affaibli, que l'affaire Dreyfus puis la « défense républicaine » annoncent les lendemains combistes du réveil de la guerre laïque contre l'Église. Quand des instituteurs aussi, après quinze ans de lutte pied à pied sous une discipline de fer, font un premier bilan de leur aventure et de leurs mésaventures, cherchent à s'unir et crient parfois leur désarroi.

Voici cet Antonin Lavergne qui rédige en 1894-1895 l'ambre histoire de *Jean Coste*, que Péguy publiera en 1901 dans ses *Cahiers de la Quinzaine* parce qu'il « parle peuple » : cet ancien pédagogue dit le doute, la misère et même la tentation du suicide. Voici Léon Frapié, époux d'une enseignante, qui fait paraître en 1897 *l'Institutrice de province*, terrible roman d'un échec dont meurt son héroïne, Louise Chardon.



Francisque Sarcey s'en empare pour couvrir les lecteurs des *Annales politiques et littéraires* à réagir. Une avalanche de lettres suit, souvent critiques pour l'œuvre au noir de Frapié, mais laissant transparaître chez maintes institutrices une lassitude certaine : « moins payées que leurs collègues mâles et pourtant jalouses par eux, moins bien formées, le plus souvent célibataires car le « poste double » du couple d'enseignants uni dès l'école normale n'est pas encore monnaie courante, particulièrement épiques par les maîtres et les délégués cantonaux, terrorisés par des inspecteurs dont quelques-uns sont sur leur territoire de « véritables sultans » concupiscent, elles savent que la machine scolaire broie aussi les plus faibles et trouve trop d'auxiliaires chez les malins et les « pistonnés » qui votent bien.

D'autres, formés dans leurs amicales, commencent à dire tout haut que l'école rend convenable, polie et résignée la misère physique et morale des pauvres et que le socialisme devrait relayer l'idéal laïque pour bâtir une école émancipée. Espoirs envols, régressions en tous genres, solitudes en quête d'humanité et de paix : les « hussards noirs » ont le frisson des premières grosses fatigues. Et nul ne peut dire s'il annonce une fièvre passagère ou une maladie de longueur sur le plus beau chantier de la République.

**Prochain épisode :**  
Les vertus du bas de laine

**Sur France-Culture**

Du lundi au vendredi, à 19 h 45, Jean-Pierre Rioux raconte et illustre chaque jour un épisode de la série « Frissons fin de siècle ».  
• Mardi 14 août : La règle de fer des « hussards noirs ».  
• Mercredi 15 août : Les vertus du bas de laine.

**Pour en savoir plus**

► *La Classe ininterrompue. Cahiers de la famille Sarda, enseignants (1780-1950)*, présentés par Mona Ozouf, Hachette, 1979.  
► *L'Enfance et la Jeunesse dans la société française (1800-1950)*, de Maurice Crubellier, A. Colin, 1979.  
► *Les Premières Institutrices laïques*, de Danielle Delhomme, Nicole Gault et Josiane Gonthier, Mercure de France, 1980.  
► *L'école publique dans le département du Doubs (1870-1914)*, de Jacques Gavoille, Les Belles Lettres, 1981.  
► *Nous les maîtres d'école*, de Jacques Ozouf, Julliard, 1967.  
► *L'école, l'Église et la République (1871-1914)*, de Mona Ozouf, A. Colin, 1983.  
► *L'Enseignement en France (1800-1967)*, d'Antoine Prost, A. Colin, 1968.



La crise du Golfe

# Le Pakistan va envoyer des troupes en Arabie saoudite

Le nouveau gouvernement intérimaire du Pakistan a officiellement annoncé, lundi 13 août, son intention d'envoyer des troupes en Arabie saoudite pour « se joindre aux contingents islamiques », à la demande du roi Fahd et en raison de la gravité de la situation dans le Golfe. Cette décision « de principe » fait suite à la visite à Islamabad d'un émissaire du souverain wahhabite. « Les modalités de cette assistance vont être définies de manière très rapide, en consultation avec le gouvernement saoudien », a indiqué le ministre pakistanais des affaires étrangères, qui a invoqué « l'amitié éprouvée par le temps » entre Islamabad et Ryad et les résolutions des Nations unies et de la Ligue arabe. Le Pakistan est en outre le principal allié des États-Unis dans le sous-continent et certains commentateurs locaux accusent le nouveau gouvernement d'avoir cédé à la « pression américaine ».

Autre pays musulman impliqué dans les mesures internationales prises contre l'Irak, l'Indonésie, qui a décidé de se joindre à l'embargo économique. Le Japon a proposé mardi une assistance économique aux pays du Golfe affectés par les sanctions prises contre l'Irak. Le premier ministre nippon, M. Kaifu, a fait cette promesse au président Bush lors d'une conversation téléphonique. La Nouvelle-Zélande, pour sa part, est prête à participer à une opération des Nations unies dans le Golfe.

Pendant ce temps, des manifestations pro-irakiennes se poursuivent au Proche-Orient et au Maghreb. En Israël, une formation arabe israélienne, le Parti démocratique arabe, a appuyé publiquement lundi l'attaque irakienne contre le Koweït, estimant qu'il s'agissait d'un premier pas vers l'« unité arabe ». Plusieurs personnalités

palestiniennes, dont M. Radwan Abou Ayash, président de l'Association des journalistes, ont soutenu les récentes propositions du chef de l'État irakien. Le mufti de Jérusalem a appelé M. Saddam Hussein à libérer les lieux saints en Arabie de « l'occupant et de l'infidèle ».

Des milliers de personnes ont manifesté dans les territoires occupés pour soutenir M. Saddam Hussein et lui demander d'attaquer l'État hébreu avec des armes chimiques. Le mouvement de résistance islamique Hamas, actif dans les territoires occupés, a exhorté l'Irak à « frapper Tel-Aviv en plein cœur » et à « transposer la bataille sur le terrain israélien ». De source palestinienne, on indique que le FPLP de M. Georges Habache, le FDLP de M. Nayef Hawatmeh et le PC palestinien ont diffusé un tract de soutien à Bagdad dénonçant « l'agression américaine contre les Arabes ».

A Amman et dans la ville de Mafrak, des milliers de personnes ont défilé pour dénoncer l'« agression américaine », accusant le roi Fahd d'être un « espion à la solde des États-Unis » et le président Mubarak de « trahison ». Près de 80 000 personnes se seraient déjà portées volontaires pour combattre en Irak. A Sanaa, des manifestations contre les ambassades américaine et britannique se sont poursuivies lundi pour la cinquième journée consécutive. Une Organisation de soutien à la révolution islamique et arabe a été fondée à Khartoum, où des milliers de manifestants ont affirmé leur soutien à Bagdad. A Alger, le Hezbollah algérien s'est déclaré prêt à la Jihad contre les « ennemis de Dieu » dans un communiqué publié par le quotidien du FLN, Al-Chaab. — (AFP, Reuter, UPI, AP.)

## Les propositions de M. Saddam Hussein provoquent un scepticisme quasi général

Les récentes propositions du président Saddam Hussein en faveur d'un règlement global des « occupations » au Proche-Orient ont été accueillies d'une manière générale négativement. Seuls les principaux alliés de l'Irak, la Jordanie, l'OLP et le Yémen ont estimé qu'il s'agissait là d'« éléments positifs et réalistes » pour parvenir à un règlement de la crise du Golfe.

Le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, qui est appelé à jouer un rôle central dans l'application éventuelle du plan de paix de M. Saddam Hussein, n'a pas réagi.

L'Égypte, pour sa part, a officiellement rejeté l'« initiative

irakienne » en affirmant par le truchement de son ministre des affaires étrangères, M. Ismat Abdel Meguid, qu'elle n'était absolument pas claire dans la partie concernant le Koweït. M. Boutros Ghali, le ministre d'État, a ajouté que les propositions irakiennes étaient en contradiction avec les résolutions du récent sommet arabe du Caire qui réclamaient le retrait irakien du Koweït.

La presse égyptienne de son côté a accueilli avec sarcasme ce qu'elle a qualifié de « la dernière arnaque du dictateur ». Un éditorialiste estime que la « prétendue initiative de Saddam n'avait qu'un seul mérite, celui d'avoir mis sur un pied d'égalité l'occu-

pation de Koweït par l'Irak et celui des territoires arabes par Israël ». Le quotidien Al Akhbar révèle pour sa part que Le Caire avait rejeté une proposition de « po-de-vin » de la part de l'Irak pour fermer les yeux sur l'annexion de Koweït.

### « Pas constructif » selon Moscou

A Moscou, un porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères a estimé que l'attitude du président Saddam Hussein n'était pas « constructive » et que ses propositions ont peu de chances d'être mises en œuvre. « L'URSS, a-t-il indiqué, poursuit ses contacts avec l'Irak à tous les niveaux, y compris au plus haut niveau, pour que Bagdad comprenne que sa façon d'agir n'est pas constructive ».

Interrogé sur la possibilité d'un échange d'émissaires entre Moscou et Bagdad, le porte-parole a affirmé qu'« aucune décision concrète n'a encore été prise » en ce qui concerne un éventuel échange d'émissaires entre les deux capitales. Évoquant d'autre part l'éventualité d'un blocus naval américain contre l'Irak, il a rappelé que l'URSS avait envoyé deux bâtiments de guerre dans la région pour protéger sa marine marchande « et non pour contrôler ou inspecter d'autres navires » — (AFP.)

### Moscou prépare l'évacuation de ses ressortissants

L'URSS prépare l'évacuation de ses ressortissants bloqués en Irak et au Koweït (au total 6 630 personnes), en dépit des assurances de Bagdad qui affirme qu'ils ne sont pas menacés directement par la crise du Golfe, a rapporté lundi 13 août l'agence Tass. M. Gorbatchev a créé une commission spéciale chargée d'étudier leur départ via la Jordanie. L'évacuation des Tchécoslovaques devait commencer mardi et celle des Hongrois aura lieu à la fin de la semaine. Les Roumains sont libres de quitter l'Irak et 249 d'entre eux, sur un total de 3 036, vont le faire « dans les jours qui viennent », a indiqué Bucarest. Par ailleurs, Bagdad a garanti lundi au gouvernement argentin la sécurité de ses citoyens bloqués en Irak.

En revanche, le Foreign Office a annoncé lundi que des soldats irakiens avaient empêché l'un de ses diplomates de reconnaître le corps du ressortissant britannique tué près de la frontière koweïto-saoudienne. Une hôtesse de l'air de la compagnie Kuwait Airways, de nationalité tunisienne, qui a réussi à s'enfuir en Jordanie — où 3 000 Arabes et soixante-dix autres étrangers sont arrivés lundi — a raconté que des soldats irakiens avaient violé six de ses collègues. Il s'agit de deux Britanniques, de deux Égyptiennes, d'une Philippine et d'une Pakistanaise. Aucune victime n'a été revue par ses amis après les violés, a-t-elle ajouté. — (AFP, Reuter, AP.)

## Les Américains et leurs alliés continuent d'acheminer des forces dans la région

Tandis que les Américains et leurs alliés continuent d'acheminer des troupes dans la région du Golfe, un pétrolier irakien, le Qadissiah, a été empêché de prendre livraison de sa cargaison de pétrole sur le terminal pétrolier de Yanbou, sur la mer Rouge, dans la nuit du dimanche 12 au lundi 13 août. Par ailleurs, l'Arabie saoudite a retourné un autre pétrolier irakien venu charger au terminal saoudien de Mou'adiz, a-t-on appris, lundi, de source saoudienne.

Mardi les derniers mouvements de troupes se répartissent comme suit :

■ États-Unis : un quatrième porte-avions, le John F. Kennedy et ses quatre-vingts chasseurs, rejoindra la semaine prochaine les forces américaines déjà déployées dans le Golfe, selon des sources proches du Pentagone, afin de relever le porte-avions Eisenhower qui croise en mer Rouge. En Arabie saoudite, un véritable pont aérien s'est mis en place : selon les déclarations du général Don Kaufman, « des avions américains pratiquent toutes les dix minutes avec des soldats et des équipements ». Par ailleurs, le navire-hôpital Mercy a quitté Oakland lundi pour rejoindre les forces américaines, tandis qu'une escadrille de bombardiers F-111

venant de Grande-Bretagne a effectué un exercice de « routine » en Turquie. ■ Grande-Bretagne : trois dragueurs de mines de la marine britannique ont quitté lundi l'Écosse et sont attendus dans une quarantaine de jours en Méditerranée orientale. La Royal Navy a aussi envoyé deux frégates équipées de missiles Exocet dans la région du Golfe, où croisent déjà un destroyer et un navire de ravitaillement britannique.

■ France : la France a commencé à livrer dans le Golfe du matériel de protection contre les gaz de combat, a-t-on appris lundi à Paris, de sources militaires autorisées. Un Boeing-727 aux couleurs du Qatar a quitté Paris lundi, pour Doha, avec une pleine cargaison de masques à gaz. Une autre cargaison du même type a été acheminée dans les dernières quarante-huit heures vers l'Arabie saoudite. Une nouvelle livraison est envisagée dans les prochaines vingt-quatre heures, vers le Qatar.

■ Italie : le gouvernement italien a décidé mardi « l'envoi de quelques unités de la marine militaire en Méditerranée orientale pour couvrir la zone laissée démunie par la flotte américaine partie pour le Golfe ». La mission italienne pourra être étendue à la région du Golfe en fonction des décisions qui seront prises par la réunion de l'Union européenne orientale le 21 août prochain à Paris, a ajouté le ministre des affaires étrangères, M. Gianni De Michelis.

■ Pays-Bas : les Pays-Bas ont annoncé lundi l'envoi dans le Golfe de deux frégates dans le cadre du déploiement d'une force multinationale. Les deux bâtiments, équipés de missiles anti-aériens et d'armements antimissiles devraient appareiller vers le 20 août.

■ Belgique : la Belgique va dépêcher trois bâtiments de guerre dans le Golfe pour participer à la force internationale d'intervention. Des sources informées à Bruxelles, on indique qu'il s'agit d'un patrouilleur et de deux dragueurs de mines.

■ Pakistan : Islamabad a annoncé lundi qu'il se joindrait aux « contingents islamiques pour la défense de l'Arabie saoudite ». Le ministre des affaires étrangères a indiqué que les détails de cette assistance seraient fixés « promptement en consultation avec l'Arabie saoudite ». Selon le quotidien pakistanais The Nation, le premier contingent de troupes serait de cinq mille hommes. Il s'ajoutera aux quelque cinq mille conseillers militaires pakistanais qui encadrent l'armée saoudienne. Rappelant que le Pakistan a participé à la formation de celle-ci, The Nation souligne : « Nos troupes ont bénéficié largement des équipements ultra-sophistiqués dont les Saoudiens disposent et nous pas ». ■ Irak : l'Irak continue à envoyer des renforts au Koweït où il compte maintenant 140 000 hommes, tandis que la nourriture commencerait à manquer à Bagdad, a affirmé lundi, le département d'État américain.

## Le roi Fahd qualifie le président irakien de « débile »

Le roi Fahd d'Arabie saoudite a mis en garde l'Irak lundi 13 août contre toute agression visant son pays et a exigé le « retrait immédiat et sans conditions » des troupes irakiennes du Koweït ainsi que le « retour du gouvernement légitime » de l'émirat.

Lors d'un meeting populaire dans la soirée à Djeddah, le souverain saoudien a en outre affirmé que les propositions faites dimanche par le président irakien Saddam Hussein ont « compliqué davantage la situation » dans le Golfe et il a ajouté que l'initiative irakienne « est inapplicable ».

« L'initiative (du président irakien) aurait dû être concentrée sur la conjoncture actuelle » (l'invasion du Koweït), a souligné le monarque saoudien, qui a ajouté que son pays « entre pour la paix (...) et ne sera jamais le premier à lancer une agression contre l'Irak ou contre un autre pays, à moins, a-t-il dit, qu'il ne soit agressé ».

Après avoir accusé l'Irak de concentrer, « jour après jour », ses

troupes à la frontière saoudienne (nord du royaume), le roi Fahd s'est interrogé : « Comment peut-on avoir confiance en Saddam Hussein et croire qu'il n'agressera pas l'Arabie saoudite alors qu'il a déjà manqué à sa promesse et envahi le Koweït, malgré les assurances qu'il a personnellement données au président égyptien Hosni Mubarak ? ».

### Des milliards de dollars d'aides diverses

Le roi Fahd a par la suite affirmé : « Si l'Irak prétend avoir sacrifié ses jeunes pendant sa guerre contre l'Iran de 1980 à 1988, nous répondons que l'Arabie saoudite a de son côté sacrifié argent et armes (...) et versé à l'Irak des milliards [de dollars] pour l'aider dans divers domaines ».

« Comment Saddam Hussein peut-il oublier du jour au lendemain tout cela ? Comment est-il capable de nier ces réalités dont témoignent les irakiens avant tout autre peuple ? » a-t-il poursuivi. Faisant référence à la campagne lancée par l'Irak contre l'Arabie saoudite, le souverain a affirmé qu'il s'agit d'« une arme entre les mains d'un débile ».

Lundi, l'Irak avait réaffirmé, dans

un message adressé au secrétaire général des Nations unies, M. Javier Perez de Cuellar, qu'il n'avait « aucune intention » d'agresser l'Arabie saoudite.

Le ministre irakien des affaires étrangères, M. Tarek Aziz, a pour sa part répliqué lundi la révision de la décision de transfert du siège de la Ligue arabe de Tunis au Caire, prise en mars, en raison, a-t-il dit, de l'attitude « partielle » de l'Égypte lors du dernier sommet arabe. Au Caire, M. Ismat Abdel Meguid, le chef de la diplomatie égyptienne, a aussitôt répliqué en demandant que M. Tarek Aziz soit écarté de la direction du comité chargé de mettre au point les mesures nécessaires pour le retour du secrétariat de la Ligue arabe au Caire.

L'OLP a aussitôt embôlé le pas à l'Irak en appuyant sa requête de s'opposer au transfert au Caire du siège de la Ligue arabe, estimant que l'Égypte « n'est pas le lieu adéquat » pour abriter cette instance. L'OLP a déploré par ailleurs que la proposition de M. Yasser Arafat sur la formation d'un comité de cinq chefs d'État arabes pour se rendre à Bagdad en vue de résoudre la crise du Golfe ait été rejetée sans vote lors du sommet par le président Mubarak. — (AFP.)

## La leçon de morale de l'ambassadeur d'Irak à Paris

« Le président Saddam Hussein a confronté la communauté internationale à la morale véritable », affirme sans rire M. Abdel-Razzak Al Hashemi sous les lambris de son ambassade d'Irak, près du château de la Muette, devant une salle comble de journalistes.

Aussi à l'aise que lors de ses nombreuses interventions télévisées depuis que son pays a envahi le Koweït, l'anglophone parfait qu'est M. Al Hashemi explique que les étrangers quitteront l'Irak « lorsque la situation sera redevenue normale et que l'Irak ne sera plus menacé ». C'est-à-dire « quand les forces étrangères auront quitté la région et que les Arabes pourront régler leurs problèmes entre eux ».

Pourquoi alors un traitement de faveur pour certains pays ? « Cela tient à la position prise par leurs gouvernements envers l'Irak », reconnaît-il, non sans accompagner cet aveu d'un lapsus : « Certains étrangers partent, d'autres sont retenus... non, pas retenus, se trouvent toujours en Irak, en raison des circonstances, profitant du soleil », dit-il dans un large sourire face à quelques sarcasmes dans la salle.

Et les étrangers retenus au Koweït ? « Quand je parle des étrangers en Irak, je veux dire bien sûr l'Irak y compris le Koweït », selon M. Al Hashemi, « il n'y a pas de retour » sur la fusion des deux pays. Interrogé alors sur « l'arrangement » entre le Koweït et l'Irak, pourtant évoqué la veille par Saddam Hussein comme monnaie d'échange contre une évacuation par Israël des territoires occupés, l'ambassadeur reste des plus vagues.

La démonstration du bon droit irakien avait commencé par une gloce sur cette « initiative » pour un règlement global : « La loi internationale ne peut être sélective », c'est-à-dire s'appliquer à l'Irak mais pas à Israël, et cette distinction est « immorale ».

Quant à la justification de l'invasion du Koweït, le « soulèvement » koweïtien est oublié et ce sont des chiffres de l'Union des banques arabes et fran-

çaises qui sont évoqués. Ils prouveraient que les « magnats du Golfe » disposent en Occident de fonds équivalant à trois fois la dette des pays arabes ou que les Koweïtiens ont investi près de mille fois plus en Occident que dans les pays arabes.

### « Nous pouvons manger des dattes... »

Comment voit-il alors l'avenir ? « Attendez trois mois et vous verrez, nous pouvons manger des dattes et le blocus ne nous fera pas fléchir. Mais l'Europe pourra-t-elle se passer de cinq millions de barils par jour de pétrole ? » Contrairement aux Américains, dit-il, l'Europe va pâtir de la crise et ce serait son intérêt de trouver une possibilité de solution, affirme l'ambassadeur.

M. Al Hashemi ne croit pas à « l'indépendance » de l'action militaire française dans le Golfe. « Pratiquement, c'est impossible. Vous imaginez tous les Occidentaux agissant seuls, sans coordination ? » Et l'Irak a-t-il fait savoir à la France qu'elle « met en péril ses intérêts en Irak maintenant et à l'avenir », a-t-il dit. Quelques minutes plus tôt, il usait de menaces : « Quand tout sera fini, l'Irak sera un des pays les plus puissants de la région, voire du monde. Et nous n'oublierons pas ceux qui auront participé au blocus ».

Quant à l'URSS, « ses problèmes intérieurs l'empêchent de jouer un rôle important sur la scène internationale ; maintenant, les États-Unis sont libres de jouer seul le rôle de gendarme, de dictateur du monde ».

L'Irak est-il prêt à user de ses armes chimiques ? « No comment », dit l'ambassadeur. Pour ajouter aussitôt que, « dans une guerre, il est très difficile de faire la distinction entre ce qui est légal ou illégal ». Et s'il y a une guerre, « ce ne sera pas de notre faute. Oui, nous savons que nous affrontons des super-puissances, mais nous sommes capables de rendre très coûteuse toute agression contre l'Irak ».

SOPHIE SHIHAB

## Le trésor du Koweït pourrait sombrer dans la mer...

Un demi-milliard de dollars en or sombreront dans le Golfe si les irakiens font sauter le coffre de la Banque centrale du Koweït, a déclaré au Caire Cheikh Sabah Al Hamed Al Akbar, ministre des affaires étrangères koweïtien en exil.

Les troupes d'occupation irakiennes ne possèdent pas les combinaisons d'ouverture et le bâtiment de la banque, construit en front de mer, est conçu pour s'effondrer et

coulir si l'on utilise des explosifs pour ouvrir le coffre, a précisé le ministre dans une interview publiée lundi 13 août par le quotidien Al Akhbar. Néanmoins, selon des informations du New York Times, l'Irak aurait mis la main dans différentes autres banques et entreprises du Koweït sur 3 à 4 milliards de dollars d'or en barres, d'argent et de devises étrangères. Le butin aurait déjà été rapatrié à Bagdad. Le journal

américain explique que ces saisies ont augmenté de façon substantielle les réserves financières de l'Irak que les banquiers estimaient à 6,5 milliards de dollars avant l'invasion.

Les troupes de Bagdad se seraient également emparées d'une quantité importante d'avions civils et militaires, de voitures neuves, de machines ainsi que de stocks de nourriture. — (Reuter, AFP.)



## LA CRISE DU GOLFE

Après l'échec du sommet du Caire

# De nouveaux clivages se manifestent au sein du monde arabe

Les Arabes sont d'accord sur une chose : le fait de ne jamais être d'accord. Souvent employée par dérisoire, la formule s'applique à merveille aux résultats du sommet du Caire, au cours duquel, face à une crise majeure, vingt pays arabes ont réussi à adopter cinq attitudes différentes, de l'acceptation à la condamnation, en passant par toutes les nuances de l'abstention, des réserves ou par l'absence pure et simple (Tunisie).

AMMAN

de notre envoyée spéciale

Le clivage déjà apparu avec évidence au sommet de Bagdad en mai dernier entre le courant pro-américain conduit par l'Égypte, discrètement soutenu par l'Arabie saoudite, et la tendance anti-américaine menée par l'Irak, appuyé par l'O.P.L.P., s'est cette fois d'autant plus approfondi que la question posée en définitive sous cette forme par le Caire - la caution à apporter ou non à la présence occidentale, c'est-à-dire essentiellement américaine, dans le Golfe - était concrète.

Si au sommet de Bagdad (en mai dernier), dans des résolutions largement théoriques et sans aucune portée pratique, l'Irak avait pu faire triompher son point de vue faisant condamner à sept reprises la politique américaine au Moyen-Orient, au sommet du Caire, en revanche, l'Égypte,

maîtresse du jeu, a imposé le sien avec d'autant moins de difficulté que la panique des États du Golfe face à la puissance irakienne et l'appui de la Syrie (qui était absente à Bagdad) ont fait pencher la balance de son côté.

La stratégie du président irakien - imposer sous son leadership un front arabe capable de s'opposer à Washington, devenu la seule grande puissance après l'effacement de l'Union soviétique - a volé en éclats, et, en l'absence, pour la première fois dans une crise de cette importance, du traditionnel clivage entre les alliés de Washington et ceux de Moscou, les pays arabes se sont déterminés en fonction de ce qu'ils considéraient être pour eux-mêmes le danger ou le plus immédiat.

Le poids de la Syrie

Les regroupements régionaux les plus récents et dans lesquels certains voulaient voir une réorganisation logique et positive du monde arabe n'ont pas tenu et, à l'exception du CCG (Conseil de coopération du Golfe - Arabie saoudite, Koweït, Bahreïn, Qatar, Émirats arabes unis, Oman), qui, se voyant collectivement menacés après l'attaque contre l'un des siens, a fait bloc, les membres du Conseil de coopération arabe (CCA - Égypte, Irak, Yémen, Jordanie) et ceux de l'Union du Maghreb arabe (UMA - Algérie, Maroc, Tunisie, Libye, Mauritanie) ont adopté une position commune.

L'exemple de l'UMA est parfait,

puisque ses cinq membres ont chacun pris une position différente. Quant au CCA, il a pour sa part voté, tant on voit mal se dessiner avant longtemps une quelconque coopération possible entre l'Irak et l'Égypte.

Absente de tous ces regroupements, la Syrie, que l'Irak, en créant le CCA, cherchait à isoler, a pesé d'un poids indispensable sur la décision finale. Vieille d'à peine six mois, l'alliance retrouvée entre Damas et Le Caire a joué à plein, et dans une discrétion remarquable le président syrien, qui, depuis le début de cette crise, a soigneusement évité toute surenchère, a choisi de cautionner la présence américaine pour contenir son principal ennemi irakien.

Alors même que la délégation syrienne était au Caire, le sous-secrétaire américain pour les affaires du Moyen-Orient, M. John Kelly, était à Damas, et le président Bush, à l'issue d'un entretien téléphonique avec le président Assad, exprimait publiquement sa satisfaction de l'attitude syrienne. « La Syrie sera parmi les premiers pays qui appliqueront les résolutions de la Ligue arabe », a affirmé dimanche le président Assad, qui n'a toutefois pas encore annoncé officiellement l'envoi de troupes dans le Golfe.

En agissant de cette façon, le président Saddam Hussein a, quel qu'il en soit, fait un cadeau inespéré à son rival syrien, qui doit pouvoir maintenant exploiter à la fois vis-à-vis de Washington dans le conflit régional israélo-arabe comme au Liban et vis-à-vis des riches pays du Golfe son attitude au Caire.

En affirmant lundi que le sommet du Caire a eu pour résultat « de barrer la route aux ennemis de la nation arabe et de souligner que le conflit arabo-israélien, qui est la cause principale des Arabes, doit passer avant tout d'abord interne », le journal *Al-Bas* a sans doute donné le ton de ce qui sera l'explication officielle de Damas. En envenimant et en annonçant le Koweït, l'Irak a détourné l'attention du conflit principal, et le seul moyen d'y revenir est de régler par tous les moyens, y compris avec l'aide étrangère, cette crise inter-arabe.

L'O.P.L.P. grande perdante

Nul doute aussi que Damas, comme Le Caire d'ailleurs, ne voit pas d'un mauvais œil les difficultés qu'affronte et que va affronter dans l'avenir l'O.P.L.P. En choisissant de se ranger au côté de l'Irak, la centrale palestinienne, qui avait toujours soigneusement cherché à préserver un équilibre entre les pays arabes, a mis pour longtemps une croix sur la reprise de son dialogue avec Washington. Le processus de paix déjà en panne s'est, sous la forme prévue, sans doute éloigné à jamais.

L'O.P.L.P., à qui nombre de pays arabes, en particulier ses bailleurs de fonds du Golfe, vont faire payer cher son attitude, aura sans doute d'autant plus de mal à s'imposer de nouveau aussi fort sur la scène qu'Israël va chercher à profiter du fait que les yeux du monde sont tournés vers le Golfe pour tenter de mater avec encore plus de force l'intifada.

L'opposition de tous les groupes palestiniens dissidents basés à Damas à la présence américaine dans le Golfe n'est à cet égard qu'une très maigre consolation pour M. Arafat, dont la stratégie de paix, déjà sérieusement mise en question par son manque de résultats, va devoir être revue dans un contexte qui lui sera beaucoup plus défavorable, même s'il a dans cette affaire le soutien de tout son peuple.

Autre pendant de cette crise, le Liban, qui risque de nouveau de se trouver abandonné à son sort tant la crise du Golfe va occuper pour longtemps tout autre problème. Particulièrement active dans la recherche d'une solution, la diplomatie saoudienne a aujourd'hui d'autres choses à faire, et le Liban pourrait bien une nouvelle fois subir les contrecoups de la crise en cours.

Si rien n'a filtré de la première rencontre au Caire entre le président libanais Elias Hraoui et M. Arafat, nul doute que l'O.P.L.P., déjà fortement implantée au Liban, va chercher à y affirmer encore sa présence pour avoir une base solide pour croquer, quand le temps viendra, son pouvoir de négociation.

La Ligue arabe remise en question ?

Une chose est sûre en tout cas : les fractures du monde arabe à la suite de cette crise seront durables, et jusqu'à un certain point c'est l'existence même de la Ligue arabe qui est en jeu. Déjà l'Irak et l'O.P.L.P. ont demandé le réexamen de la décision prise en

mars dernier à Tunis du transfert de son siège au Caire, en raison de l'attitude « partialité » de l'Égypte, implicitement mise en cause aussi à Amman.

Le Caire, qui s'était comporté lors du sommet de Bagdad comme le porte-parole des États-Unis, sans l'aide desquels, il est vrai, l'Égypte ne peut survivre, a incontestablement, en brusquant les choses avec l'appui des États du Golfe, aux dires de nombreux témoins, contribué à cette caution incontestable donnée à la présence étrangère dans le Golfe. Par la symbolique qu'elle représente, celle-ci a bouleversé le jeu.

Au conflit Irak-Koweït largement dépassé s'est substitué dans le monde arabe un affrontement beaucoup plus fondamental, qui, selon le roi Hussein de Jordanie, a des relents de colonialisme déguisé. On est revenu trente ans en arrière, à l'esprit de Suez, affirme le souverain hachémite, et il faudra sans doute de nombreuses années pour que la plaie aït soignée et cicatrise.

Les manifestations populaires qui se déroulent ici ou là en faveur de l'Irak ne sont pas pour l'instant de nature à modifier les cartes. Et c'est plutôt sur le terrain, à moins d'un conflit généralisé dont nul ne peut prévoir les conséquences, la reprise du terrorisme à grande échelle qu'il faut craindre. Mais, en se divisant comme il l'a fait, le monde arabe comme entité politique a sans doute abdiqué pour longtemps son droit à se faire entendre et respecter.

FRANÇOISE CHIPAUX

## Etats-Unis : une politique qui n'ose pas dire son nom

Suite de la première page

M. Fitzwater a ajouté : « À notre connaissance le fret maritime à destination de l'Irak s'est arrêté, les pays concernés sont fidèles à leur engagement et nous sommes très optimistes quant au succès de l'opération ».

La marine américaine n'a pas eu à intervenir : sa seule présence a apparemment dissuadé deux ou trois bâtiments de commerce qui se seraient dirigés ces dernières vingt-quatre heures à destination de l'Irak ou du Koweït.

Les États-Unis comptent sur l'Égypte pour fermer le canal de Suez aux cargos qui voudraient rompre l'embargo ; plus délicat, ils comptent aussi que la Jordanie ne permette

pas l'utilisation du port d'Akaba, sur la mer Rouge, pour briser l'isolement de l'Irak - même si le gouvernement américain n'ignore rien des hésitations du roi Hussein ni des pressions auxquelles il est soumis de la part d'une opinion intérieure largement favorable au président Saddam Hussein.

Fissures dans le front occidental

Face à ce blocus économique, commercial et financier, l'Irak tente de mobiliser les « masses arabes » contre les États-Unis et les gouvernements de la région qui leur prêtent assistance : tel est à peu près l'état de la confrontation deux semaines après ce jeudi 2 août qui vit les troupes ira-

kiennes déferler sur le Koweït. C'est un affrontement qui peut durer et prendre les allures d'une guerre d'usure, du moins selon un scénario d'évolution de la crise souvent avancé à Washington.

Certains comptent sur la lassitude des Irakiens pour mettre en péril le régime de M. Saddam Hussein. Des experts cités par le *New York Times* expliquent qu'il faudrait un mois avant que les sanctions économiques se fassent sentir, et trois à quatre autres mois avant qu'elles commencent à entamer le moral du pays. M. Saddam Hussein compte aussi sur le temps pour déstabiliser à son tour certains régimes de la région et pour faire apparaître quelques craquements dans le « front occidental » (déjà manifestes à propos de la conception même du « blocus » américain, que la France, entre autres, ne partage pas).

On est apparemment prêt à une épreuve de longue durée à Washington, où l'on répète que les militaires déployés dans le Golfe ont été avertis

de leur mission pourrait dépasser les six mois. Le déploiement se poursuit sans arrêt, encore renforcé toute la journée de lundi : CBS signalait un mouvement aérien - décollages ou atterrissages - toutes les dix minutes sur certaines bases saoudiennes.

Alors que de source officielle on évoque la possibilité d'une mobilisation d'un quart de million d'hommes, les estimations de la presse en ce début de semaine étaient, pour modestes : à ce jour, disent les journaux, quelque dix mille soldats américains sont en Arabie saoudite, et quarante mille autres en cours d'acheminement dans la région.

A quel point les autorités américaines s'efforcent-elles ? Elles se bornent jusqu'à présent à indiquer que le déploiement continuera jusqu'à « un niveau jugé suffisant ». Comme il s'agit de dissuader définitivement le régime de Bagdad d'attaquer l'Arabie saoudite, on peut penser que le dit « niveau » ne sera pas sans rapport

avec celui des troupes irakiennes déployées de l'autre côté.

Le secrétaire à la défense, M. Richard Cheney, avait parlé le week-end dernier de la présence de quelque deux cent mille Irakiens au Koweït ou dans le sud de l'Irak ; le porte-parole du département d'État, M. Margaret Tutwiler, citant les dernières estimations, a donné le chiffre de cent quarante mille hommes retranchés sur des positions de défense au Koweït, mais pouvant, à elle précis, faire d'un instant à l'autre mouvement vers l'avant.

Comme s'il fallait répondre à une opinion publique un peu intriguée par l'ampleur de l'opération, les porte-parole ont répété les objectifs du gouvernement américain : obtenir le retrait des troupes irakiennes du Koweït et la restauration de l'ancienne équipe dirigeante de l'émirat, assurer la défense de Bagdad d'attaquer l'Arabie saoudite et la mise en œuvre des sanctions internationales.

On s'en tient pour l'instant à ces positions-là, et on a catégoriquement rejeté ce qui constituait peut-être la première approche des négociations avancées par le président Saddam Hussein. M. Tutwiler a ainsi qualifié d'« absurde » et de « grotesque » la proposition du chef de l'État irakien de lier le départ de ses troupes du Koweït à la fin des autres « occupations étrangères dans la région : celle de la Cisjordanie et de la bande de Gaza par Israël et celle du Liban par la Syrie ».

M. Bush devait revenir sur la question dans une conférence de presse mardi à Washington. Interrompant ses vacances, il regagne la capitale plus tôt que prévu pour des discussions sur la préparation d'un budget singulièrement malmené par la crise du Golfe.

Selon les estimations les plus souvent citées dans la presse, le coût du déploiement américain représenterait une somme de quelque 10 millions de dollars par jour.

ALAIN FRACHON

## Embargo, blocus et interdiction

Un blocus est, selon le droit international, un « mode d'hostilité propre à la guerre sur mer », tandis qu'un embargo est l'application, sans intervention militaire, de mesures de boycottage contre un pays. C'est la mesure par laquelle un belligérant déclare l'interdiction de communications, par entrée ou par sortie, entre la haute mer et le littoral ennemi, interdiction sanctionnée par l'arrestation et la capture de navires qui y contreviennent.

L'existence préalable d'un état de guerre n'est pas une condition nécessaire à l'établissement du blocus.

Les États-Unis, se fondant sur une requête du Koweït, estiment qu'ils peuvent intercepter en mer des cargaisons de pétrole irakien

et koweïtien pour faire respecter les sanctions contre l'Irak. Mais ils évitent de parler de « blocus » et utilisent le terme « interdiction ».

La France, selon des sources sûres, établit une distinction entre embargo et blocus, le second étant un « acte de guerre », qui nécessiterait une résolution spécifique du Conseil de sécurité de l'ONU.

Un embargo est, aux termes du droit international, l'interdiction d'exporter certaines marchandises, notamment des armes et des munitions, vers un État déterminé.

La résolution 661, adoptée le 6 août par le Conseil de sécurité, comporte une mesure de ce type. Elle ordonne un boycottage commercial, financier et

militaire de l'Irak et du Koweït et demande à tous les États d'empêcher :

- toutes les importations en provenance de l'Irak et du Koweït, à partir du 1<sup>er</sup> août dernier.
- les transferts de fonds et d'autres ressources financières ou économiques vers l'Irak ou le Koweït.
- l'exportation vers l'Irak et le Koweït de tous leurs produits, en particulier la vente d'armes et d'équipement militaire. Cependant les articles médicaux ne sont pas soumis à l'embargo.

La résolution 661 n'indique pas les moyens de faire respecter cet embargo. - (AFP)

## La position française

La France ne partage pas la conception américaine selon laquelle une demande du Koweït donnerait le droit à un pays d'arrêter des bateaux pour faire respecter l'embargo contre l'Irak, a-t-on appris lundi 13 août à Paris.

La France établit en effet une distinction très nette entre la notion d'« embargo », décidé le 6 août par le Conseil de sécurité, et celle de « blocus », qui pour la France est « un acte de guerre » qui nécessiterait une autre résolution, spécifique, du Conseil de sécurité.

On rappelle à ce propos à Paris le cas du blocus décidé en 1965 par les Nations unies contre la Rhodésie, aux termes d'une résolution recommandant aux États qui en avaient les moyens

de faire respecter l'embargo décrété contre ce pays. Une telle recommandation permet notamment, lorsque l'on soupçonne un navire de briser un embargo, de l'arrêter et de monter à bord.

Ce n'est pas le cas pour l'Irak, la résolution 661 du Conseil de sécurité ne faisant mention que d'un embargo et d'un boycottage commercial, financier et militaire, sans évoquer les moyens de les faire respecter éventuellement par la force.

Faute d'un tel acte juridique, du Conseil de sécurité, la seule procédure actuellement envisageable pour la France est celle de la « reconnaissance de pavillon », qui permet de demander à un navire qui il est, quelle est sa nationalité et éventuellement - mais sans qu'il soit obligé de

répondre - d'où il vient et quelle est la nature de sa cargaison.

On souligne cependant que les avions français sont parfaitement habilités à contrôler des bateaux français, en montant à bord pour s'assurer de leur cargaison et de leur destination. Ils peuvent faire de même pour les bateaux étrangers se trouvant dans les eaux territoriales (douze milles marins).

On ajoute qu'au demeurant il appartient à la communauté internationale tout entière de faire respecter l'embargo décrété par le Conseil de sécurité, et que ce n'est qu'en cas de non-respect de cet embargo que pourrait se poser le problème d'un éventuel blocus. - (AFP)

## POINT DE VUE

### Monsieur Bush, balayez devant votre porte

par Mohamed Lakhdar Hamina

MON point de vue est celui de l'Algérie de la rue. L'intervention de Saddam Hussein a été provoquée par le refus du Koweït de prendre en considération les préoccupations légitimes de l'Irak. Cela, en dehors du fait que le Koweït, province de l'Irak, est une création de toutes pièces du colonialisme anglais.

Saddam Hussein n'oublie pas qu'il a été poussé à la « boucherie » contre l'Iran par l'Arabie saoudite, le Koweït et les émirats, tous encouragés par les États-Unis, pour protéger ces pays et se protéger lui-même contre la menace de la révolution islamique de Khomeiny.

Mais l'arrière-pensée de tous ces hobereaux arabes était que, Saddam Hussein étant devenu encombrant du fait de sa puissance militaire, il fallait l'envoyer au « casse-pipe » pour qu'il se brise face aux Iraniens, tous deux s'épuisant dans une guerre interminable qu'aucun n'avait les moyens de gagner. D'un seul coup on réglait le compte à ces deux empêcheurs de tourner en rond. Saddam y a gagné un million de morts, un pays ruiné et une dette éternelle.

Les accords prévoyaient que les émirats couvrent le coût financier du conflit, ce qui était le moindre des choses. Or après cette guerre désastreuse pour l'Irak, les pays du Golfe, Koweït en tête, ont refusé d'honorer leurs engagements, c'est-à-dire de payer la dette du sang versé, ce qui est une tradition d'honneur chez nous, Arabes. Mieux que cela, ces pays se sont enrichis d'une manière honteuse en commerçant avec les

deux anciens adversaires ruinés par une guerre fratricide.

Mais leur comportement au sein de l'O.P.E.P. est encore plus grave. Arabie saoudite, Koweït et émirats ont refusé de respecter le quota imposé par la majorité de l'organisation, obéissant à l'impérialisme yankee et provoquant la chute du baril, désastreuse surtout pour les pays à fortes populations comme l'Indonésie, le Nigeria, l'Irak et l'Algérie, qui subit encore les spasmes d'octobre 1988.

Hystérie collective

Je ne comprends pas, ou plutôt je comprends trop bien, cette hystérie collective qui s'empare de M. Bush et des médias. Mieux, aujourd'hui l'Occident délivre un message de bonne conduite et de bonne moralité à l'Union soviétique après l'avoir tenue en laisse pendant des décennies pour son hégémonie dans les pays de l'Est et en Afghanistan.

Israël occupe la Cisjordanie depuis 1967 et, malgré toutes les résolutions de l'ONU, continue de refuser ces territoires à leurs citoyens légitimes. Israël occupe le tiers du Liban, où il a établi un pouvoir fantoche. On lui reconnaît des droits et des privilèges que l'on condamne violemment quand il s'agit de l'Irak, c'est-à-dire des Arabes. En fait, c'est quoi, Monsieur le président des États-Unis, l'irangisme, si ce n'est un tissu de mensonges ? Alors, balayez devant votre porte avant de le faire devant celle des autres.

► Mohamed Lakhdar Hamina est un cinéaste algérien.

## Selon l'O.P.L.P.

### Aucun élément palestinien n'a participé à l'invasion du Koweït

TUNIS

de notre correspondant

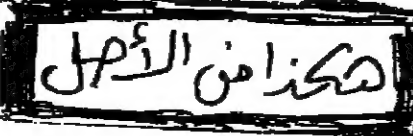
Après le sommet arabe, les principaux dirigeants palestiniens - dont M. Yasser Arafat, aussitôt repartir pour Khartoum et Sanaa - ont regagné Tunis durant le week-end, visiblement irrités du peu de cas fait au Caire de leur proposition d'un « règlement politique » du conflit (le *Monde* du 13 août). À l'évidence, ils en rendent responsable M. Mubarak mais, sans doute pour ne pas ajouter aux polémiques, ils s'abstiennent de le mettre nommément en cause.

« L'O.P.L.P. va continuer de rechercher une solution politique, en dépit de la résolution adoptée par le sommet et des difficultés que présente la situation dans le Golfe », nous a déclaré M. Salah Khalaf (Abou Iyad). Nous allons poursuivre les contacts avec toutes les parties concernées, y compris avec l'Arabie saoudite... »

Abou Iyad s'est inscrit en faux contre les informations publiées dans la presse américaine, selon lesquelles des éléments palestiniens s'étaient joints aux forces irakiennes lors de l'invasion du Koweït et participaient à la nouvelle « armée populaire ». « Je mets au défi quiconque d'apporter la moindre preuve de participation palestinienne, militaire ou autre, au Koweït », a-t-il dit. C'est un complot (1) qui vise à porter atteinte à l'O.P.L.P. qui ne s'est en aucune façon ingérée dans le conflit.

MICHEL DEURE

(1) Abou Iyad considère que les informations faisant état de propos qu'il aurait tenus contre la dynastie des Sabah (le *Monde* du 12-13 août) font aussi partie du « complot » qu'il dénonce. « Je n'ai jamais fait de déclaration semblable », assure-t-il.





## LA CRISE DU GOLFE

### Saddam Hussein, « grand perturbateur »

Suite de la première page

A l'immense masse des pauvres, il se présente en justicier infligeant aux sultans le sort qu'ils méritent. Nouvel Ali Babà dévalisant la caverne des voleurs du Golfe, il prétend récupérer une partie de la rente pétrolière dont le monde arabe est, selon lui, injustement dépossédé. Mais l'Irak lui-même ne serait-il pas moins démuné si son maître ne lui avait imposé les immenses sacrifices de huit années de guerre ? Il reste que dans une région aux inégalités sociales criantes, l'argument anticapitaliste ne laisse pas indifférents les plus misérables.

A tous, M. Saddam Hussein tient désormais un langage « nationaliste religieux » mettant l'islam au service d'un idéal à première vue bien lointain, le panarabisme socialiste et laïc du parti Baas. Formé dans le sérail baassiste, chef d'un régime que Khomeiny qualifiait d'« impie », Saddam Hussein n'est pas devenu pieux pour autant. Il est seulement soucieux, par simple opportunisme, de récupérer une part de l'héritage islamiste tombé en désuétude depuis la mort de l'imam.

Mais en tant que sunnite dans un Irak où la majorité chiite, tout en étant loyal au pouvoir, continue de trouver son inspiration religieuse chez le voisin persan, le président irakien ne peut être prophète en son pays. Il est contraint de séduire ses ouailles au-delà des frontières de l'Irak, en terre sunnite. C'est là où l'islam et le panarabisme peuvent, dans l'esprit de Saddam Hussein, sinon faire bon ménage, du moins se conjuguer au service de son ambition régionale. Car l'islam, universel par nature, comme le panarabisme, utopie supranationale, sont tous deux ultranationalistes. Ils recrutent et mobilisent en ignorant les frontières.

#### Peuples contre régimes

La tactique du leader irakien trouve ici toute sa cohérence. Comme Nasser, le héros de sa jeunesse qu'il regrette tant de n'avoir pas rencontré lors de son exil égyptien dans les années 60, M. Saddam Hussein, négligeant lui aussi les frontières, dirigeait directement aux multiples arabes, par-dessus la tête de leurs dirigeants.

L'isolement auquel il a été acculé après que la majorité de ses pairs eurent désavoué sa mainmise sur le Koweït ne peut que l'inciter à renforcer sa légitimité en sollicitant l'approbation des foules arabes. Au point de tenter de dresser les peuples contre des régimes qu'il ne se cache pas de mépriser.

L'Arabie saoudite, largement discréditée aux yeux de nombreux musulmans depuis les attaques

contre les lieux saints et la récente catastrophe de La Mecque, est à cet égard une cible idéale. Mégalo-mane, le maître de Bagdad ambitionne d'occuper la place, restée vide, de Nasser. N'est-il pas militairement plus puissant que ne le fut jamais le ras égyptien ?

Comme Nasser, il veut être un « moniteur de conduite » pour qui les masses arabes, en quête de héros, seraient prêtes à s'enflammer, pour un peu de dignité.



retrouvée. Mais à la différence de son prestigieux modèle, qui fut parfois sentimental, voire caudille, Saddam Hussein est un calculateur qui joue froidement avec les émotions collectives. Pour les foules qui scandaient son nom, ces jours derniers dans plusieurs capitales arabes, l'indépendance piétinée du Koweït et la violation du droit ne suffisent pas à profaner leur admiration, souvent craintive, et que motivent la démonstration de force du leader et son défi lancé à l'Occident.

Il ne faut pas se tromper sur le sens des manifestations de soutien au président Saddam Hussein. Elles expriment moins l'amour des foules arabes pour le dictateur irakien que leur hostilité à l'intervention militaire des Etats-Unis. L'anti-américanisme de la rue, qui se réveille soudain au Proche-Orient, prolonge les vieilles rancœurs héritées de l'époque coloniale contre une Grande-Bretagne coupable d'avoir jadis dépecé l'empire ottoman et trahi le nationalisme arabe naissant. Déjà commencent-ils à évoquer, dans les commentaires

arabes, le mauvais souvenir de l'équipée de Suez, et à se demander si le monde arabe n'est pas voué à subir une nouvelle ère de domination étrangère.

Afin d'attiser l'hostilité arabe envers l'Amérique, l'Irak - pour qui le refus haineux d'Israël est un dogme - dispose d'un superbe dictionnaire. Il lui suffit de dénoncer l'alliance privilégiée qui unit Washington et Jérusalem. Dès lors, qu'importe si le parallèle dressé par Saddam Hussein entre son annexion du Koweït et l'occupation de la Cisjordanie et de Gaza par Israël est juridiquement faux et historiquement contestable ? Faut-il rappeler que les territoires arabes en question tombèrent dans

l'escarcelle de l'Etat juif par la seule faute du roi Hussein qui, d'ailleurs, mis en garde, commit néanmoins l'erreur de son règne en participant à la guerre de six jours ?

Qu'importe, car seuls comptent la douloureuse frustration née de l'impuissance des Arabes à récupérer les territoires passés à l'ennemi, la mauvaise conscience de ne pouvoir offrir une patrie au peuple palestinien, la colère devant l'intransigence de la droite israélienne, le reproche de complaisance envers Jérusalem adressé en permanence à l'Amérique, les critiques, enfin, lancées à l'Occident, soupçonné de réagir divergentement à l'injustice, au gré de ses amitiés et de ses intérêts.

Ainsi, la Palestine, vieille blessure lancinante dans le flanc du monde arabe, représente-t-elle pour Saddam Hussein l'ultime « cause sacrée », alibi suprême de sa volonté de puissance.

JEAN-PIERRE LANGELLIER

### Comment le président irakien a réussi à endormir la vigilance de Téhéran

L'Irak a rejeté lundi 13 août les propositions du président Saddam Hussein au sujet du règlement de toutes les occupations dans la région, estimant que « le retrait irakien du territoire iranien toujours occupé après le cessez-le-feu de 1988 ne doit être rattaché à aucune autre question internationale ». Cette mise au point semble constituer la première prise de position éditoriale de Téhéran depuis le début de la crise koweïtienne.

Visiblement dépassés par les événements qui se déroulent pratiquement sous leurs yeux, les responsables de Téhéran semblaient jusqu'à récemment avoir abandonné toute velléité d'y jouer un rôle quelconque. Tout semble indiquer que la diplomatie iranienne ne s'est pas encore débarrassée du complexe d'infériorité que lui a infligé la signature, en juillet 1988, de l'accord de cessez-le-feu avec l'Irak.

Absorbés entièrement par les problèmes de la reconstruction du pays et la lutte pour le pouvoir qui se déroule à Téhéran entre les pragmatiques qui souhaitent une ouverture vers l'Occident et les nostalgiques d'un khomeinisme pur et dur, les dirigeants iraniens n'avaient apparemment jusqu'à l'invasion du Koweït par Bagdad, plus de politique régionale précise, se contentant d'éviter toute initiative intempestive qui pourrait mettre en question la paix fragile conclue avec l'Irak.

#### Apparentement bonne volonté

Aussi c'est sans arrière-pensées et avec un sentiment de grand soulagement qu'ils avaient accepté d'entamer, dès le mois d'avril, un dialogue avec l'Irak sous forme d'un échange de lettres entre M. Saddam Hussein et le hochtologue Rafsanjani sur la possibilité d'enterrer définitivement la hache de guerre. Dans ses lettres à Téhéran, alors tenues secrètes, le président irakien avait fait miroiter la perspective d'un face-à-face avec M. Rafsanjani, ravi d'une telle audace.

En particulier, deux lettres adressées au président iranien à la veille du sommet de Bagdad fin mai

paraissaient fort encourageantes. La première, signée Saddam Hussein, proposait des négociations sérieuses avec MM. Rafsanjani et Khamenei sur une base apparemment favorable à l'Irak, puisque le chef de l'Etat irakien acceptait le retour aux frontières de 1975, la libération des prisonniers des deux pays dans le cadre de la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU et la réactivation de la commission mixte irako-iranienne qui, avant la guerre du Golfe, supervisait la navigation sur le Chatt-el-Arab, pour s'occuper du débâtement du fleuve. Ce qui revenait pratiquement à reconnaître la validité de l'accord d'Alger de 1975, l'une des principales revendications de Téhéran.

La deuxième lettre signée Yasser Arafat pressait l'Irak de normaliser ses relations avec Bagdad afin qu'il puisse participer activement à la lutte contre Israël. A cette époque, M. Rafsanjani paraissait convaincu de la bonne volonté de M. Saddam Hussein. Cependant, le sommet arabe qui se tint à Bagdad fin mai 1990 troublait la belle ordonnance du rapprochement irako-iranien en votant une résolution préconisant la poursuite des efforts en faveur de l'application de la résolution 598 « de manière à garantir les droits de l'Irak, notamment son droit historique de souveraineté sur le Chatt-el-Arab ». M. Saddam Hussein réussit cependant à dissiper les doutes qui avaient gagné l'esprit des responsables de Téhéran en adressant à M. Rafsanjani une nouvelle lettre dans laquelle il minimisait l'importance de la résolution du sommet de Bagdad, « une réaffirmation de principe qui ne ramène pas en cause nos engagements antérieurs », écrivait-il à référence à sa lettre précédente.

Apparemment rassuré, le président iranien confirmait au début de juin devant les journalistes invités pour le premier anniversaire de la mort de l'imam Khomeiny son accord pour une rencontre au sommet à la condition qu'elle soit précédée de conversations entre des experts des deux pays sous l'égide des Nations unies, une précaution qui avait manifestement pour but de désamorcer d'éventuelles critiques de la part de ses détracteurs habituels.

Le président iranien semblait décidé à aller vite en besogne, une

« paix honorable » avec Bagdad constituant entre ses mains une carte non négociable dans sa lutte interminable pour le pouvoir. Le tragique séisme du nord de l'Irak devait accentuer le climat de confiance nouvellement établi entre les deux pays, puisque l'Irak avait été parmi les premiers à offrir son aide à la République islamique.

Dès lors, une rencontre directe entre les chefs de diplomatie des deux pays était possible. Elle eut lieu le 3 juillet à Genève grâce aux efforts du secrétaire général des Nations unies, M. Perez de Cuellar. Peu d'informations ont transpiré sur cette réunion, qualifiée de « cordiale ». On sait seulement qu'il y a été convenu de mener à l'OPEP une action commune en vue d'augmenter le prix du baril.

#### Une savante mise en scène

A Téhéran, le président Rafsanjani renchérissait en affirmant : « Nos deux pays ont désormais une plus grande confiance dans la volonté de paix de l'autre et sont plus proches de la paix qu'il y a un ou deux mois ».

En fait, il semble qu'à cette époque la décision de l'Irak d'envahir le Koweït avait déjà été prise et que toute la correspondance entretenue par M. Saddam Hussein avec le président Rafsanjani depuis avril, ainsi que les entretiens de Genève, n'ont été que la part de Bagdad qu'une savante mise en scène destinée à brouiller les pistes et à ancrer les dirigeants de Téhéran dans un sentiment de fausse sécurité, assurant ainsi les arrières de l'Irak lors de l'invasion du Koweït.

Les Iraniens ne se doutaient de rien, puisque trois semaines avant la date fatidique du 2 août, le chef de la diplomatie de Téhéran se rendait en visite officielle à Koweït pour y normaliser les relations entre les deux pays et jeter les bases d'une nouvelle entente. Dans certains milieux de l'opposition iranienne, on se demande même si l'Irak n'a pas, à son corps défendant et sans le savoir, rendu possible l'invasion de l'émirat en assurant son ancien ennemi irakien qu'il n'avait aucune intention agressive sur la frontière de 1 000 kilomètres qui sépare les deux pays.

JEAN GUEYRAS

#### Les origines historiques d'une invasion

### Les obsessions abbasside et alide de Bagdad

« L'annexion du Koweït par l'Irak ? Mais à tout prendre c'est la France tentant la main sur Monaco, comme d'ailleurs de Gaulle faillit la faire... »

« Pourquoi Bagdad se serait-elle gênée pour s'emparer du Koweït, puisque, avec la même absence de scrupules, les Syriens occupent la majorité du Liban depuis 1976 et les Israéliens les territoires palestiniens depuis 1967 ? »

Tel est le type de réflexions souvent entendues ces jours-ci sur la Côte d'Azur, dans ces diners franco-orientaux mêlant élus hexagonaux (surtout de droite), pétrocrates arabes et Libanais divers et qui, depuis quelques lustres, sont devenus l'une des traditions de la Riviera française.

Koweït = Monaco ? Les Irakiens à Koweït = les Syriens à Beyrouth ? C'est aller vite en besogne et forcer quelque peu les comparaisons historiques : les Grimaldi siègent sur leur Rocher depuis... 1070 et leur souveraineté a été reconnue par la France en... 1512.

Le nom de Koweït - « petite forteresse » - apparaît, lui, pour la première fois sur une carte anglaise de 1765 conservée au British Museum. Et, s'il est vrai que la famille des Sabah, détronée ce mois-ci, avait, dès 1756, fait reconnaître son autorité aux quelques milliers de pêcheurs et commerçants peuplant le futur « plus riche pays du monde », il est tout aussi exact que, dans l'Empire ottoman - lequel, jusqu'en 1918 et durant cinq siècles, gouverna la région - la bourgade koweïtienne n'était qu'une insignifiante parcelle de ses possessions mésopotamiennes. A la fin du dix-neuvième siècle, l'émir du Koweït était le subordonné du gouverneur ottoman de la province irakienne de Bassorah.

Cela résume également le parallèle avec les Syriens au Liban, où, depuis mille ans, la montagne druze-maronite a maintenu une réelle autonomie face à l'islam sunnite environnant et s'est ainsi forgé une personnalité distincte. Il convient néanmoins de rappeler que, si Damas n'a jamais formellement reconnu Beyrouth (sauf dans le pacte de la Ligue arabe), Bagdad avait reconnu Koweït en 1963.

#### Durée et légitimité

Si l'on suit Chateaubriand lorsqu'il dit que « seule la durée crée la légitimité », force est de constater que celle de la principauté koweïtienne était assez frêle. D'autant plus, relèvent les partisans de l'islamo-panarabisme, que « la dynastie des Sabah - comme d'ailleurs la plupart des autres émirats de la région - avait trahi l'islam et l'arabité en se plaçant, en 1899, sous la tutelle des infidèles britanniques pour échapper à celle du calife de l'islam, comme aujourd'hui les Saoudiens ont préféré la protection américaine à celle des Arabes ».

Malgré la vigilance de Londres, le Conseil législatif koweïtien devait demander lui-même, en 1938, le rattachement de la principauté au Royaume hachémite d'Irak, indépendant depuis 1930. En 1958, les rois cousins d'Irak et de Jordanie étudièrent un projet de fédération à trois incluant le Koweït. Peu avant son renversement, le même année, le vrai maître de Bagdad, le très pro-occidental Nouri Selti, s'était secrètement concerté avec Britanniques et Américains en vue, semble-t-il, d'une entrée de l'armée irakienne au Koweït ; projet avorté mais qui confère quelque ironie à la réaction anglo-saxonne actuelle face à l'invasion irakienne... En revanche, les tenants de l'indépendance du Koweït ont

toujours soutenu qu'« il faut bien que les Etats commencent un jour et qu'une couronne, du pétrole et du sable peuvent tout à fait servir de point de départ à une nation ».

Il resta que, si M. Saddam Hussein porte l'entière responsabilité de l'élimination de cette « nation naissante », la conquête du Koweït n'est pas une lubie de l'autocrate actuel de Bagdad, mais bel et bien le produit - on pourrait aller jusqu'à dire la fatalité - d'une histoire régionale presque trop riche d'arguments, expliquant en tout cas largement la situation politique présente.

Sans remonter jusqu'à Sumer, qui dispute à l'Egypte pharaonique la place de plus vieille civilisation connue, l'Irak, antérieur Mésopotamie, a été, de l'an 750 à 1258, le centre de l'Empire abbasside, la plus durable et la plus brillante construction impériale arabo-islamique jamais édifiée. A titre de comparaison, le royaume omeyyade, dont s'enorgueillit le rival syrien, a duré moins d'un siècle, et le califat fatimide du Caire un peu plus de cent cinquante ans. Aucun des deux, pas plus que l'Espagne musulmane, n'a atteint le rayonnement politique, culturel, économique et religieux abbasside : après leur chute en 1258, les califes de Bagdad, forts de leur seul prestige, furent accueillis par les Mamelouks du Caire, où ils régnèrent jusqu'à l'arrivée des Ottomans en... 1517, lesquels reprirent leur titre au profit de leur souverain, titre qu'Atatürk abolit en 1924.

Le premier véritable Etat musulman et ce qu'on appellerait un jour la « civilisation arabe » sont donc nés effectivement non pas à La Mecque, au Caire, à Damas ou à Cordoue, mais dans des villes de l'Irak méridional comme Koufa et Bassorah. Les Irakiens, en quelque sorte, ne s'en sont jamais remis.

Surtout si on ajoute que la plus dramatique fracture de l'islam - entre sunnites et chiites - s'est produite au pays du Tigre et de l'Euphrate vers l'an 650, le panarabisme est aussi bien un moyen de revivre la grande brisure de l'unité islamique universelle.

De ces faits découle l'attitude de défi que nous connaissons à l'Irak, notait, dès 1962, le diplomate français Pierre Rossi dans un livre qui reste, en français, la meilleure introduction au complexe historique irakien (1).

#### Un diplomate visionnaire

Rossi, il y a près de trente ans, soulignait deux éléments qui, depuis lors, ont fait et vont faire encore couler beaucoup d'encre et de sang : la contestation par Bagdad de l'indépendance koweïtienne (proclamée en juin 1961) et l'ambiguïté irakienne des rapports entre sunnisme et chiisme.

En septembre 1961, le dictateur Kassem (violemment hostile au Baas, l'idéologie de la « renaissance arabe » à laquelle se réfère M. Saddam Hussein) fit distribuer dans toutes les écoles d'Irak une carte incluant le Koweït dans le territoire national. Montait alors la première tension internationale à propos de l'émirat.

« Le conflit n'est pas près de finir », estimait au même moment Pierre Rossi, avant d'ajouter : « L'affaire [du Koweït] est si complexe qu'elle enferme à vrai dire le futur destin de l'Irak : il dépend de sa conclusion que Bagdad soit la capitale d'une grande puissance ou seulement la première cité de la Mésopotamie ».

Dépassant les demi-mesures de ses prédécesseurs (crises de 1961, 1966, 1967, 1973, 1977), M. Saddam Hussein a opéré son choix : celui de l'expansion au nom d'un panarabisme puisant aux plus anciennes sources historiques.

Il a en même temps effectué un autre choix non moins enraciné, qui n'a pu étonner que ceux ayant cru à la laïcité du Baas (2) : l'option islamique. Cette option n'est pas circonstancielle mais au contraire méditée de longue date : dans un ouvrage de propagande (3) publié en 1980 à Paris à la demande de Bagdad, figure l'arbre généalogique officiel de M. Saddam Hussein, rattachant la ligne de ce petit villageois sunnite orphelin au... calife Ali en personne, gendre de Mahomet et fondateur du chiisme. De même les ambigus Abbassides sunnites avaient adopté le drapeau noir des Alides et du chiisme...

Si on croit à la prédestination des pré-noms et à l'influence des lieux sur les caractères, on peut ajouter que Saddam signifie cognear en arabe et que le président irakien est né - vraiment - à Tikrit (4), également berceau de Saladin (1138-1193), l'immortel sultan kurdo-arabe qui reprit Jérusalem aux Français...

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ

(1) L'Irak des révoltes, de Pierre Rossi, Seuil, 1962, 325 p.

(2) Selon les théoriciens du Baas, « l'islam est l'âme de la nation arabe » ou encore : « Dans l'Etat laïc que nous voulons, la religion [islamique] agit librement sur la vie des personnes et des sociétés ».

(3) Saddam Hussein, le militant, le penseur et le homme, texte du journaliste égyptien francophone Amir Iskander, publié par Hachette-« Réalités » (400 p., nombreux photos inédites).

(4) Son véritable patronyme est d'ailleurs « El Tikriti ».



## LA CRISE DU GOLFE

L'envoi d'émissaires chargés d'expliquer la politique française

### M. Mitterrand désarme l'opposition parlementaire

La crise du Golfe a suspendu les tentatives de la droite, principalement du RPR, pour porter atteinte au crédit du chef de l'Etat et du gouvernement en parlant, comme l'avait fait M. Alain Juppé dans le Monde du 4 août, d'«abolition présidentielle», de «banalisation des scandales» et d'une diplomatie «pétriée» devant les bouleversements internationaux. M. François Mitterrand a rapidement tiré avantage de cette conjoncture en enrôlant trois représentants de l'opposition, dont l'irréductible adversaire qu'est M. Jean Lecanuet, parmi les émissaires chargés d'expliquer au Proche-Orient, en Amérique latine et en Asie, la position adoptée par la France face à l'Irak.

La seule critique majeure des décisions prises par M. Mitterrand était venue de M. Valéry Giscard d'Estaing, qui reprochait au chef de l'Etat de ne pas avoir proposé de sa propre initiative à l'Arabie saoudite l'envoi d'une unité militaire terrestre ou aérienne, chargée de protéger les «points sensibles» du royaume face à la menace irakienne (le Monde daté 12-13 août). Or l'ancien président de la République est resté isolé sur cette position. Il ne se trouve guère que M. Hervé de Charette, délégué général des clubs Perspectives et Réalités, fidèle de M. Giscard d'Estaing, pour dénoncer encore, dans le Figaro du 14 août, «les lenteurs et les incertitudes de l'attitude française».

M. Lecanuet a certes affirmé, mardi matin, sur RTL, que la position française est, à ses yeux, «militairement faible et insuffisante», mais la politique de M. Mitterrand ne paraît pas si indéfendable au président de la commission des affaires étrangères,

de la défense et des forces armées du Sénat, qu'il ait dû refuser d'accepter l'explication aux dirigeants irakiens et turcs. L'acceptation de M. Lecanuet, qui n'a jamais eu pour habitude de faire des cadeaux à M. Mitterrand, est significative du consensus auquel l'opposition se trouve tenue. Les deux autres émissaires d'«ouverture» que sont MM. Jean François-Poncet (UDF) et Jean de Lipkowski (RPR), enclins de plus longue date au dialogue avec le chef de l'Etat, font ainsi figure de précurseurs.

L'objection formulée par M. Giscard d'Estaing n'avait pas retenu l'attention de M. François Léotard, qui, le 12 août, jugeait que les dirigeants français avaient fait et dit ce qu'ils devaient faire et dire. L'idée d'une action plus rapide de la France en Arabie saoudite n'est pas partagée non plus par M. Edouard Balladur, qui, dans le Monde du 14 août, estimait qu'«il était temps» de prendre part à une «présence sur les lieux» — l'envoi du porte-avions *Clemenceau* — mais ajoutait qu'une initiative militaire dirigée contre l'Irak ne devait être décidée «que par l'ONU et en association avec la majorité des pays arabes».

#### Reproches de forme

A défaut d'autre critique de fond que celle, restée isolée, de M. Giscard d'Estaing, le pouvoir s'est entenu adresser des reproches de forme. M. de Charette, lui encore, demande aux ministres en vacances de «quitter leurs plages, leurs bateaux et leurs résidences», afin d'assurer mieux «la présence de la France dans le monde». Plus sérieusement, M. Léotard souhaite la réunion du Parlement en session extraordinaire, afin que les représentants de la nation soient informés de l'évolution de la situation.

Cette demande du président du Parti républicain lui a valu une réplique ironique de M. Roland Dumas, observant, lundi, que M. Léotard, membre de la com-

mission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, était absent lorsque cette commission s'était réunie, le 10 août, pour entendre le ministre.

La nécessité d'informer le Parlement est de celles que M. Mitterrand, à néanmoins, tenu à prendre en compte en recevant, lundi, M. Laurent Fabius, président de l'Assemblée nationale, et M. Alain Poirer, président du Sénat.

#### «Éclairer» les parlementaires

M. Fabius a indiqué, après son entretien avec le chef de l'Etat, que «si des événements nouveaux intervenaient qui nécessitent, d'une façon impérieuse, la réunion de l'Assemblée nationale, le président [de la République] peut prendre cette décision à tout instant». M. Poirer estime, de son côté, que cette nécessité ne s'impose pas aujourd'hui. Le président du Sénat préfère que les élus soient «informés de façon moins solennelle, mais efficace», et il a remercié le gouvernement des «efforts» faits pour «éclairer» les parlementaires. Au surplus, M. Jean-Pierre Chevènement doit être entendu jeudi par la commission de la défense de l'Assemblée nationale.

M. Mitterrand est donc paré sur tous les fronts «intérieurs», et le Parti socialiste a pu, par la voix de M. Gérard Le Gall, membre adjoint de son secrétariat national, souligner que l'opposition est «meurée» et la mettre en garde, à toutes fins utiles, contre les «dérives», car «les Français désavoueraient ceux qui manqueraient à la solidarité nationale au moment où la France engage des forces importantes sur le terrain».

L'engagement des différentes forces politiques, à l'exception de l'extrême droite, dans cette «solidarité nationale» permet aussi au chef de l'Etat de s'en prévaloir à l'extérieur. L'Irak ne peut plus compter, pour défendre sa cause, que sur M. Jean-Marie Le Pen et sa mouvance. Tous les autres res-

ponsables politiques sont, directement ou indirectement, partie prenante de la diplomatie française dans cette affaire, les interlocuteurs assignés aux représentants de l'opposition — la Jordanie pour M. François-Poncet, l'Inde et la Turquie pour M. Lecanuet, l'Indonésie, la Malaisie et la Thaïlande pour M. de Lipkowski — n'étant pas des moindres.

M. Pierre Mauroy, premier secrétaire du PS, est chargé, lui, de rencontrer les dirigeants tunisiens, marocains et algériens. Notre correspondant à Tunis, Michel Deur, nous indique que l'ambassadeur de France, M. Alain Grenier, a remis, le 12 août, au président de l'OLP, Yasser Arafat, un message de M. Dumas, lui demandant d'intervenir auprès des autorités irakiennes, afin que les ressortissants français et européens retenus en Irak et au Koweït retrouvent rapidement leur liberté de circulation.

#### Le sort des étrangers

M. Arafat, croit-on savoir, avait déjà insisté, la semaine dernière à Bagdad, sur le sort des étrangers empêchés de quitter ces deux pays et dont la situation, en dépit des assurances des dirigeants irakiens, équivaut à celle d'otages.

La question sera très probablement évoquée de nouveau, mardi soir, à Tunis, lors de la rencontre entre M. Claude Cheysson, l'un des émissaires du président de la République, et le chef de l'OLP. L'ancien ministre des affaires étrangères sera suivi à Tunis, quarante-huit heures plus tard, par M. Mauroy, qui rencontrera, lui aussi, M. Arafat.

Sans aller jusqu'à la cogestion avec le Parlement ni, moins encore, avec l'opposition, la démarche du président de la République implique suffisamment les élus pour que l'adhésion de l'opinion en soit confortée.

PATRICK JARREAU

### La France aurait fourni aux Etats-Unis des renseignements sur le matériel militaire vendu à l'Irak

La France a fourni aux Etats-Unis des «détails secrets» concernant le matériel militaire français vendu à l'Irak, annonce l'*International Herald Tribune* dans son édition du 14 août. Selon le quotidien américain, ces renseignements auraient «renforcé la position militaire américaine dans le golfe et aidé de manière significative les efforts occidentaux pour neutraliser la puissance irakienne».

A Paris, les services officiels, comme les fabricants d'armes françaises, se refusent, bien entendu, à confirmer ou démentir ces informations, qu'un expert qualifié cependant de «plausibles». Il s'agirait alors, estime-t-il, de contacts directs — discrètement autorisés par le gouvernement — au niveau des services techniques des armées française (qui dispose... d'un

matériel similaire à celui vendu aux Irakiens) et américaine.

Les Américains seraient particulièrement intéressés par deux sortes d'équipements susceptibles de menacer leur flotte navale et aérienne dans le golfe : les Exocet de l'Aérospatiale, mais aussi les missiles air-air Super-530 et Magic de Matra, ainsi qu'un radar fourni par Thomson. Les Irakiens ont en effet monté sur un *Blouhine-76* un radar utilisé au sol par l'armée française, se dotant ainsi d'un système un peu équivalent à l'AWACS américain, susceptible de guider et de contrôler des opérations de grande envergure vers les bâtiments de l'US Navy ou les bases saoudiennes.

J.-P. D.

L'extrême droite et l'invasion irakienne

### Le Front national et ses satellites se rangent derrière Bagdad

Dans ses différentes composantes, l'extrême droite se distingue, sur l'échiquier politique, par la défense du point de vue irakien. Après M. Jean-Marie Le Pen, qui avait dénoncé, le 10 août, «l'engagement militaire français dans une aventure inconsidérée», M. Bruno Mégret, délégué général du Front national, a déclaré, lundi 14 août, que «les propositions de Saddam Hussein méritent d'être prises en considération par la diplomatie occidentale».

«Ne pas mourir pour Koweït-City», tel est le mot d'ordre des comités Espace nouveau, groupe nationaliste européen, selon lesquels «l'Irak n'a fait que libérer une portion de son territoire volé

naître par les Anglais et administré par les fantoches». Le club Nationalisme et République, animé par M. Michel Schneider, ancien proche collaborateur de Jean-Pierre Stéibos, secrétaire général déchu du Front national, marque son accord avec la «tardive» analyse «nationaliste-révolutionnaire» de M. Le Pen, en ajoutant qu'elle «cadre mal avec [les] prises de position habituellement pro-américaines et pro-israéliennes du président du parti d'extrême droite».

Sans fioritures, le Parti nationaliste breton condamne «fermement l'attitude irresponsable des impérialistes américains et de l'Etat français, qui ne sont que les chiens du sionisme international».

de Munich de septembre 1938», a-t-il indiqué. «Mais le plus étonnant, à poursuivre le président de la LICRA, est de trouver parmi les défenseurs du dictateur, et seul à s'opposer à la politique française, M. Le Pen». «Il est vrai que l'emploi des gaz au Moyen et Proche-Orient est une question de détail, sans doute, comme les chambres à gaz d'Hitler», a conclu M. Pierre-Bloch.

Dans la communauté koweïtienne sur la Côte d'Azur

### «Comme si la France avait jeté ses troupes sur Monaco...»

Une centaine de Koweïtiens ont manifesté lundi 13 août à Paris, sur le parvis des Droits-de-l'Homme du Trocadéro, à l'appel des étudiants koweïtiens de France. Une manifestation de Koweïtiens avait déjà eu lieu dans les rues de Nice le 7 août (le Monde du 9 août). Cinq à six cents Koweïtiens ont été surpris sur la Côte d'Azur au moment de l'invasion de leur pays. Ils préparent une nouvelle manifestation pour le jeudi 16 août à Cannes.

NICE

de notre correspondant régional

Dix jours après l'«incroyable invasion» ils n'arrivent pas encore à se faire à l'idée qu'ils n'ont plus de pays. «Le 2 août, à 6 heures du matin, tente de se persuader Hayfa El N., cadre à l'université du Koweït, je me suis réveillée réfugiée. Comme chaque année, ils avaient fui la fournaise du Golfe pour passer leurs vacances sur la Côte d'Azur. En famille et avec leurs domestiques philippins, indiens, srilankais ou bangladais. Quatre cents à six cents personnes — les chiffres varient selon les sources — appartenant, en majorité, à la bourgeoisie aisée du Koweït.

Le zozou de Saddam Hussein les a tous traumatisés. C'est «comme si la France avait jeté ses troupes sur Monaco». Et, par peur des représailles, aucun ne consent à donner son nom. Depuis ce «jour de malheur», ils sont accorchés à leur radio et dévorent la presse arabe paraissant en France, comme *Al Hayat*, journal libanais imprimé à Marseille ou *As-Sayr al-Awsat*, le «quotidien international des Arabes», édité à Londres.

De leurs difficultés matérielles engendrées par le gel des avoirs koweïtiens — dont l'application

est en voie d'assouplissement, — ils ne parlent pas, ou peu. Une solidarité active s'est, à son tour, organisée au sein de leur communauté. Le mercredi 8 août, trois envoyés spéciaux de l'émir Jaber Al Ahmed Al Sabah, dont le fils aîné de celui-ci, le cheikh Mubarak, sont venus à Nice pour leur proposer une aide financière, qu'ils ont refusée. Le même jour, ils ont créé un comité provisoire de neuf membres chargé de collecter des fonds au profit de ceux qui n'ont d'autres ressources que leur salaire. Chacun donnera «selon ses possibilités».

Leur objectif est de se rapprocher, au plus vite, du Koweït comme les a encouragés à le faire le cheikh Mubarak. La compagnie nationale Kuwait Airways leur fournit des titres de transport gratuits pour la destination de leur choix. Généralement les Emirats, l'Arabie saoudite ou l'Egypte, pays dans lesquels ils sont assurés de trouver le meilleur accueil. A Bahrein, par exemple, deux grands hôtels ont été mis à leur disposition, et au Caire de nombreuses familles égyptiennes se sont également proposées de les héberger «le temps qu'il faudra». Dans les Emirats, les autorités ont annoncé de plus qu'elles prendraient en charge leurs frais de nourriture.

#### «Il est normal aujourd'hui qu'on nous aide»

Lalla F., un professeur de français, et son mari, Youssef, inspecteur de l'enseignement, ont décidé de partir le 17 août pour l'Egypte avec deux de leurs enfants. Ebtissam El B., compte rejoindre des proches à Bahrein avec son mari avocat, et ses quatre enfants. Les résultats du sommet arabe du Caire leur ont plutôt apporté une «bonne surprise». Mais tous, ou presque, pensent que l'occupation de leur pays ne prendra fin qu'à travers

une solution armée. «Est-ce que Hitler est sorti de l'Autriche par la diplomatie? Interroge un homme d'affaires, Ahmed El N. Nous avons toujours aidé tout le monde, il est normal, aujourd'hui, qu'on nous aide, car nous sommes tous dans le même bateau. Le temps, pense-t-il, joue en faveur de Saddam Hussein. Il faut donc faire vite. Mais, à son avis, la guerre ne durera pas. «Trois ou quatre jours, au plus. Car les Américains sont très bien renseignés pour atteindre les organes vitaux de l'Irak».

#### Un conflit qui peut durer «des mois»

Comme lui, l'avocat Abdelrazak El N., se dit persuadé que la force multinationale engagera inévitablement le fer contre le «tyran de Bagdad». «Croyez-vous, ironise-t-il, qu'elle est en vacances dans le Golfe? Si le fait, Talal, un lycéen de seize ans, fera partie d'un groupe de volontaires koweïtiens pour se battre à ses côtés, «à un poste utile», puisque, de toute façon, son avenir est «brisé».

Plus circonspect, Manaf H., un autre homme d'affaires de trente-sept ans dont la société de location d'avions cargos employait, au Koweït et dans les Emirats, deux cent cinquante salariés, n'est nullement sûr que l'armée américaine «attaquera demain» ni même qu'elle «mourra pour nous».

En tout cas, à son avis, le conflit peut durer «des mois» et dépendra, en fait, de l'efficacité de l'embargo, qui pourrait provoquer la chute de Saddam Hussein. Sa seule certitude, unanimement partagée, c'est que le Koweït «n'est pas mort et ne mourra jamais».

GUY PORTE

o L'«homme fort» du cirque Archao part se battre en Irak. — Le cirque français Archao qui participe actuellement au festival d'Edimbourg a perdu son «hercule». Zanouk el Habib, Irakien de vingt-trois ans, spécialiste du lancer de troncs d'arbres et de la destruction de voitures, préoccupé par le sort de sa famille aurait décidé de rejoindre l'armée de son pays. Le cirque Archao, qui comporte plusieurs troupes, connaît depuis deux ans un très grand succès en Grande-Bretagne où il est apprécié pour ses luttes entre gladiateurs armés de tronçonneuses.

## PROCHE-ORIENT

LIBAN

### Le second otage suisse a été libéré

M. Elio Erriquez, le second otage suisse du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a été libéré, lundi 13 août au soir, et remis aux autorités syriennes à Beyrouth, s'en est allé à Berne et au siège de l'organisation humanitaire à Genève. Ce dénouement met fin à une semaine d'attente après l'annonce de la libération des deux otages le 7 août et l'élargissement de M. Emmanuel Christen le 8.

Selon le CICR, M. Erriquez était attendu mardi à Genève, après être passé par Damas. Agé de vingt-quatre ans, orthopédiste à Salda (sud du Liban), il avait été enlevé dans cette ville le 6 octobre. Après sa libération, il reste encore dix-sept otages occidentaux détenus par des groupes ter-

roristes au Proche-Orient, six Américains, quatre Belges, deux Allemands de l'Ouest, trois Britanniques, un Irlandais et un Italien.

Selon le quotidien libanais *al Liwa*, citant des sources diplomatiques occidentales, les quatre otages belges, capturés avec M. Jacques Valente en 1987 sur le bateau *Silva*, devraient être relâchés cette semaine, à la suite d'un accord entre le gouvernement belge et les ravisseurs du Fatah Conseil révolutionnaire d'Abou Nidal. En échange, Bruxelles aurait, selon le journal, accepté de libérer M. Saad Nasser, condamné à la prison à perpétuité pour une attaque à la grenade contre une synagogue en 1980. — (AFP, AP, UPI)

LE FAIT FRANÇAIS dans le monde  
LES MOISSONS DE LA FRANCITÉ  
(Suite de la France 24 d'aujourd'hui)  
Rassemblement, dimanche 63 pays d'expression française.  
Droit de la mer : les zones maritimes sont les des possessions territoriales des Etats. Les zones 1, 2, 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42, 43, 44, 45, 46, 47, 48, 49, 50, 51, 52, 53, 54, 55, 56, 57, 58, 59, 60, 61, 62, 63, 64, 65, 66, 67, 68, 69, 70, 71, 72, 73, 74, 75, 76, 77, 78, 79, 80, 81, 82, 83, 84, 85, 86, 87, 88, 89, 90, 91, 92, 93, 94, 95, 96, 97, 98, 99, 100, 101, 102, 103, 104, 105, 106, 107, 108, 109, 110, 111, 112, 113, 114, 115, 116, 117, 118, 119, 120, 121, 122, 123, 124, 125, 126, 127, 128, 129, 130, 131, 132, 133, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140, 141, 142, 143, 144, 145, 146, 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155, 156, 157, 158, 159, 160, 161, 162, 163, 164, 165, 166, 167, 168, 169, 170, 171, 172, 173, 174, 175, 176, 177, 178, 179, 180, 181, 182, 183, 184, 185, 186, 187, 188, 189, 190, 191, 192, 193, 194, 195, 196, 197, 198, 199, 200, 201, 202, 203, 204, 205, 206, 207, 208, 209, 210, 211, 212, 213, 214, 215, 216, 217, 218, 219, 220, 221, 222, 223, 224, 225, 226, 227, 228, 229, 230, 231, 232, 233, 234, 235, 236, 237, 238, 239, 240, 241, 242, 243, 244, 245, 246, 247, 248, 249, 250, 251, 252, 253, 254, 255, 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 264, 265, 266, 267, 268, 269, 270, 271, 272, 273, 274, 275, 276, 277, 278, 279, 280, 281, 282, 283, 284, 285, 286, 287, 288, 289, 290, 291, 292, 293, 294, 295, 296, 297, 298, 299, 300, 301, 302, 303, 304, 305, 306, 307, 308, 309, 310, 311, 312, 313, 314, 315, 316, 317, 318, 319, 320, 321, 322, 323, 324, 325, 326, 327, 328, 329, 330, 331, 332, 333, 334, 335, 336, 337, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, 372, 373, 374, 375, 376, 377, 378, 379, 380, 381, 382, 383, 384, 385, 386, 387, 388, 389, 390, 391, 392, 393, 394, 395, 396, 397, 398, 399, 400, 401, 402, 403, 404, 405, 406, 407, 408, 409, 410, 411, 412, 413, 414, 415, 416, 417, 418, 419, 420, 421, 422, 423, 424, 425, 426, 427, 428, 429, 430, 431, 432, 433, 434, 435, 436, 437, 438, 439, 440, 441, 442, 443, 444, 445, 446, 447, 448, 449, 450, 451, 452, 453, 454, 455, 456, 457, 458, 459, 460, 461, 462, 463, 464, 465, 466, 467, 468, 469, 470, 471, 472, 473, 474, 475, 476, 477, 478, 479, 480, 481, 482, 483, 484, 485, 486, 487, 488, 489, 490, 491, 492, 493, 494, 495, 496, 497, 498, 499, 500, 501, 502, 503, 504, 505, 506, 507, 508, 509, 510, 511, 512, 513, 514, 515, 516, 517, 518, 519, 520, 521, 522, 523, 524, 525, 526, 527, 528, 529, 530, 531, 532, 533, 534, 535, 536, 537, 538, 539, 540, 541, 542, 543, 544, 545, 546, 547, 548, 549, 550, 551, 552, 553, 554, 555, 556, 557, 558, 559, 560, 561, 562, 563, 564, 565, 566, 567, 568, 569, 570, 571, 572, 573, 574, 575, 576, 577, 578, 579, 580, 581, 582, 583, 584, 585, 586, 587, 588, 589, 590, 591, 592, 593, 594, 595, 596, 597, 598, 599, 600, 601, 602, 603, 604, 605, 606, 607, 608, 609, 610, 611, 612, 613, 614, 615, 616, 617, 618, 619, 620, 621, 622, 623, 624, 625, 626, 627, 628, 629, 630, 631, 632, 633, 634, 635, 636, 637, 638, 639, 640, 641, 642, 643, 644, 645, 646, 647, 648, 649, 650, 651, 652, 653, 654, 655, 656, 657, 658, 659, 660, 661, 662, 663, 664, 665, 666, 667, 668, 669, 670, 671, 672, 673, 674, 675, 676, 677, 678, 679, 680, 681, 682, 683, 684, 685, 686, 687, 688, 689, 690, 691, 692, 693, 694, 695, 696, 697, 698, 699, 700, 701, 702, 703, 704, 705, 706, 707, 708, 709, 710, 711, 712, 713, 714, 715, 716, 717, 718, 719, 720, 721, 722, 723, 724, 725, 726, 727, 728, 729, 730, 731, 732, 733, 734, 735, 736, 737, 738, 739, 740, 741, 742, 743, 744, 745, 746, 747, 748, 749, 750, 751, 752, 753, 754, 755, 756, 757, 758, 759, 760, 761, 762, 763, 764, 765, 766, 767, 768, 769, 770, 771, 772, 773, 774, 775, 776, 777, 778, 779, 780, 781, 782, 783, 784, 785, 786, 787, 788, 789, 790, 791, 792, 793, 794, 795, 796, 797, 798, 799, 800, 801, 802, 803, 804, 805, 806, 807, 808, 809, 810, 811, 812, 813, 814, 815, 816, 817, 818, 819, 820, 821, 822, 823, 824, 825, 826, 827, 828, 829, 830, 831, 832, 833, 834, 835, 836, 837, 838, 839, 840, 841, 842, 843, 844, 845, 846, 847, 848, 849, 850, 851, 852, 853, 854, 855, 856, 857, 858, 859, 860, 861, 862, 863, 864, 865, 866, 867, 868, 869, 870, 871, 872, 873, 874, 875, 876, 877, 878, 879, 880, 881, 882, 883, 884, 885, 886, 887, 888, 889, 890, 891, 892, 893, 894, 895, 896, 897, 898, 899, 900, 901, 902, 903, 904, 905, 906, 907, 908, 909, 910, 911, 912, 913, 914, 915, 916, 917, 918, 919, 920, 921, 922, 923, 924, 925, 926, 927, 928, 929, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943, 944, 945, 946, 947, 948, 949, 950, 951, 952, 953, 954, 955, 956, 957, 958, 959, 960, 961, 962, 963, 964, 965, 966, 967, 968, 969, 970, 971, 972, 973, 974, 975, 976, 977, 978, 979, 980, 981, 982, 983, 984, 985, 986, 987, 988, 989, 990, 991, 992, 993, 994, 995, 996, 997, 998, 999, 1000.

LA BOURSE EN PÉRIODE  
LE MONDE DE LA BOURSE  
Suivrez en direct l'évolution des cours de la Bourse  
BOURSE  
36.15 L'ÉCONOMIE

## DIPLOMATIE

M. André-Jean Libourel  
ambassadeur  
au Venezuela

M. André-Jean Libourel, directeur de cabinet du ministre délégué aux Affaires étrangères, M. Edwyg Avece, a été nommé ambassadeur de France au Venezuela, en remplacement de M. Philippe Bernard, 44 ans, annoncé lundi 13 août au quai d'Orsay.

[Né le 25 juin 1943, M. Libourel a été notamment inspecteur des postes diplomatiques et consulaires (1978-1979), conseiller culturel à l'ambassade de France aux Etats-Unis (1978-1979), conseiller technique au cabinet du ministre de la Culture, M. Jack Lang (1982-1983) et directeur de la coopération et des relations internationales au ministère de l'Éducation (1985-1987). M. Libourel est chevalier de l'Ordre national du Mérite.]

o ERRATUM. — Une erreur de transmission téléphonique a déformé une phrase de l'article d'André Fontaine : «Les limites de la réalpolitik» (le Monde du 10 août). L'URSS, avait-il écrit en réalité, se range clairement au nombre des nations que les Américains appellent les statu quovos, celles qui entendent préserver, quelque injuste (et non pas quelque injuste) qu'il puisse être, l'ordre existant.

مكتبة النهر



## AFRIQUE

MALI : razzias et représailles

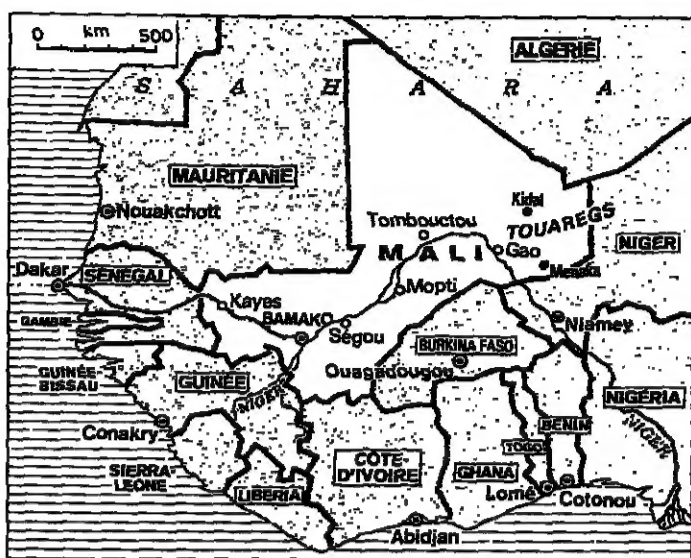
### Des affrontements meurtriers auraient opposé l'armée aux Touaregs

Les révélations du magazine malien *Aurore*, relayant, dans son édition du 9 août, de nouveaux accrochages dans le nord-est du pays entre « bandes armées » et forces régulières, n'ont suscité, jusqu'à ce jour, aucun commentaire officiel de la part des autorités de Bamako. D'après le journal, neuf personnes (dont sept militaires) auraient été tuées lors de ces deux attaques, perpétrées à Tarkint et à Kidal, fin juillet.

La sous-préfecture de Menaka avait subi un premier raid de rebelles touaregs, fin juin, suivi d'une vague de représailles très dures de la part de l'armée (le *Monde* date 5-6 août). Selon d'autres sources, l'état d'urgence aurait désormais été imposé à toute la région nord, « de Menaka à Tombouctou en passant par Gao et Kidal », afin de faciliter les opérations de « razzias ».

Dans les milieux proches du gouvernement, on ne nie pas l'existence de telles « razzias » mais on les minimise : « Tout va bien entre Bamako et Gao », insiste-t-on. Toutefois, on reconnaît que les renforts militaires, déployés fin juin, « auront besoin de temps pour pacifier la zone ». Et l'on admet, à demi-mot, que les arrestations se poursuivent : « Quand il y a des bandits, on les arrête. Il faut bien vérifier les identités », précise-t-on candidement.

A en croire le témoignage d'un voyageur de retour de Gao, la « pacification » du nord - vaste étendue de déserts et de montagnes - où se concentrent la minorité touarègue - se serait déjà soldée par de nom-



breuses atrocités. Ce voyageur cite le cas de onze personnes, fusillées à Gao, et dont « les corps ont été écrasés par un char, puis laissés en pâture à la population. Les gens ont pris des bouts de cadavres, qui ont défilé, une tête, et sont venus agiter cela devant les portes des familles touarègues ».

Selon d'autres témoignages, recueillis à Bamako, les accrochages et embuscades se multiplient - sept, au moins, depuis l'attaque de Menaka le 28 juin - et le bilan avoisinerait déjà les trois cent morts. Aux premiers jours d'août, en effet, on estimait le nombre des tués à cent cinquante-cinq parmi les forces gou-

vernementales, à cent vingt-cinq parmi les Touaregs.

Ces accusations - difficilement vérifiables - sont-elles, elles aussi, à renvoyer au catalogue des « rumeurs » ? L'avenir le dira peut-être. Le passé plaide, hélas, pour le pire.

A deux reprises déjà, dans la courte histoire du Mali, on a pu craindre, ou évoquer, le risque d'une tentative de génocide des populations touarègues. En 1963 tout d'abord, lors de la campagne répressive ordonnée par l'ancien président Modibo Keita. Puis au début des années 70, lors de la grande famine qui frappe le pays : les Touaregs, qui

étaient parmi les premiers touchés par la sécheresse, furent les derniers servis par l'aide alimentaire (le *Monde* du 6 février 1974). Une chose est sûre : les « aristocrates du désert », nomades de race blanche, n'ont jamais été follement aimés par leurs compatriotes à peau noire.

Pendant des siècles, les Touaregs n'ont-ils pas, en effet, pillé les populations noires sédentaires de la boucle du Niger, razziant les villages, réduisant hommes et femmes en esclavage et tuant sans pitié les plus récalcitrants ? Ce passé-là, non plus, ne peut s'effacer facilement. En outre, aujourd'hui, les milieux gouvernementaux nigériens et maliens soupçonnent fréquemment les « hommes bleus » de s'être alliés au colonel Kadhafi en rejoignant la « légion islamique », créée par la Libye et censée « libérer » certains pays de la région.

Le magazine *Aurore* évoque, quant à lui, les anciennes « velléités sécessionnistes » des Touaregs dont la communauté est aujourd'hui principalement éparpillée en Algérie, au Niger et au Mali. Tous les soupçons du monde ou les crimes d'hier ne peuvent justifier, cependant, des violences discriminatoires.

Certains observateurs estiment que les sanglants événements du Niger (le *Monde* du 15 juin) ont « servi de catalyseur » à l'actuelle révolte des Touaregs du Mali. « Depuis la fin de la colonisation, précise-t-on, les nomades n'ont jamais été intégrés dans la communauté nationale ». Cette révolte, symptôme d'un profond malaise, serait-elle éclose dans le sang, comme cela fut le cas dans les années 60 ? L'armée malienne ne doit pas « faire de ces événements une question de fierté », plaident les journalistes d'*Aurore*, qui dénoncent le « black-out total » du gouvernement sur la question des Touaregs.

La récente affaire des trois Européens, retrouvés morts à une soixantaine de kilomètres au nord de Gao, permettra-t-elle de lever un pan de ce « rideau de sable » et incitera-t-elle les autorités à sortir du mutisme ? Il semble bien que les trois victimes aient été tuées lors d'un des accrochages entre nomades et militaires : ces cadavres-là, - Michel Roudaut, médecin français, son épouse Colette et son fils Christophe - pourront difficilement être qualifiés de « rumeurs ».

CATHERINE SIMON

□ MADAGASCAR : première visite d'un président sud-africain. - Le président Frederik de Klerk était attendu, mardi 14 août, à Tananarive, où il rencontrera son homologue malgache, M. Didier Ratsiraka. C'est la première visite officielle d'un chef d'Etat sud-africain dans l'île. Les deux pays avaient annoncé, en avril, le rétablissement de leurs relations économiques. - (Reuters, AFP)

## LIBERIA : la guerre civile

### L'intervention des « casques bleus » africains se heurte à de nombreuses difficultés

Alors que les massacres se poursuivent et que les étrangers continuent, par centaines, à fuir le pays, chacun des acteurs du conflit semble vouloir adopter une attitude plus conciliante, comme pour temporiser avant un probable chaos final.

Charles Taylor, le chef des rebelles libériens, a ainsi fait savoir, lundi 13 août, qu'il était prêt à rencontrer le chef de l'Etat gambien, M. Dawda Jawara, les « présidents frères » du Nigeria et du Ghana, ainsi que le numéro un de l'Organisation de l'unité africaine (OUA), M. Yoweri Museveni. Le dirigeant du Front national patriotique du Liberia (NPFL), qui, il y a quelques jours encore, dénonçait avec virulence toute « intervention étrangère », paraît soudain soucieux de se ménager une porte de sortie avant

l'arrivée des « casques bleus » ouest-africains.

Ces derniers n'en finissent pas de fuir de se rassembler au Sierra Leone. Le secrétaire exécutif de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) a rappelé que la force panafricaine n'allait pas au Liberia pour combattre et qu'il serait « malvenu qu'un groupe quel qu'il soit tire sur elle ». Si cela arrivait, elle serait « autorisée à se défendre », a-t-il précisé.

En réalité, la mise en route des troupes ouest-africaines se heurte à de nombreuses difficultés. Sur le plan financier, un appel indirect a été lancé à l'ONU afin qu'elle participe aux frais de l'opération. Sur le plan politique, des divergences se font jour : la Burkina-Faso a publiquement désavoué, en début de

semaine, l'initiative de la CEDEAO, accusée d'outrepasser ses compétences.

Sur le terrain, les rebelles du NPFL, freinés dans leur progression vers le palais présidentiel, piétinent dans les rues de Monrovia noyées par les pluies. Tandis que les civils libériens continuent à fuir, à pied, de nouveaux groupes d'étrangers ont été évacués par les marines américaines. Washington a d'ailleurs adressé des félicitations inédites aux hommes de Charles Taylor qui ont contribué à ces évacuations. Plusieurs centaines d'Occidentaux - dont l'ambassadeur d'Espagne, le nonce et un petit nombre de Français - ont pu gagner le Sierra Leone, par bateau ou par hélicoptère. - (AFP, AP)

## ASIE

INDE : après la chute de M<sup>me</sup> Benazir Bhutto

### New-Delhi redoute un nouveau conflit avec le Pakistan

La tension est remontée le long de la ligne de cessez-le-feu qui divise le Cachemire entre l'Inde et le Pakistan. Islamabad a annoncé lundi 13 août avoir repoussé une attaque indienne appuyée par de l'artillerie lourde et des mortiers. New-Delhi a affirmé pour sa part qu'il n'y a eu aucun incident ce jour-là, mais a annoncé avoir tué huit soldats pakistanais le long de la frontière au cours du week-end.

NEW-DELHI  
de notre correspondant

Le limogeage de M<sup>me</sup> Bhutto - immédiatement interprété en Inde comme un succès pour l'armée pakistanaise - a causé une émotion considérable, ravivant les craintes d'un nouveau conflit avec Islamabad à propos du Cachemire. La presse a averti que l'Inde pouvait s'attendre à un regain d'influence de l'ISI (services spéciaux pakistanais) et, en conséquence, à un encouragement accru aux mouvements séparatistes au Pendjab et au Cachemire. Les editorialistes ont évoqué le danger de l'« aventure » des militaires pakistanais,

la perspective d'une propagande anti-indienne durant la campagne électorale et la nécessité pour l'Inde d'exercer une vigilance accrue le long de leur frontière commune.

Le gouvernement de M. V. P. Singh a réagi avec plus de discrétion. Le ministre des affaires étrangères, M. Gujral, a déclaré devant le Parlement que l'Inde avait été « surprise » par le départ de M<sup>me</sup> Bhutto et a souhaité que les deux pays puissent entretenir des relations « amicales ». L'Inde a toujours œuvré à l'établissement de bonnes relations avec son voisin, a-t-il affirmé, « malgré de graves provocations du Pakistan, notamment le soutien au terrorisme et à la subversion ».

New-Delhi a toujours accusé les services secrets pakistanais d'entraîner et d'armer les militants sikhs, qui luttent pour l'autonomie du Pendjab, et les séparatistes musulmans, qui ont intensifié cette année leur campagne contre le contrôle du Cachemire par New-Delhi. Les deux pays revendiquent cette région à majorité musulmane depuis leur indépendance en 1947.

Le Pakistan rejette ces accusations, mais M<sup>me</sup> Benazir Bhutto elle-même avait clairement épousé la cause des séparatistes du Cache-

mire. A deux reprises, au cours des derniers mois, elle avait entrepris une tournée du Proche-Orient pour tenter d'obtenir des appuis à la position pakistanaise en faveur d'un référendum au Cachemire et pour dénoncer les « atrocités » commises par les forces de sécurité indiennes.

Convre-feu  
et grèves

Une nouvelle série d'entretiens indo-pakistanaï, pour tenter notamment d'atténuer le menace d'un nouveau conflit armé à propos du Cachemire, a eu lieu à New-Delhi peu après la chute de M<sup>me</sup> Bhutto ; elle avait été décidée avant le changement de gouvernement à Islamabad.

Le premier ministre pakistanais par intérim, M. Ghulam Mustafa Jatoi, a affirmé pour sa part la volonté de son gouvernement de normaliser ses relations avec l'Inde, tout en ajoutant qu'une « véritable paix » ne pourrait être établie tant que l'Inde n'accepterait pas le principe d'un référendum au Cachemire.

La période d'incertitude qui s'est ouverte au Pakistan coïncide avec une aggravation de la situation au Cachemire, où la région de Srin-

gar est totalement paralysée depuis plusieurs semaines par les retombées de la campagne des organisations indépendantistes musulmanes. Le gouvernement a déclaré au début du mois de juillet l'état « zone de troubles », donnant des pouvoirs quasi illimités à l'armée et aux forces paramilitaires.

Aux effets du couvre-feu s'ajoutent ceux de grèves décriées par les militants séparatistes pour protester contre la répression, ruinant une économie reposant en bonne partie sur le tourisme. Les excès de la répression ont pris un tour alarmant avec le massacre encore inexpliqué d'une quinzaine de personnes par les forces de sécurité, qui ont fait irruption de nuit dans plusieurs maisons du centre de Srinagar, tuant des résidents dans leur sommeil.

L'Association des avocats du Cachemire a publié un rapport, destiné à la Commission des droits de l'homme des Nations unies, sur les massacres et les violations des droits de l'homme perpétrés selon eux par les forces de sécurité, et a lancé un appel à la communauté internationale afin qu'elle fasse pression sur New-Delhi pour mettre fin à ces « atrocités ». - (Interim.)

## P.D. JAMES

« La quatrième victime du Siffleur fut aussi la plus jeune, Valerie Mitchell, quinze ans huit mois quatre jours, et elle mourut parce qu'elle avait manqué le car de 21h40... »



Traduit de l'anglais par Denise Meunier.

Avec ce livre puissant et superbement orchestré, digne successeur de *Un certain goût pour la mort*, P.D. James prouve une fois de plus avec éclat qu'elle n'est pas seulement un des maîtres du roman policier britannique, mais, tout simplement, un des maîtres du roman contemporain.

FAYARD



## POLITIQUE

### Le demi-milliard de francs de Saint-Denis-de-la-Réunion

*L'argent du contrat Etat-ville servira à mieux loger et mieux former les habitants de la plus grande cité d'outre-mer*

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION  
de notre correspondant

Saint-Denis est une ville-commune dotée de nombreux « écarts », qui constituent la banlieue, dans la partie basse, ou des villages résidentiels sur les pentes ravissantes du centre-ville. En moins d'une heure, on passe de plus 30 degrés, au niveau de la mer, à moins de 10 degrés sur les hauts du Brûlé.

Dans ce vaste trapèze enserré entre la falaise abrupte du cap Bernard à l'ouest, la Rivière-des-Pluies à l'est, l'océan Indien au nord, et le versant du cirque de Salazie au sud, cohabitent plus de cent vingt mille personnes, près du quart de la population réunionnaise, ce qui fait de Saint-Denis la plus grande ville française d'outre-mer.

Si les premiers chiffres du dernier recensement de l'INSEE font apparaître un net ralentissement de la croissance de la population du chef-lieu (au profit de la côte ouest du département), Saint-Denis continue d'être le point de convergence d'un exode rural qui saigne certaines régions de l'île. C'est là que se concentrent, en effet, de multiples activités économiques et les principaux services de l'Etat et des assemblées départementales et régionales.

Six mille cinq cents personnes dans des bidonvilles

La forte poussée démographique qu'a connue Saint-Denis au cours des trois dernières décennies a entraîné une explosion de la demande en équipements et prestations diverses. Ce sont ces besoins, cruciaux pour certains, que se propose de prendre en charge le contrat de ville — le seul d'outre-

mer et le plus important, — signé entre Saint-Denis et l'Etat (le Monde du 28 juillet). Dans ce contrat, les problèmes du logement occupent une place de choix.

A Saint-Denis, au moins cinq mille ménages étaient à la recherche d'un logement à la fin de l'année dernière. Bien que les mesures de défiscalisation des investissements dans la construction adoptées en 1986 par le gouvernement Chirac aient produit un véritable « boom » immobilier, notamment dans la promotion privée, la pression reste forte, et la pénurie de logements renforce les inégalités sociales. Les possibilités offertes par les sociétés immobilières parapubliques (HLM) ont la faveur des classes moyennes. Les ménages de plus modeste condition ont guère le choix qu'entre le bidonville ou la cohabitation avec les parents, pratique très répandue dans l'île, où plusieurs familles vivent souvent sous un même toit.

Pour faire face à la demande, le contrat de ville prévoit la réalisation de mille logements annuels sur une période de trois ans. Ce programme privilégie plusieurs axes : la réorption de l'habitat insalubre ; le réajustement sociologique du centre-ville, avec la volonté d'y introduire des logements sociaux ; un meilleur accueil des jeunes actifs et des personnes âgées et, enfin, la reconstitution architecturale de la ville.

Jusqu'à présent, Saint-Denis s'est développée suivant une architecture horizontale — les immeubles dépassent rarement dix étages — grosse consommatrice de terrains. Les limites foncières de la commune devaient conduire dans les prochaines années à une architecture beaucoup plus verticale, mais encore peu adaptée au mode de vie des Réunionnais.

Pour l'ensemble de ce programme, le contrat de ville prévoit

un financement de 360 millions de francs, à la charge de l'Etat, et de 150 millions au titre du budget municipal. Dans le même temps, une action visant à résorber toutes les poches de bidonvilles que compte encore Saint-Denis sera mise en œuvre.

En plein cœur de la cité dionysienne, on trouve toujours de petits ghettos entourés souvent de toiles rouillées. Dans ces logements insalubres, lous la plupart du temps fort cher en dépit d'une réglementation préfectorale très sévère, vivent près de six mille cinq cents personnes, dont de nombreux enfants.

Des embouteillages cauchemardesques

L'Etat et la ville consacreront plus de 49 millions de francs à la lutte antibidonvilles. Le contrat de ville financera, également, à hauteur de 50 millions de francs, diverses opérations destinées à contenir l'exode rural, qui vide certains « écarts » de leurs forces vives, et à améliorer les conditions de vie dans la banlieue de Saint-Denis, où apparaissent, çà et là, des signes de délinquance, conséquence du désinvestissement de nombreux jeunes, plutôt que la montée en puissance du banditisme. Des vieux quartiers comme le Chaudron (la cité Michel-Debré) ou les Camélias verront leur parc immobilier réhabilité et densifié pour un meilleur brassage des populations.

Près de quarante mille véhicules transitent chaque jour dans les rues étroites et à angle droit de Saint-Denis. Les embouteillages à l'entrée et à la sortie du chef-lieu sont devenus, en quelques années, le cauchemar des Dionysiens aux heures de pointe. Et la progression fulgurante du parc automobile de l'île ne contribue pas à améliorer la situation.

Un projet de désengorgement du chef-lieu est lancé depuis plusieurs années, avec l'embranchement d'une voie rapide reliant l'est et l'ouest de la ville, en la contournant par le sud. Ce projet de « boulevard », concrétisé en partie, n'est pourtant pas inclus dans le contrat de ville. En revanche, le financement d'un axe routier de transports collectifs y est inscrit, pour environ 60 millions de francs. Une telle axe serait une voie de liaison entre les différents points de la ville, avec un prolongement éventuel vers l'aéroport international de Gillot, situé sur le territoire de la commune voisine de Sainte-Marie.

Dans un cadre beaucoup plus large, aussi, à favoriser l'insertion sociale et économique de la population dionysienne la plus défavorisée. Plus de 41 millions de francs sont programmés à ce chapitre, avec la formation et la mise en place d'« agents de développement », qui opéreront, à l'échelle des quartiers, en prise directe avec les associations. Enfin, plus de quarante-dix mille élèves, collégiens, lycéens et étudiants sont recensés sur le chef-lieu. La municipalité souhaite mettre en place, dès le primaire, des enseignements de langues étrangères. Le contrat favorisera l'apprentissage et le développement de la lecture.

Ville répliquée sur ses terres, Saint-Denis envisage de s'ouvrir sur la mer à plus long terme, avec la création d'une plage artificielle et de bassins de baignade, pour l'heure inexistant. La municipalité a aussi annoncé son intention d'implanter au cœur de la cité une Maison des cultures du monde. Une structure originale, reflète la diversité ethnique et culturelle de la Réunion, ce petit point perdu au milieu de l'océan, où l'Afrique, l'Asie, l'Europe et l'Inde se mélangent depuis trois siècles.

ALEX DJOUX

### M. Gilbert Annette : un militant socialiste qui gomme les angles

SAINT-DENIS-DE-LA RÉUNION  
de notre envoyée spéciale

M. Gilbert Annette est un gourmet. Plus d'un an après avoir remporté les élections municipales de Saint-Denis-de-la-Réunion, il semble encore savourer sa victoire avec la même volupté. Il ne l'évoque, d'ailleurs, qu'à mots comptés, du bout des lèvres, comme si trop de confidences devaient nuire à son plaisir.

Ils étaient peu nombreux, en mars 1989, ceux qui croyaient que ce quadragénaire foncé de peau et socialiste ferait effectivement sienns cette ville déteinte depuis plus de vingt ans par la même majorité, blanche et conservatrice, nous la houlette de M. Auguste Legros, député (RPR). M. Annette s'est pourtant glissé dans ces habits et dans ce fauteuil de maire de façon tout à fait naturelle.

Depuis son élection, celui qui confie « être né à la politique avec la guerre d'Algérie » et que l'on présentait comme l'« aile dure » du Parti socialiste de Saint-Denis, comme l'opposant péremptoire et mordant qui distillait des critiques acides sur la gestion municipale de l'ancienne majorité, s'est fait rond, fesse et désespérément prudent.

Un à un, il a gommé tous ses angles. La victoire d'un homme de couleur, « effra », dans une ville dont la bourgeoisie blanche murmurait, paraît-il, qu'un « noir » [serait] jamais maire de Saint-Denis ? A l'exception du « grand soir » de son élection, où il avait évoqué publiquement la couleur de sa peau, M. Annette se refuse à faire de cette différence un argument politique.

Tout juste indique-t-il, parmi les premières mesures de son mandat, la réhabilitation symbolique de la fête de l'abolition de l'esclavage, chaque 20 décembre. Son prédécesseur l'avait transformée en une anecdote, une « fête folklorique », réaménagée « Fête des fétiches » ; il a voulu, lui, en faire « une des

grandes fêtes de l'année, en lui redonnant sa dimension de liberté et d'identité ».

La victoire de la gauche dans une commune qui semblait définitivement ancrée à droite ? Là encore, M. Annette se méfie des angles trop aigus. Lui qui a permis à son parti d'inscrire une grande ville — plus de cent vingt mille habitants — à son palmarès municipal n'oublie jamais de citer son équipe « d'ouverture » et, tout particulièrement, son premier adjoint, une fidèle barrière, M. Gabrielle Fontaine, membre de l'ancienne majorité. Le militant, inscrit au PS depuis 1974, courtisé depuis son élection par les dirigeants de chaque courant, ne s'est d'ailleurs pas déplacé à Rennes, en mars dernier, pour le congrès, et n'a pas jugé utile de prendre position en faveur de telle ou telle motion.

Le gourmet deviendra-t-il gourmand ?

Car M. Annette veut durer. Lorsqu'on a quarante-quatre ans, le projet de « changer la ville » et celui de « fabriquer un nouveau compétiteur réunionnais », six ans de mandat paraissent bien courts. Surtout lorsque cette ville affiche 25 % de chômeurs, cinq mille allocataires du revenu minimum d'insertion, dont 24 % d'analphabètes, mille trois cents logements insalubres et précaires, 25,9 % d'élèves avec un taux de retard de deux ans et plus au CM2...

Lorsqu'on a en plus, pour la Réunion, des ambitions de coopération interrégionale dans l'océan Indien, avec Madagascar, l'île Maurice et Mayotte, une mairie, même la plus importante de l'île, apparaît un peu trop petite. Une région, c'est n'est pas mal plus. Et l'on commence à croire aujourd'hui à Saint-Denis que le costume de maire sera vite trop étroit pour M. Annette. Le gourmet, murmure-t-on, pourrait se révéler gourmand.

PASCALLE ROBERT-DIARD

## COMMUNICATION

Les télévisions publiques face à la concurrence

### Les défis de « Tatie Beeb »

Cinq ans après avoir perdu son monopole, la télévision publique française cherche toujours son identité face aux chaînes privées, sa légitimité auprès du public et les équilibres de son financement. Stratégies ou réformateurs de l'audiovisuel se réfèrent volontiers à la Grande-Bretagne ou à l'Italie. Dans ces deux pays, en effet, les télévisions publiques, chacune à leur manière, ont su affronter victorieusement la concurrence du privé. La RAI, comme on la verra dans un prochain article, a joué la complémentarité de ses trois chaînes. La BBC, elle, s'est obstinément battue contre la publicité.

LONDRES

de notre envoyée spéciale

M. Thatcher n'aime pas la BBC. Ses critiques — régulières, argumentées — portent à la fois sur la ligne éditoriale d'une rédaction réputée impertinente à l'égard du pouvoir en place (1) et sur son système de financement, fondé sur la redevance et sans publicité, qui la place résolument à l'écart de l'économie de marché. La « Dame de fer » envisage d'« avoir sa propre prise sur une entreprise publique de près de 28 000 salariés que, regardé, au moins une fois par semaine, la quasi-totalité de ses gouvernés et qui dégoûte à toute sa philosophie en matière d'économie libérale. Bref, si ses tentatives de réforme ont pour l'instant échoué, M. Thatcher n'a pas dit son dernier mot.

La BBC croyait pourtant pouvoir souffler. Le rapport sur l'audiovisuel demandé en 1986 par le gouvernement à une commission présidée par M. Alan Pook, un économiste libéral, s'était fermement opposé à toute introduction de publicité sur les chaînes publiques. Ces conclusions avaient provoqué la stupeur générale vu la composition « conservatrice » de la commission et les recommandations préconisées de M. Thatcher, qui avait souhaité que l'hypothèse d'une privatisation de la BBC soit particulièrement étudiée.

La « Dame de fer » dut donc ravalier son amour-propre et ses projets et concentra dès lors son attention sur la réforme du secteur privé de l'audiovisuel, notamment le réseau ITV, concurrent de la BBC depuis 1955, trop empressé à son goût d'une philosophie de service public. Un projet de loi en cours d'adoption prévoit donc le démantèlement d'ITV et la vente aux enchères de ses stations régionales. L'ouverture de la jeune station Channel 4 à la publicité et la création d'une nouvelle chaîne commerciale (Channel 5), également attribuée au plus offrant.

De quoi bouleverser de fond en comble l'équilibre d'un système étonnant qui, depuis plus de trente ans, servait de référence, voire de modèle, aux télévisions occidentales. La BBC certes n'est pas touchée. Sa redevance est tout juste indexée sur l'indice des prix. Comment croire pourtant que « Tatie Beeb » sortira indemne de l'ouragan ?

« Impossible, estime un de ses anciens producteurs. La dérégulation, l'entrée d'une cinquième chaîne commerciale, la multiplication des télévisions par satellite, le développement du câble, où investissent de plus en plus nombreux les Américains, vont entraîner la BBC dans un tourbillon incontrôlable. Son audience va devenir infidèle puis diminuer, irrésistiblement attirée par la nouveauté. Quant à ses ressources, toujours constituées par la redevance, elles seront bientôt insuffisantes pour relever le défi des coûts de production, une hausse des achats de droits sur les compétitions sportives, en pleine explosion, et des salaires en réévaluation. »

La recherche de la qualité

Mais c'est faire bien peu de cas de la formidable capacité de survie et d'adaptation d'une maison convaincue, presque jusqu'à l'arrogance, de l'importance de sa mission au sein de la société britannique. « La qualité » répète à longueur d'interviews M. Michael Checkland, son directeur général. Nous devons faire de la qualité ! C'est notre honneur, notre devoir, notre tradition. Notre public, qui a apprécié pendant plus de soixante ans une cure de télévision publique, est trop sophistiqué et trop exigeant pour se satisfaire aujourd'hui d'un régime médiocre de jeux, de films et de feuilletons importés !

Cette exigence, on la trouve à l'œuvre dans la plupart des programmes de la télévision publique britannique. Qualité dans l'infor-

mation qui a élevé l'indépendance d'esprit au rang des beaux-arts, y compris dans le service radiophonique international qui jouit à l'étranger d'une crédibilité sans équivalent. Qualité dans les magazines et les documentaires qui valent à la BBC des prix dans le monde entier. Qualité des fictions, souvent inspirées du patrimoine littéraire britannique. « La BBC n'a encore fait aucune réelle concession à la télévision commerciale », affirme M. John Howkins, un expert de la télévision : pas de jeux stupides, ni de sensationnalisme dans ses magazines. Et elle est restée un creuset de talents dans lequel les jeunes professionnels rêvent d'être intégrés. Son secret ? « La prédominance traditionnelle des créateurs sur les gestionnaires. Et la vision prospective de grands personnages. La télévision française n'a eu qu'un Jean d'Arcy. La BBC en a eu plein... »

Directrice de la politique générale de la BBC auprès de Michael Checkland, Patricia Hodgson fait partie de ceux qui préparent hardiment l'avenir de l'institution. D'abord, l'avenir de ses antennes. Un service de la recherche analyse les résultats d'audience mais plus encore les degrés de satisfaction du public, l'évolution des goûts, l'image de chaque émission et, au-delà, celle de la BBC. « La satisfaction de nos différents publics nous importe plus encore que le chiffre global de notre audience. D'abord parce que c'est notre mission : ensuite parce que cette attention constante au public s'avère finalement très efficace pour anticiper les résultats qualitatifs. La lassitude des téléspectateurs pour la série Dallas s'est exprimée dans nos études bien avant la chute des scores d'antenne. »

M. Hodgson se préoccupe aussi de l'avenir du financement. N'était la crainte d'une nouvelle attaque

deux chaînes publiques et les deux chaînes privées, la BBC planifie des économies et s'apprête à explorer d'autres sources de financement. Pas simple d'être une télévision publique en ces temps de dérégulation !

Un plan d'austérité a été annoncé au mois de janvier, qui prévoyait une réduction de 75 millions de livres (un peu moins de 750 millions de francs) des dépenses annuelles de la BBC d'ici à 1993. Le démantèlement de la radio dans un nouveau bâtiment a été reporté : un des six orchestres de la BBC a été supprimé ; des gains de productivité sont partout planifiés et plusieurs centaines de réductions d'emplois espérées. « Il faut se moderniser et, pourquoi pas, penser à devenir performant », ose déclarer M. John Tusa, le patron de World Service. Il est des questions qu'il faut avoir le courage de poser. L'objet de la BBC n'est pas de fournir des emplois mais de faire efficacement des émissions. Si une partie du personnel est superflue, qu'elle parte. Le monde des médias est une industrie en plein essor ; ils trouveront du travail ailleurs. La révolution culturelle a bel et bien commencé.

Une filiale commerciale dynamique

BBC Enterprise, en fait, l'avait anticipée. Filiale à 100 % de la BBC, cette société, créée en 1986, en est le bras commercial. C'est elle qui est chargée à la fois de la vente des programmes à l'étranger, de l'exploitation des copyrights et d'un important secteur « édition ». Gérée de façon dynamique par M. James Arnold-Baker, BBC Enterprise, qui emploie un millier de personnes, pourrait bien fournir, d'ici peu de temps, un complément de ressources fort appréciable à la BBC. Ses ventes internationales de programmes ont totalisé, en 1989, 364 millions de francs et marqué une progression de 26 % sur l'année précédente (la BBC est d'ailleurs considérée comme le principal exportateur de programmes à travers le monde). La diffusion de ses « magazines » et publications diverses lui ont valu 880 millions de francs.

Plus de la moitié de cette somme provient, en fait, des ventes de Radio Times, son magazine hebdomadaire de programmes de radio et de télévision, vendu à plus de trois millions d'exemplaires. Il est vrai que, contrairement à la situation française, la BBC et le réseau ITV possèdent jusqu'à présent un monopole sur la publication de leurs programmes, les quotidiens n'étant autorisés à en faire l'annonce que jour après jour. Un monopole que M. Thatcher compte bien faire voler en éclats.

BBC Enterprise est, plus que jamais, décidée également à exploiter au maximum les droits dérivés de ses produits d'antenne. Ceux-ci, en hausse de 31 % par rapport à 1988, lui ont rapporté 513 millions de francs. Cela inclut les livres d'émissions à succès (romans, voyage, cuisine, enfants), les logiciels éducatifs, des cassettes de cours de langue et un formidable catalogue de cassettes vidéo et de disques, sans compter des gadgets et jouets divers. Mais c'est la branche coproduction de BBC Enterprise qui est peut-être la plus prometteuse. Plus de cent trente accords, d'une valeur totale de 300 millions de francs, ont été négociés en 1989 avec des partenaires du monde entier, donnant ainsi à deux chaînes de la BBC accès à des productions très coûteuses, auxquelles ses seules ressources ne pourraient lui donner accès.

Enfin, au début du mois de juillet, M. Arnold Baker annonçait, pour avril 1991, le lancement d'une quinzième de programmes payants, diffusés la nuit en crypté sur l'antenne de la BBC et destinés à des professionnels (médecins, avocats, agriculteurs, financiers), des communautés ethniques ou des publics de passionnés... Nouveau pari. Nouveau défi.

« Tatie Beeb » est riche d'autres projets. Elle lance, en septembre, une nouvelle radio de type éducatif ; elle étudie un dossier de chaîne cryptée consacrée aux sports et aux arts pour le satellite, tandis que John Tusa cherche des partenaires privés pour lancer un service de télévision internationale de même qualité que son service radiophonique... En deux ans, sans conflit grave avec son personnel et avant même le vote de la loi bouleversant le paysage audiovisuel, elle a anticipé le virage décisif des années 90 et préservé sans doute son avenir.

ANNICK COJEAN

(1) En janvier 1987, le directeur général de la BBC a été contraint de démissionner face aux pressions du gouvernement de M. Thatcher.

سكان النهر



## SOCIÉTÉ

## Bonne Nouvelle, prison « tranquille »

Suite de la première page

Porte qu'on ouvre, porte qu'on ferme. Porte qu'on frappe pour qu'il y ait un gardien du « rond-point » qui peut actionner la commande électrique. Et tous les résistants de la peinture des serres, depuis longtemps disparue. Bruché, le froid du métal qui couvre tous les autres. Alors pour se faire entendre, il faut crier.

Crier à l'heure des promenades, deux fois une heure quinze tous les jours par groupe d'une trentaine entourés de quatre gardiens, ou une heure trente, seul avec un surveillant, pour les deux pensionnaires du milieu. « Deuxième, trois, six personnes, vingt-trois en tout ! » Et six prisonniers du deuxième étage de la troisième division entrent dans la cour. On installe les poteaux de volley. Certains discutent au soleil. D'autres préfèrent encore un peu d'ombre.

Crier à l'heure de la visite au parloir, où tout l'après-midi se succèdent les détenus, trois fois par semaine pour les prévenus, deux fois pour les condamnés, alignés dans des cabines aux murs rétroscopiques. Partout, des ongles l'ont arrachés, avant de s'attaquer à la table de bois, seule séparation entre deux corps, seul appui de quatre mains qui se retrouvent l'espace d'une demi-heure.

## Nacache le prétexte

A l'heure du travail, chaque jour de 8 heures à 11 heures et de 14 heures à 17 heures, lorsque les hommes emballent sous cellophane les couverts en plastique d'Air Inter ou de la SNCF pendant que les femmes ourlent des torchons. Avant les cours, dispensés, sauf durant les vacances, par un professeur volontaire ou des étudiants bénévoles d'été (théâtre, musique et peinture pour les hommes, sport et gymnastique pour les femmes). A toute heure, les surveillants doivent crier pour s'entendre dans cette termitière qu'est la maison d'arrêt de Rouen.

pendant les derniers jours de juillet de réintégrer leurs cellules après la promenade. Et que, s'ils ont fini par le regain d'eux-mêmes le dimanche et le lundi, il a fallu le mardi l'arrivée des policiers et mercredi le sort l'intervention des CRS pour déloger ceux qui avaient escaladé un toit. Chaque fois, une même protestation : « Pourquoi Nacache et pas nous ? »

Un prétexte, sans doute, tout le monde s'accorde à le dire. Comme Pétrot, le « braqueur de banque » récidiviste en attente de procès depuis bientôt quatre ans, qui le reconnaît sans difficulté : « C'est juste la goutte d'eau qui a fait déborder le vase. Cela dit, je n'ai tué personne et je vais en prendre pour quinze ans. Lui, il est meurtrier et il bronze en tran. D'accord, il y a la raison d'Etat, mais quand même... »

## Franck, le « mauvais exemple »

ROUEN

de notre envoyé spécial

Trente ans dont huit sous les verrous. Franck, DPS (détenu particulièrement surveillé), récidiviste de l'attaque à main armée, enfermé à Bonne-Nouvelle depuis deux ans, attend son jugement en toute sérénité : « Ils vont me coller quinze ans, j'en ferai dix. C'est le tarif. »

Carrure et gouaille à la Gabin, Franck passe ses journées en cellule. Sans parler – le juge lui a interdit pendant la durée de l'instruction – mais avec une radio, un téléviseur et même un ordinateur. « J'ai tout ce que je veux, ici. On s'occupe de moi dehors. Le samedi soir, je peux même regarder le porno de Canal Plus. Alors, même si passer vingt heures sur vingt-quatre enfermé, c'est toujours insupportable, ça va pour moi. »

Mais Franck se fait plus critique quand il évoque le traitement des « petits » : « Ils ont volé une voiture parce qu'ils s'ennuyaient. Et ils ne m'ont rien. Pas même de quoi se payer la télé. Personne ne les écoute. Ils attendent des jours ou des semaines pour voir le service socio-éducatif. C'est pourtant d'eux que la prison doit s'occuper. Quand j'étais à Clairvaux, il n'y avait que des fous furieux. Alors, pour les tenir, on leur trouvait des activités. Mais ici, on ne s'inquiète pas trop. »

Franck essaie de ne pas donner « le mauvais exemple à ceux qui sont là pour des conneries ». « Moi, j'aide la société en ne lui parlant pas. Car j'aurais beau leur dire d'arrêter, leur expliquer que ma présence ici montre à quoi

tout cela mène, ça ne servira à rien. Ils feront comme moi. »

Expert en la matière, il n'est pas trop sévère envers la prison de Rouen. Il ne se plaint ni des surveillants – « c'est comme à la poste ou à la sécu, il y a des règles à respecter, mais pas plus » – ni de la direction – « Ici, ils nous écoutent un peu » – et souligne même la bonne réputation du service médical.

Mais lui, le musicien, proteste contre l'inactivité : « Il y a des synthétiseurs, et on ne s'en sert que deux heures par semaine. Une « sous-utilisation du matériel » d'autant plus insupportable qu'il souhaite s'inscrire, dès octobre, en première année de muséologie. « En dix ans, j'aurais bien le temps de passer un doctorat. Et en sortant, je pourrais faire autre chose que sauter au-dessus des comptoirs de banque ».

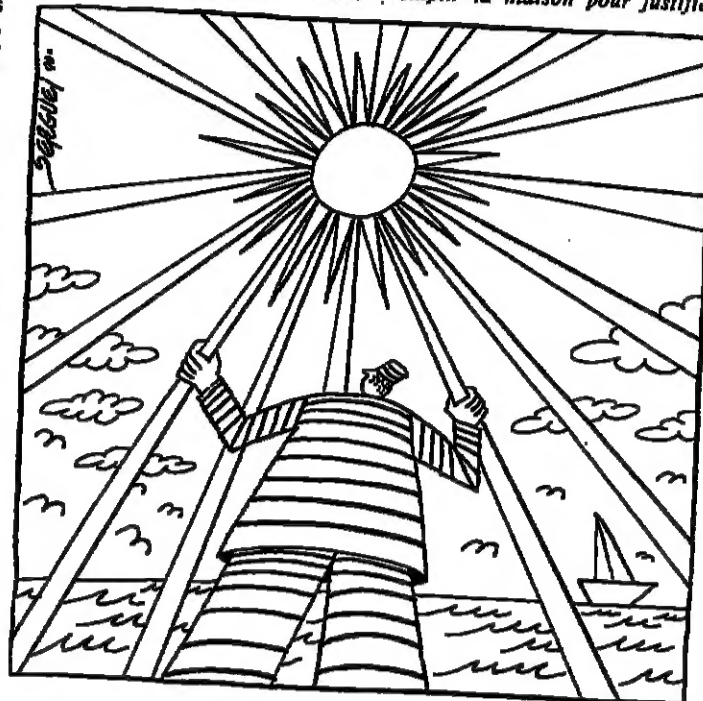
Lorsqu'il évoque l'« immobilisme » du monde carcéral, Franck explose : « J'ai une petite éducation politique. Et je suis de gauche. Alors, sous Giscard, je compréhends tout ça, mais maintenant on est quand même sous un gouvernement socialiste, non ? Entre 1980 et 1986, j'ai vu la prison évoluer. Quand je suis sorti, j'ai compris que ce n'était rien à côté de l'extérieur. Qu'on fasse bouger les taules avec la société ou alors qu'on nous parle comme dans un roman de science-fiction, et on fera notre vie. »

N. H.

Un mouvement « sans gravité », peut-être, comme l'affirme M. Jean Maliszewski, le chef de détention. Mais y a-t-il quelque chose de grave à Rouen ? Quelque chose d'autre que ce mouvement perpétuel des entrées et des sorties de détenus, quelque chose de plus ou de moins que ces portes et ces clefs, métronomes intérieurs du temps qui passe.

## Trois mondes étanches

La surpopulation ? Avec 622 prisonniers pour 663 places, elle n'est pas à l'ordre du jour. « On est monté jusqu'à 950 gars en 1988, rappelle un surveillant, mais c'était l'époque où ils avaient besoin de remplir la maison pour justifier



liés de leurs aînés pour éviter les mauvais exemples. Trois mondes étanches qui, au hasard d'un cri entre deux fenêtres, communiquent parfois. Histoire de désobéir, d'enfermer une règle parmi tant d'autres. « Et qu'on ne nous parle pas de la chaleur pour expliquer ce qu'on fait sur les toits, martèle Pétrot. Si on ne grimpe pas l'hiver, c'est parce que la pluie et le verglas les rendent glissants. »

Depuis la généralisation des parloirs sans byzantinisme, la drogue circule de plus en plus parmi les détenus. Il y a quelques jours, l'un d'eux s'est fait surprendre lors de la fouille à corps avant le retour en cellule. Comme toujours en pareil cas, il a été envoyé au quartier disciplinaire.

NATHANIEL HERZBERG

## Des peines de plus en plus lourdes

La justice française est de plus en plus sévère, tous les indicateurs le confirment. Plusieurs rapports du Conseil de l'Europe ont souligné son recours trop systématique à la détention provisoire.

Et même si le pourcentage de prévenus sur l'ensemble de la population carcérale métropolitaine a baissé, passant de 52 % en 1984 à 45 % en 1990, la France conserve en ce domaine le record d'Europe : près de vingt mille détenus en attente de jugement au 1<sup>er</sup> janvier 1990. D'ailleurs, cette baisse s'explique davantage par une augmentation du nombre de condamnés (dix-huit mille en 1984, vingt-trois mille mille en 1989 avec un pic à vingt-huit mille neuf cent trente-deux en 1988) que par un usage plus restreint de la détention provisoire.

Mais le phénomène qui préoccupe aujourd'hui le ministère de la justice est l'allongement du temps d'emprisonnement. En quinze ans, la durée moyenne de détention est passée de 4,3 mois à 7 mois. Une augmentation particulièrement sensible au cours de ces six dernières années puisqu'en 1983, la durée moyenne n'était encore que de 5,1 mois.

Cette évolution apparaît encore plus spectaculaire lorsque l'on observe les longues peines. En 1974, 22,7 % des condamnés étaient pour au moins cinq ans d'emprisonnement. Ils sont aujourd'hui 34,7 % dans ce cas. Dans le même temps, le taux de condamnés à des peines de trois à cinq ans d'emprisonnement est passé de 7,9 % à 12,3 %.

## EN BREF

□ Trafic d'armes libanaises : un deuxième gendarme inculpé. – Le gendarme mobile de l'escadron de Dijon Gilles Bouvier a été inculpé le 11 août d'infraction à la législation sur les armes par le juge marcelais, M. Patrick Ardidi, chargé de l'affaire du trafic d'armes libanaises. Il a été écroué à la prison des Baumettes. Un débat contradictoire sur sa mise en détention devait avoir lieu mardi 14 août. Gilles Bouvier est le vingt-quatrième inculpé dans cette affaire et le deuxième militaire.

□ Des maires interdisent l'affichage de publicités pour les messageries roses. – Plusieurs maires de tendances politiques différentes –

de l'UDF au PC – ont pris récemment des arrêtés interdisant la pose d'affiches relatives aux messageries roses sur le territoire de leur commune, à la demande de la Fédération des familles de France.

Ainsi, dans le Val-de-Marne, les maires du Perreux (qui n'est autre que le président de l'Association des maires de France, M. Michel Giraud), de Villejuif, de Vitry-sur-Seine, de Hay-les-Roses, de Nogent-sur-Marne, etc., y ont répondu favorablement. De son côté, en début d'été, la Fédération nationale de l'industrie hôtelière avait recommandé à ses adhérents de refuser le placardage de ces affiches sur les vitrines des cafés, des restaurants et des hôtels.

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous proposez une équipe de Traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 – 45-78-75-80 – 45-09-02-72  
B.P. 225.07 – 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut Britannique de Paris

## TOXICOMANIE

Nouvelles violences et arrestations en Grande-Bretagne

## Alcool, drogue et musique le cocktail des « acid parties » clandestines

De nouveaux incidents ont opposé, samedi 11 août à Carlisle, dans le nord de l'Angleterre, de jeunes toxicomanes qui participaient à une « acid party » à la police locale. Jets de pierres et de bouteilles, pillage de magasins : cinq policiers ont été blessés, vingt-cinq adolescents ont été arrêtés.

LONDRES

de notre correspondant  
« Acidité ! » Chaque week-end, ce cri de ralliement retentit en Grande-Bretagne lors des « acid parties », ces soirées dansantes illégales – à base de musique et d'amphétamines – organisées clandestinement dans des hangars-entrepôts de banlieue aussi bien que de communes rurales.

Elles donnent lieu à de véritables batailles rangées. Outre les bagarres de Carlisle le 11 août, des affrontements avaient déjà opposé des centaines de jeunes à la police, le 28 juillet à Leeds (Yorkshire), dans le nord de l'Angleterre, et huit cents personnes avaient été arrêtées. L'ampleur de ce nouveau phénomène, cocktail de musique, d'alcool, de drogue et de violence, en vogue depuis deux ans environ, inquiète de plus en plus sérieusement les familles et les autorités.

« Can you feel it ? » (« est-ce que vous sentez l'effet ? »), hurle le disc-jockey. « Yeees », brillent en écho quelques cinq cents danseurs couverts de casquettes de base-ball, habillés de maillots de corps et de shorts. La piste de danse est bondée et surchauffée dans ce garage de Reigate (Surrey), un faubourg de Londres, qui accueille ce soir une cérémonie typiquement « acid house » : pour 5 livres (50 francs) l'entrée, la bière (la Lager, celle de la classe moyenne) et la vodka coulent à flots. Dans un halo de lumières psychédéliques, un cordon de « gorilles » lous à une agence privée de sécurité, flanqués de trois chiens, contrôle la foule en transe.

## Un aphrodisiaque chimique

« Les invitations se font de bouche à oreille, dans les pubs, dit l'organisateur qui préfère garder l'anonymat. On se donne rendez-vous sur différentes aires de parking de l'autoroute M25. Là seulement les initiés découvrent l'endroit où se tiendra la party. » Avec son costume de flanelle et son téléphone portable, il pourrait passer pour un homme d'affaires de la City.

Musique de choc, sono tonitruante, alcool en abondance, le tout accompagné de quelques cachets d'amphétamines, le cocktail dégénère forcément. « Le mot acid n'a rien à voir avec le LSD, mais il est lié à la musique », se défend l'organisateur-businessman. Le mouvement musical House music (référence aux warehouses, ainsi que l'on désigne en anglais les entrepôts des banlieues noires de Chicago, où elle est née) vante pourtant les qualités d'une drogue : l'ecstasy, à base d'acide. Les dealers de cet aphrodisiaque chimique, moins cher que la cocaïne, ont découvert dans ces houses parties des débouchés juteux. Pour 20 livres, cette « pilule d'amour » est censée stimuler l'activité sexuelle.

Suicides de teenagers, rixes entre policiers anti-émeutes et jeunes armés de battes de base-ball, tapage nocturne, drogue, alcool... En octobre 1989, ces soirées qui excitent la presse populaire en Angleterre ont entraîné une réaction du Parlement. Depuis, une nouvelle réglementation permet aux autorités de poursuivre les promoteurs des acid parties. Les peines prévues sont de six mois d'emprisonnement et de 20 000 livres (200 000 francs) d'amende.

Pour le gouvernement conservateur de M<sup>re</sup> Thatcher, les responsables de telles soirées mettent en danger la vie des participants, en majorité des adolescents. Mais cette chasse aux house parties commence à inquiéter les professionnels de la musique à Soho, le quartier londonien du microsilicon, et les milieux les plus libéraux.

« Pour la police, c'est une perte de temps et de ressources. La consommation de stupéfiants est très limitée », estime Jeremy Taylor, organisateur de concerts, qui préconise l'introduction d'un système de licence. « Cela faisait longtemps qu'il ne se passait plus rien à Londres. Grâce à la house music, une certaine jeunesse revit. Ce n'est pas une sous-culture, comme les mods ou les punks. Elle touche un peu tous les jeunes », réchérit Steve Strange, l'animateur vedette du Double-Bass d'Earls Court, un club « acid » où on ne peut plus respectable, puisqu'il compte parmi ses clients, les frères Bros, George Michael et l'acteur Mickey Rourke. (Infirm.)

## REPÈRES

ASTRONOMIE  
Un premier cliché  
scientifiquement  
intéressant de Hubble

Un défaut de fabrication de son miroir le rend très « myope » par rapport aux performances espérées, le télescope spatial Hubble n'en garde pas moins, si l'on en croit la NASA, une vue nettement plus perçante que les télescopes terrestres.

Une photographie prise par Hubble le 3 août dernier, lors d'une série de tests, a été présentée lundi 13 août à Washington. Il s'agit d'un amas d'étoiles « jeunes » (environ 150 000 ans) de la constellation de la Dorade, dans le nuage de Magellan. Bien que la qualité du cliché ait été nettement améliorée grâce à un traitement par ordinateur, chaque étoile est entourée d'un halo dû au défaut du miroir. Elle permet cependant de discerner au moins une soixantaine d'étoiles là où, d'après les images des télescopes terrestres, on n'en distinguait que 27 – (LPI.)

MÉDECINE  
Une première  
aux Etats-Unis  
dans la lutte  
contre la leucémie

Pour la première fois aux Etats-Unis, une transfusion de sang de cordon ombilical a été effectuée, lundi 13 août, sur un petit garçon de quatre ans, Michael Sancio, atteint d'une forme rare et mortelle de leucémie, a-t-on appris auprès

du centre hospitalier Johns-Hopkins de Baltimore (Maryland). Le sang transfusé provenait de la sœur du petit garçon et avait été prélevé à sa naissance, le 1<sup>er</sup> mai dernier.

Les cellules transfusées devaient intégrer la moelle osseuse et commencer à former de nouvelles cellules de moelle dans trente jours, selon l'équipe médicale. Etant donné la gravité de l'atteinte du jeune malade, les médecins n'avaient pas pu attendre que sa sœur atteigne l'âge minimum de six mois pour effectuer une éventuelle greffe de moelle osseuse. Ce type de transfusion de sang de cordon ombilical a été effectué pour la première fois en France à l'hôpital Saint-Louis en septembre 1988, mais pour lutter contre une autre affection sanguine, la maladie de Fanconi. – (AFP.)

TAUROMACHIE  
Le matador Julio Robles  
grièvement blessé

La deuxième passe de cape a été fatale au matador castillan Julio Robles, lundi 13 juillet, lors de la troisième journée de la Feria de Béziers (Hérault). Soulevé par son taureau, un andalou de la ganadería de Caetano Munoz, le torero espagnol a violemment percuté contre les barrières, avant d'être repris une seconde fois au sol par l'animal, une bête de près de 600 kilos.

Julio Robles souffre d'une tétérplégie due à une lésion du rachis cervical bas. Les médecins « réservent leur pronostic ». Cet accident est le plus grave dans les arènes françaises depuis celui qui est survenu le 10 septembre 1989 en Arles au matador français Christian Montcouquiol, dit Nîmène II, lors de son affrontement avec un mura.



## CINÉMA

## L'héritage d'un pionnier

Le Festival de Locarno a rendu hommage à Lev Koulechov, cinéaste visionnaire

## LOCARNO

## de notre envoyé spécial

Longtemps, notre connaissance du cinéma soviétique passa par la trinité géniale mais laïque et oblique d'Eisenstein, Poudovkine et Dovjenko. La pensée radicale de mai 68 réhabilita Vertov, son cinéaste et ses documentaires révolutionnaires. Les cinéastes les plus curieux gardèrent une tendresse particulière pour les comédies vives et défilées de Boris Barnet.

D'autres se penchèrent sur les théories de l'acteur excentrique chères à Kozintsev. Koulechov, lui, offrait une image plus floue, comme si son fameux « effet » – le même plan du visage d'un comédien répété trois fois dans un montage différent produisant un « effet » distinct – avait occulté la complexité de l'homme et de son œuvre. Mais Koulechov, c'est bien plus que cela, comme vient de le démontrer une rétrospective exhaustive organisée par le Festival de Locarno, accompagnée d'une exposition et de la publication d'un ouvrage remarquablement documenté.

Deux chefs-d'œuvre de Koulechov, les *Extraordinaires Aventures de Mister West au pays des Bolcheviks* et *Dura Lex*, sont des classiques de cinématographie. Ses écrits ont été publiés en anglais et en français, des études très poussées ont paru dans plusieurs revues et les Rencontres de Quimper l'ont déjà honoré en 1988. Mais Locarno va plus loin et François Albers, le responsable de cette manifestation, a visé juste en intitulant « Koulechov et les siens » car on a pu mesurer, en appréciant le travail de ses disciples, le rayonnement du maître.

## Étonnement précoce

Étonnement précoce (mais tout le jeune cinéma russe est peuplé de créateurs en herbe), Koulechov établit tout d'abord un pont entre les cinémas tsariste et soviétique. Dès l'âge de dix-huit ans, il signe les décors du plus grand réalisateur pré-révolutionnaire, Evgeni Bauer, tout en interprétant pour lui des rôles d'artiste ou de poète. Formé dans une école de peinture, il publie son premier article théorique en 1917.

A dix-neuf ans, il réalise un premier film, *Le Projet de l'ingénieur Prié*. Il devient un maître du montage, part pour le front tourner des films d'actualité et réunit autour de lui, pour former son « atelier », un groupe de jeunes gens, dont Alexandra Khokhlova, rencontrée le 1<sup>er</sup> mai 1920 et qui partagera sa vie pendant cinquante ans. Comédienne exceptionnelle, maigre comme un clou (son allure évoque celle de Shelley Duvall), avec de grands yeux profonds, animée d'un mouvement perpétuel, elle interprète presque tous les films de son compagne.

Il a quasiment formé tous les acteurs qui comptèrent dans le cinéma soviétique des années 20. Devant la caméra, il leur disait de ne pas jouer, de garder leur personnalité, ce qui créait la différence par rapport au travail théâtral et évitait le cabotage. Le comédien « devra rester lui-même dans son allure, le livrer, le montrer, le son, les lumières feront le reste ».

Mais il y a loin, chez cet homme profétique, de la théorie à la pratique. Réalisateur révolutionnaire, il est néanmoins fasciné par le cinéma américain où il admire l'intensification croissante de l'action, la rigueur de la psychologie, l'importance du mouvement. Koulechov est tourné vers le nouveau monde où il puise ses sujets : les *Extraordinaires Aventures de Mister West au pays des bolcheviks* (1924) est une satire époustouflante proche de Mack Sennett, interprétée par Poudovkine et Barnet, où un Américain riche et benêt, visitant Moscou, s'attend à voir des coutures entre les dents des Soviétiques, ce qui lui vaudra d'être rattrapé par des filous, trop heureux de lui projeter l'image qu'il attend d'eux. *Dura Lex* (1925), adapté d'une nouvelle de Jack London, est une tragédie épique, où s'affrontent dans le Grand Nord canadien un couple de chercheurs d'or et leur prisonnier accusé de meurtre, qui ils devront juger.

Walter Benjamin en visite à Moscou y verra « un film anarchiste et hostile à l'idée même de loi ». *Horizon* (1932) oppose la condition des juifs dans la Russie tsariste, aux États-Unis et en Union soviétique. *Le Grand Consolateur*, enfin, inspiré d'une nouvelle de O'Henry, est sans doute l'œuvre la plus expérimentale de Koulechov, alors que s'ins-

taille le réalisme socialiste. Un écrivain dans une prison imagine les aventures d'un détenu et son récit exalte une vendeuse d'un magasin de mode. Koulechov alterne la réalité, l'imaginaire et le point de vue du public en une mise en abyme fascinante. Dans *le Rayon de la mort* (1935), en revanche, il flirte avec la politique-fiction dans un esprit proche de Feuillade et de Fritz Lang.

Ses préoccupations, on le voit, l'éloignent du courant dominant en URSS. Ouvert sur l'étranger, expérimentateur de formes, mais conteur avant tout, il est moins auteur que metteur en scène. Il est éclectique, inégal et se remet tou-

chov est étouffé après l'échec public du *Grand Consolateur*. Pendant un temps, il s'humilie : « Nous savons que ce qu'il y a de meilleur en nous, nous le devons au parti (...). J'exige que mes camarades, l'Union, les organisations du parti, m'aident à me restructurer » (1934).

## Réduit au silence

Dès lors, il ne tourne plus que des films de pure commande comme *les Sibériens* (1940), où deux enfants d'un kolkhoze de la taïga partent à la recherche de la pipe de Staline remise par le « père



« Les Extraordinaires Aventures de Mister West au pays des Bolcheviks »

## MUSIQUE

## Le veilleur de Saint-Bertrand

Pierre Lacroix et l'orgue qui fait chanter le Comminges

## SAINT-BERTRAND-DÉCOMMINGES

## de notre envoyé spécial

Avec les festivals, la musique a repris les chemins des pèlerinages, retrouvés les lieux vers lesquels marchaient nos aïeux. Qu'est-ce qui pourrait attirer de nos jours les mélomanes vers la haute vallée de la Garonne, s'il n'y avait, perchée sur son rocher, la cathédrale de Saint-Bertrand-de-Comminges, édifice fantastique dans ce calme décor prépyrénaïque ?

Mais la splendeur architecturale, qui a réuni les trésors du roman (ou d'Aix ou d'Aries), du gothique en voûtes lancées vers le ciel et de la Renaissance italienne (dans les intarissables sculptures imagées du jubé et des stalles), autour du tombeau d'un grand saint pacifique, n'est pas la première raison de l'engouement des musiciens.

C'est avant tout la présence d'un orgue prodigieux, d'un des plus beaux buffets que l'on puisse imaginer, construit au milieu du seizième siècle, dans le même style que le chœur des chanoines. Une ruhe gigantesque, soutenue par de fines colonnes, repliée en accordéon dans une encoignure romane, avec deux cents tuyaux sur trois étages, dominés par des clochetons et lanternons, au-dessus de scènes sculptées des travaux d'Hercule... Une « montre » sans doute unique au monde.

Ce géant enroulé par les siècles, Paul Guillois d'abord et surtout Pierre Lacroix n'ont eu de cesse de lui rendre une voix digne de ses magnifiques boiseries. Avec un artisan de premier ordre, J. P. Swiderski, Pierre Lacroix a reconstitué un instrument classique à la française, et ce grand seize pieds de quarante jeux est une réussite. On ne se lasse pas d'admirer la splendeur du plein-jeu, miroitant de mille couleurs détaillées et mixées à la fois, la saveur de chaque tuyau, le relief des plans sonores, la richesse des fonds, tout cela se déployant à l'aise dans un vaste

espace sonore d'une réverbération idéale.

Ce grand personnage est devenu le pivot autour duquel s'organisent, non seulement le Festival du Comminges (créé il y a quinze ans), mais aussi l'Académie qui, depuis 1977, réunit autour d'André Stricker et Michel Chapuis des jeunes gens de tous pays. Et c'est un spectacle pittoresque de voir ces derniers groupés sur le jubé, auxquels le professeur s'adresse depuis la console de l'orgue, comme un prédicateur médiéval du haut de sa chaire !

Académie d'excellent niveau comme on a pu le constater lors du concert donné par vingt étudiants, enchâssant des pièces de Grigny, Clémambault, Dumas, Couperin, etc., avec une audace et un brio conquérants, malgré parfois un certain schématisme du phrasé, particulièrement délicat dans la musique classique française.

Ce ne sont pas moins de quarante stagiaires qui viennent chaque année à Saint-Bertrand, soit pour l'orgue, soit pour le chant (avec Denise Duplex et Marie-Claude Vallin), soit encore pour la musicologie (avec Jean Saint-Arroman et André Lambin).

## Une association dynamique

Après les élèves, le maître : Michel Chapuis faisait étinceler son orgue dans des pages de Tite-Louze, Roberday, Frescobaldi, Boëly, mais on était surtout ému par les huit versets de Samuel Scheidt (né cent ans avant Bach) sur le choral *Pourquoi les tourmentes-là, mon âme ?* si grave, priant, marchant du pas assuré des

## BIBLIOGRAPHIE

## Furtwangler ou Karajan ?

Timbalier, Werner Tharichen faisait face aux chefs d'orchestre qui dirigeaient l'Orchestre philharmonique de Berlin. De sa place, il était le seul musicien à voir tous ses collègues. Il ne voyait que leur dos, certes, mais un dos qui se courbe, des épaules qui se haussent, une tête qui dodeline, « parlent » beaucoup. Toujours est-il, qu'en plus de son rôle de timbalier, ce musicien était délégué de l'Orchestre philharmonique de Berlin, un poste particulièrement important, car cette formation est souveraine, maître de ses choix, de ses décisions, jalouse même de privilèges dont elle a tiré bénéfice en un siècle qui a vu défiler à sa tête, tous nommés par elle, Hans von Bulow, Arthur Nikisch, Wilhelm Furtwangler, Sergiu Celibidache (pour un court intermède au lendemain de la dernière guerre), Herbert von Karajan et Claudio Abbado (dont il n'est pas question ici, puisque ce livre a été

publié pour la première fois, en Suisse, en 1987, deux ans avant la mort de Karajan).

Werner Tharichen raconte donc quelques pages de la vie de l'orchestre, explique les différences musicales et humaines qui séparaient Furtwangler de Karajan et, sans flâner le ton, dresse un portrait finement effrayable du plus jeune. Un portrait en creux. On ne trouve aucun regard dans ce petit essai, aucune révélation fracassante sur les raisons de la fameuse brouille de 1983 (provoquée par la détermination de Karajan à imposer une musicienne quand il n'en avait pas le pouvoir), mais des aveux, des regrets pour un âge d'or musical perdu dont les musiciens rêvent, et que la gloire internationale, les films, les disques, l'argent gagné grâce au génie de manager de Karajan n'ont pu remplacer. Il semble que ce soit l'ambition même de ce dictateur de poche qui l'a empêché d'être res-

## Paysages et surprises du TGV

A Cloussat, on craint les pots cassés

Lorsqu'on traverse Lyon en TGV, les voies longent un quartier d'affaires marqué par une de ces monomanies dont les architectures régionales sont naturellement friandes. Jadis, pour la même région, si riche d'inventions urbaines, architecturales, voire techniques (comme la construction en terre), on aurait parié de *caractère*, voire de *typologie*. Aujourd'hui, seul le terme de manie convient effectivement pour cet usage immodéré et systématique de la fenêtre carrée. Des centaines, des milliers de fenêtres carrées, comme si la ville avait été construite d'épouser un formidable stock de ce genre de menuiseries métalliques.

L'une des vertus du TGV est ainsi de révéler de nouveaux paysages, ici désolants, ailleurs magnifiques, souvent sauvages. Pour ces paysages, des familles ont été expropriées. Ce sont les mieux loties. D'autres, à quelques dizaines de mètres des voies, se sont retrouvées avec ces splendides maisons qu'on admire des fenêtres du train, quelquefois des châteaux définitivement invivables. Utilité publique...

Cloussat est aujourd'hui dans la tourmente du TGV. Comme Mirmande, sa voisine médiévale et classée, où Régis Debray vient d'acquiescer une résidence secondaire, après Haroun Tazieff qui y avait son métier de maire. Tazieff ? On se disait instinctivement que ça protégeait d'éventuels incidents mécaniques à Cruas, ou dans une des ces centrales qui égrènent leurs tours blanches tout au long de la vallée du Rhône. Mais comment un volcanologue, spécialiste des accidents de la nature, pourrait-il protéger d'un danger si peu imprévisible qu'il fait l'objet de marchandages ? Le TGV empoisonne donc tout. L'atmosphère, les conversations et même le sens commun, qui après la malheureuse entrée en lice de François Mitterrand le 14 juillet à propos des vignobles de la Drôme, est devenu

bon gré mal gré pour les habitants le maître d'ouvrage et l'arbitre suprême de chaque expropriation.

Les dernières déclarations de Michel Delebarre, le ministre de l'équipement n'ont pas vraiment calmé l'atmosphère. Selon l'expression d'un Cloussatien, caractéristique de l'état d'esprit général, tout « reste à la merci d'un caprice présidentiel ». Plus prosaïque, un autre fait le compte des voix socialistes et lepnistes dans la petite ville proche de Loriol, y voyant une raison de limiter les caprices...

Mais Cloussat (la « colline lumineuse » ou bien la « pente brûlée », selon l'optimisme de l'étymologie), qui a fêté son millénaire il y a trente ans déjà, et dont le château fut alternativement peuplé de moines et de brigands prompts à descendre dans la vallée rançonner pour les voyageurs, s'est acquis une sagesse et n'a plus trop la foi pour arrêter les TGV. Cette année, comme tous les deux ans, le village prépare son marché national de la poterie d'art. Un festival plutôt qu'un marché, car les potiers présents sont soigneusement sélectionnés. Comme cela fait mille ans aussi que les villageois tournent ici la glaise, ils assument le plus correctement du monde leur statut de leader dans la production « babacool ». Et puis les arts et traditions populaires ont donné leurs lettres de noblesse à cette production chère et chaude, et même les Arts décoratifs. Ainsi, c'est François Mathey qui a longtemps été l'âme du musée parisien, qui préface l'exposition François Lachaux : un merveilleux rêveur de jeunes femmes en terre, qui forme le clou de des trois journées cloussatiennes.

FREDERIC EDELMANN

► Cloussat (Drôme), du 14 au 16 août.

le doit en premier lieu à Pierre Lacroix, soutenu par une association dynamique qui a été capable, entre autres, de prendre à sa charge la majorité des dépenses exigées par la reconstruction de l'orgue. L'amour de l'art cheville au corps, il veille sur le festival, ses finances (60 % de recettes propres) et son instrument, les défend contre toute atteinte, comme ces travaux de restauration malhabiles qui, récemment, mettaient en danger la conservation de l'orgue et l'acoustique de la cathédrale.

En bon chef d'entreprise, il fait flèche de tout bois pour maintenir le cap de son rêve, telle la création, il y a deux ans, d'une revue remarquable (!) qui rassemble, outre des études très aigües sur les différents aspects de la vie sociale et culturelle du Comminges, des articles d'intérêt général comme, dans le dernier numéro (été 1990), un texte sur « Charles de Gaulle et la musique », véritable scoop sur un sujet inconnu !

On ne saurait enfin oublier que le Festival a passé chaque année des commandes à des compositeurs tels que Langlais, Sauguet, Guillois, Darasse (cette année, Adrienne Clostre et Jean-Pierre Marty) et a réalisé de nombreux disques, dont quinze à l'orgue de Saint-Bertrand, diffusés depuis 1981 à quelque quarante mille exemplaires.

JACQUES LONCHAMPT

(1) Cahiers des Arts et de la Musique, trimestriel. Association du Festival du Comminges, 31260 Mazères-sur-Salaz. Subventionné par le conseil général et le conseil régional, le Festival est financé, depuis 1987, par la Fondation France-Télécom.

► Prochains concerts : oration de la Reine de Saba, d'A. Clostre (le 15 août), Hesperion XX (le 17), Maria Tipo (le 19), Guillermette Laurens, Jay Bernefeld et Stijn Sampe (le 21), J.-P. Brosse (le 24), Daniel Roth (le 8 septembre).

هكذا من زلزل



Paysages et surprises du TGV

## LETTRES

Emotion en Italie

### Un carnet inédit de Cesare Pavese révèle ses sympathies pour Mussolini

La personnalité posthume d'un homme de lettres présente fréquemment deux faces cachées, partiellement ou totalement : sa vie érotique et ses engagements politiques. Existant la curiosité de ses lecteurs et, plus largement, du public, ces secrets donnent du travail et de la matière aux futurs biographes.

Figure justement célèbre de la littérature italienne de ce siècle, Cesare Pavese, qui se suicida à Turin le 26 août 1950, n'échappe pas à cette règle. Si le premier aspect nous est connu, grâce en particulier à Dominique Fernandez qui analysa dans l'*Espresso* de Pavese (Grasset, 1987) cette longue et douloureuse impuissance que fut l'existence amoureuse de l'écrivain, le second visage restait partiellement voilé, ou déformé.

Un mince carnet de dix-neuf pages, découvert peu après la mort de Pavese dans les archives de la famille mais resté jusqu'à ce jour inédit, notamment sur le conseil d'Italo Calvino, est, à cet égard, révélateur. La *Stampa* vient d'en divulguer la teneur. On sait que l'écrivain, qui appartenait à la génération néoréaliste et n'avait pas caché sa sympathie pour le marxisme, adhéra, en 1945, au Parti communiste sans pour autant partager toutes ses options idéologiques en matière culturelle. On sait également qu'une santé précaire le tint à l'écart de la lutte politique durant les années de guerre.

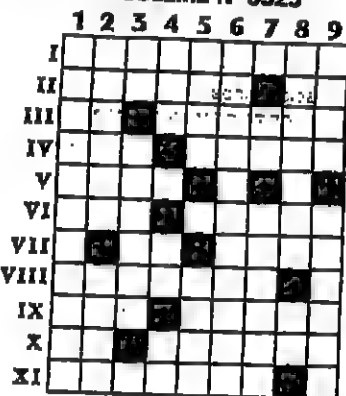
Durant de cette sombre période, les pages de ce carnet sont pour le moins gênantes. Critiquant ses amis antifascistes — ils « savent tout, ils dominent tout, mais quand ils discutent, ils ne savent que se disputer » — et les intellectuels — « lâches, dispu-teux, vaniteux » — Pavese appelle de ses vœux un « retour à l'Etat, aux personnalités politiques, supérieures à celles de la culture » et voit dans la guerre une dimension « épique ». « Est-il vrai que Mussolini a toujours raison ? quand on réusait, on a tous jours raison », affirme-t-il notamment, avant de dire son admiration pour les Allemands : « Les travailleurs l'ont emporté sur les intellectuels. Au Moyen Age, ils ont dominé par la chevalerie, aujourd'hui, ils dominent par le travail — malgré la littérature dont la France nous inonde ». Mieux, il compare « toutes ces histoires d'atrocités nazies qui font peur aux bourgeois » à la Révolution française pour conclure, sentencieux : « L'histoire ne met pas de gants de valeurs ».

M. Giancarlo Pajetta, leader historique du PCI, qui ne cache pas sa déception et traite Pavese de « déserteur », fait néanmoins remarquer que l'écrivain ne mena pas un double jeu et ne dénonça personne.

PATRICK KÉCHICHIAN

## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6325



HORIZONTALEMENT

I. Dirige une « exploitation ». — II. Est susceptible de faire doublement saut. On ne peut guère y mettre plus que les pieds et les mains. III. Est récompensé de ses efforts. Quitte plus d'une fois le rivage. — IV. Tel qu'il lui manque assurément quelque chose. Qui ne saurait faciliter la tâche de celui qui doit trancher. — V. Peuvent être faits avec des pèches. — VI. Ancien moteur à explosion. Fini par manque d'inspiration. — VII. A donné de la suite. — VIII. Il n'y a rien de surprenant à ce qu'elle se fasse remettre à sa place. — IX. Mêlée à la

force. Bien placée pour prouver qu'il y a des limites. — X. A donné mis fin à une longue attente. Visible sur la place Saint-Marc. — XI. N'est donc pas sans matière grasse.

VERTICALEMENT

I. Il leur est possible de mettre fin à la mauvaise forme. — 2. Est capable de faire du mal à une mouche. Essaim ou fourmillement. — 3. Rasta froid. Pas assez pour qu'il y ait foule. — 4. Est souvent observé sous la manteau. OÙ ceux qui ont cherché ont fini par trouver. A beaucoup tapé. — 5. Bête noire. Proche de celui qui a décidé de remonter la pente. — 6. De quoi se demander quelle mouche nous a piqué. — 7. Possessif. Entraîne maintes disparitions. — 8. Une famille dans laquelle on a l'habitude de grogner. Négation. — 9. Se dirigeant parfois vers une étoile. Ne manquent pas de sel.

Solution du problème n° 5324

Horizontalement

I. Méronome. — II. Utricules. — III. Raïde. In. IV. Elèves. — V. Semelles. — VI. Osée. — VII. Eon. Gogo. — VIII. Obier. — IX. Inca. Nées. — X. Lait. Ré. — XI. Scellées.

Verticalement

1. Mörseries. — 2. Etale. — 3. Tri. Monocle. — 4. Rides. Baal. — 5. Ocella. — 6. Nu. Élégante. — 7. Olive. Oré. — 8. Mènes. Ers. — 9. Es. Bossa.

GUY BROUTY

### JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du mardi 14 août :

#### UN DÉCRET

— n° 90-726 du 9 août 1990 pris en application de l'article 30-1 de la loi n° 80-10 du 10 janvier 1980 portant aménagement de la fiscalité directe locale, instituant un système de paiement mensuel de la taxe d'habitation.

## Le Monde

Édité par le SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Directeur de la rédaction : Daniel Vernet  
Administrateurs délégués : Antoine Griset, Nelly Pierret  
Rédacteurs en chef : Bruno Frappet, Jacques Amahric, Jean-Marie Colombini, Philippe Herremann, Robert Solé

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE, 75501 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-85-25-25  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99 ; Telex 206 806 F

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY, 94862 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10 ; Telex 261311 F MONDSIR

## AGENDA

### RADIO-TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◻ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

### Mardi 14 août

#### TF 1

20.30 Cinéma : Liste noire. ■ Film français d'Alain Bonnot (1984). Avec Annie Girardot, François Marthouret, Paul Crauchet.  
22.05 Documentaire : Histoires naturelles.  
23.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.  
23.55 Journal, Météo et Bourse.

#### A 2

20.40 Cinéma : Gandhi. ■ Film britannique de Richard Attenborough (1982).  
22.40 Journal et météo.  
23.55 Cinéma : Commando. ■ Film américain de Mark L. Lester (1985).

#### FR 3

20.35 Téléfilm : La cousine Bette. D'Yves-André Hubert, d'après Balzac.  
22.35 Journal et Météo.  
23.00 Documentaire : Histoires naturelles de la sexualité. D'André Langenay et Gérard Calderon.  
23.45 Musique : Carnet de notes.

#### CANAL PLUS

20.30 Cinéma : Une chance pas croyable. ■ Film américain d'Arthur Hiller (1987).

#### LA 5

22.05 Flash d'informations.  
22.10 Cinéma : Assistance à femme en danger. ■ Film américain de Jerry London (1988).  
23.45 Cinéma : L'ouragan. ■ Film américain de Jan Troell (1979).  
1.40 Cinéma : La main à couper. ■ Film français d'Étienne Perrier (1974). Avec Lea Massari, Michel Bouquet, Bernard Blier.

#### LA 5

20.35 Téléfilm : Recherche comédiennes déshabillées. De John Bowens, avec Troy Donahue.  
22.15 Magazine : Ciné Cinq.  
22.35 Cinéma : L'émir préfère les blondes. ◻ Film français d'Alain Payet (1983). Avec Roger Carat, Paul Préboist, Kasia Tchenkova.  
0.10 Journal de minuit.  
0.20 Rediffusions.

#### M 6

20.35 Téléfilm : Le chemin du bonheur. De James Goldstone.  
22.10 Série : La malédiction du loup-garou.  
22.35 Cinéma : Marche pas sur mes lacets. ◻ Film français de Max Pécos (1977). Avec

Sylvain Green, Jean-Marc Longval.  
0.15 Six minutes d'informations.

#### LA SEPT

21.00 Documentaire : Hôtels, the story.  
22.00 Documentaire : La mer en mémoire.  
22.30 Magazine : Imagine.  
23.00 Documentaire : Histoire parallèle.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 A la fraîche.  
21.30 Concert (en direct du Festival de La Roque-d'Anthérol) : Sonate pour piano n° 15 en ré majeur op. 28, Sonate pour piano n° 31 en la bémol majeur op. 110, Sonate pour piano n° 12 en la bémol majeur op. 26, Sonate pour piano n° 23 en fa mineur op. 57, de Beethoven, par Jean-François Heisser, piano.  
23.07 Nuits chaudes. Lune de miel...  
0.58 Les vagues de l'été.

#### FRANCE-CULTURE

20.50 Le roman du Rhin.  
21.05 Rencontre des écrivains à Montréal.  
22.05 Du ça dans le pastis. Hugues Dufourt, compositeur.  
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'âne.  
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile. Deux acrobates du piano : Cecil Taylor, Martial Solal.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Nuits bleues.

### Mercredi 15 août

#### TF 1

14.20 Cinéma : Rio Bravo. ■■ Film américain de Howard Hawks (1958).  
16.35 Club Dorothea Joyce.  
18.55 Tiercé à Deauville.  
17.05 Série : Chaps.  
17.50 Série : Hawaii, police d'Etat.  
18.40 Jeu : Une famille en or.  
19.05 Feuilleton : Santa-Barbara.  
19.55 Journal, Météo, Tapis vert et Loto.  
20.00 Théâtre : Les voisins du dessus. Pièce de Laurence Jyl, avec Martha Mercadier, Pierre Doris, Stéphanie Hillier, Valérie Lemoine.

22.20 Sport : Football. France-Pologne, en direct du Parc des Princes.  
0.00 Feuilleton : Le rire de Cain (5<sup>e</sup> épisode).  
0.55 Faisons la route ensemble.  
1.00 Journal et Météo.

#### A 2

14.05 Magazine : Été show. Présenté par Michel Le-Rosa, en Espagne.  
14.10 Série : Larry et Baldi.  
14.35 Magazine : Été show (suite). Invité : Herbert Léonard.  
14.40 Téléfilm : Noix de coco. De Marcel Achard, avec Jean Richard, Madeleine Robinson.  
18.15 Magazine : Été show (suite).  
17.35 Jeu : Des chiffres et des lettres. Armand Jammot, animé par Laurent Cabrol.  
18.00 Magazine : Giga. Alf : Les années collège.  
19.05 Série : Mac Gyver.  
20.00 Journal et Météo.  
20.40 Carte blanche à Patrice Leffont. Saint-Tropez : Enfer ou paradis. Avec Pauline Escot, Armand, Philippe Lavé, The Shimas, Phil Barney, Kid Holgado, Patrick Timett.  
22.30 Sport : Athlétisme. Grand Prix de Zurich.  
23.45 Journal et Météo.  
0.00 Magazine : Du côté de chez Fred. L'œuf.

#### FR 3

15.00 Série : Mission casse-cou.  
15.55 Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez.  
16.30 Jeu : Objectif Tintin. Animé par Jacques Cassyran.  
18.00 Feuilleton : Stéfanie gauche.  
18.30 Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.  
19.00 Le 19-20 de l'information.

20.00 De 19.10 à 19.30, le journal de la région.  
20.35 Jeux : La classe.  
20.35 Fauston : Richard Wagner. De Tony Palmer, avec Richard Burton, Vanessa Redgrave (2<sup>e</sup> épisode).  
21.40 Série : Les conteurs. D'André Volzin. Jean-Pierre Chabrol.  
22.15 Journal.  
22.40 Opéra : The Fairy Queen. De Purcell, d'après le Songe d'une nuit d'été de Shakespeare, mise en scène d'Adrien Nohelle, par l'ensemble Les Arts florissants, dir. William Christie.

#### CANAL PLUS

15.00 Portrait : Tant pis pour l'Idaho. Elinor Daho aux Etats-Unis, par Bertrand Fevre.  
15.50 Surprises spéciales. La porte ouverte.  
16.00 Téléfilm : L'étoile filante du rock. De Colin Nix, avec Pancho Russell, Charles Creed Miles.  
17.05 Série : Allô ! Allô ! un autre monde. De David Parer.  
17.55 Cabou cadin.  
En clair jusqu'à 20.30

18.30 Cabou cadin.  
19.20 Top album.  
19.55 Flash d'informations.  
20.30 Sport : Football. Les couilles.  
20.30 Sport : Football. France-Pologne, en direct du Parc des Princes.  
22.40 Flash d'informations.  
22.45 Cinéma : Bunker palace hôtel. ■ Film français d'Enki Bilal (1989). Avec Jean-Louis Trintignant, Carole Bouquet, Benoît Régent.  
0.15 Cinéma : Toi, le venin. ■■ Film français de Robert Hossein (1959). Avec Marina Vlady, Robert Hossein, Odile Versois.

#### LA 5

15.15 Série : Les cinq dernières minutes.  
16.35 Dessins animés.  
18.00 Série : Riptide.  
18.50 Journal Images.  
19.00 Série : La fièvre d'Hawaii.  
19.45 Journal.  
20.30 Drôles de sports.  
20.35 Téléfilm : Police mannequin.  
22.15 Série : Arabesque.

23.05 Spécial Tour de France à la voile.  
23.10 Théâtre : Salut Fernand. Hommage à Fernand Raynaud.  
0.00 Journal de minuit.

#### M 6

14.40 Téléfilm : La voie Jackson. De Gérard Herzog (2<sup>e</sup> partie).  
16.10 Jeu : Match music.  
17.15 Informations : M 6 info.  
17.20 Série : Laredo.  
18.10 Série : Cher oncle Bill.  
18.30 Série : Espion modèle.  
19.30 Série : Dis donc papa.  
19.54 Six minutes d'informations.  
20.00 Série : Madame est servie.  
20.35 Téléfilm : Les prisonniers de la tour.  
22.25 Téléfilm : Pierrot mon ami. De François Leterrier, avec Jacques Duvron, Anne Jousset.  
23.55 Six minutes d'informations.  
0.00 Série : Portraits crachés.  
0.25 Documentaire : Portraits d'artistes. Tinguely.  
0.50 Musique : boulevard des clips.  
2.00 Rediffusions.

#### LA SEPT

14.05 Cours d'Italien (6).  
14.30 Opéra : Giovanna d'Arco. De Verdi.  
16.50 Documentaire : Le reflet de la vie. D'Etienne de Lator.  
17.50 Documentaire : L'autoroute du Reich. De Hartmut Bitomsky.  
19.20 Cinéma d'animation : Images.  
19.30 Documentaire : Chanter pour son bœuf favori. D'Ivo Strecker.  
20.15 Documentaire : Ateliers contemporains. (Georg Baselitz).  
21.00 Feuilleton : L'or du diable (5<sup>e</sup> épisode).  
22.00 Série : C'est notre univers.  
22.30 Documentaire : Les instruments de musique. Oet leur histoire.  
23.00 ► Documentaire : Figures de la foi Bernard de Clairvaux. De Charles Chaboud.

#### FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 30 juillet lors du Festival de Radio-France et de Montpellier) : Sérénade, opéra en trois actes, de Magnard, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier et le chœur de l'Enclot, dir. Jan-Léonard Koenig ; sol. : Françoise Pollet, Hélène Jossoud, René Massis, Jean-Philippe Couris, Richard Trone, Maurice Delaunay.  
23.30 Nuits chaudes. Lune enchantée...  
0.58 Les vagues de l'été.

#### FRANCE-CULTURE

20.00 Le pays d'ici. En Auvergne : les monts du Cézail et les pays coupés.  
20.50 Le roman du Rhin.  
21.02 Rencontres des écrivains à Montréal.  
22.05 Du ça dans le pastis. Frank Horvat, photographe.  
22.15 Le bestiaire enchanté et sans oubli. L'âne et la caillou.  
22.40 Musique : Nocturne. Jazz à la belle étoile.  
0.05 Du jour au lendemain.  
0.50 Musique : Nuits bleues. Blind Willie MacFell. Latin jazz entre Cuba et New-York : L'orchestre du percussionniste Tito Puente et la chanteuse Celia Cruz : L'orchestre cubain Irakere.

### Audience TV du 13 août 1990

HORAIRE	FOYERS AYANT REGARDÉ LA TV (en %)	TF1	A2	FR3	CANAL +	LA 5	M6
19 h 22	37,5	Santa-Barbara 14,0	McGyver 5,8	Actual. rég. 13,0	Top 50 1,0	Févre Havot 1,6	Expion... 1,5
19 h 46	40,5	Roue fortune 16,4	McGyver 9,8	19-20 Infos 9,6	Top 50 0,9	Journal 1,8	Dis donc papa 2,2
20 h 16	49,2	Journal 21,7	Journal 12,0	La classe 6,3	Sonpules 1,0	Journal 3,4	M= est servie 4,0
20 h 55	49,8	Scandales... 16,0	Sauvé la vie... 6,9	J.O. 14,0	Hello... 2,4	Top Gun 7,3	Pas Diou... 3,8
22 h 08	39,0	Scandales... 19,9	Sauvé la vie... 5,6	Sol 3 7,3	Flash 1,3	Le drague 3,8	Malediction 1,9
22 h 44	23,8	Solux les 60 10,7	Disparitions 3,6	Océanographie... 1,7	Corrida 1,3	Le drague 4,9	Joseph 1,8







# Le Monde

## SCIENCES • MEDECINE

### SOS urgences parisiennes

Le conflit entre médecins « urgentistes » et généralistes compromet la mise en place du numéro d'appel unique dans la capitale

LES urgences médicales parisiennes sont en crise. Au centre de la polémique, l'organisation SOS-Médecins fait l'objet de vives critiques et certains généralistes réclament sa dissolution pure et simple. Ils lui reprochent non seulement de pratiquer une « médecine commerciale » au mépris des règles déontologiques, mais aussi d'occuper une place de plus en plus encombrante face à une clientèle de plus en plus restreinte. Depuis la création de l'association « urgentistes » en 1966, la situation a radicalement changé et les jeunes médecins revendiquent aujourd'hui les gardes que leurs aînés délaquaient volontiers hier. Dans ce contexte, les irrégularités répétées de SOS-Médecins sont de moins en moins tolérées.

Les plaintes de deux syndicats de médecins généralistes, MG-Paris et le Syndicat national des médecins de permanence de soins, ont entraîné, en juillet, la condamnation de cent vingt-six médecins parisiens de l'association par le conseil de l'ordre d'Ile-de-France. Ces accusations visent les fondements mêmes de SOS-Médecins, qui a fait appel de cette décision. Ses structures juridiques rétrécissent-elles aux attaques de ses détracteurs ?

#### Succès foudroyant

Quand un jeune médecin parisien décide, en 1966, de créer un service médical d'urgence pour la nuit, la voie est libre. Le système traditionnel des tours de garde parisiens des commissariats et des pharmacies remplit mal son rôle et ne suffit pas à répondre convenablement aux besoins. C'est à la satisfaction générale que le nouveau « service médical volant » sillonne les rues de Paris dans des voitures équipées de radiotéléphone. Les médecins, qui ont fort à faire dans leur cabinet, ne craignent pas, dans ces années de pleine activité, la concurrence.

En 1969, victime de son succès, SOS-Médecins est en pleine crise de croissance. Les douze médecins de la société constituée en SARL ne suffisent déjà plus à assurer les nombreuses demandes et l'organisation recrute de nouveaux praticiens. Très vite, l'association élargit ses activités aux urgences de jour. En 1973, la SARL est remplacée par une société civile de moyens, qui compte vingt-cinq médecins.

C'est à cette époque que les urgences parisiennes tentent de s'organiser de façon rationnelle. Tandis que le SAMU (service d'aide médicale urgente) se met en place, une association loi de 1901 « pour la garde médicale d'urgence de Paris et de la banlieue parisienne » (AUMP) voit le jour à l'initiative des syndicats professionnels parisiens et du conseil de l'ordre. L'AUMP, composée de médecins permanents mensualisés, veut mettre en place un véritable service public de l'urgence, mais provoque rapidement la colère des médecins installés.

Face à la progression de la démographie médicale, ces derniers ont décidé de reprendre du terrain et de ne plus abandonner leurs gardes ou les urgences à des organisations spécialisées. En 1976, ils créent leur propre association, la Permanence des soins de Paris, et partent en guerre contre la nouvelle AUMP. Quelques années plus tard, ils obtiennent sa dissolution ainsi que la mise en place de la Garde médicale de Paris (GMP), qui satisfait tout le monde, conseil de l'ordre, syndicats et jeunes praticiens.

Cette association, qui fonctionne sur le système des tours de garde, est ouverte à tous les médecins généralistes installés. Pendant ce temps, SOS-Médecins prospère et fait des miracles. En 1983, se crée, sur le même modèle, une société civile de moyens, les Urgences médicales de Paris (UMP). A cette époque, le paysage des urgences médicales parisiennes est en place, avec d'un côté les associations « urgentistes » fermées, de l'autre la Garde médicale de Paris, qui se veut représentative de la profession. Pour rentrer dans les premières, les médecins doivent s'acquitter aujourd'hui d'une prise de participation de l'ordre de 400 000 francs pour l'UMP et de 470 000 francs pour SOS-Médecins.

Près de 300 000 visites par an

Actuellement, sur le front des urgences parisiennes, SOS-Médecins distance de très loin l'UMP et la GMP. Elle a totalisé 289 000 visites en 1989 sur Paris et la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne), contre 21 667 pour la Garde médicale de Paris et environ 35 000 pour l'UMP. Depuis plusieurs années,



On estime que 40 % de la population parisienne n'a pas de médecin traitant, d'où le succès des urgentistes.

l'association « urgentiste » travaille avec le SAMU et la brigade des sapeurs-pompiers de Paris, qui lui transmettent des appels. Mais ses activités ne se limitent pas à l'urgence. Même si ses responsables déclarent assurer 80 % des appels de la nuit et du week-end sur Paris, les urgences ne représentent plus que 30 % de ses activités.

Aujourd'hui, on estime qu'environ 40 % de la population parisienne n'a pas de médecin traitant, et le succès des « urgentistes » inquiète les médecins installés. « Notre disparition ne leur apporterait pas grand-chose », assure Jacques Moscovitz, trésorier de SOS-Médecins Paris. « Nos visites ne représentent que 1,4 % de l'activité globale des médecins parisiens. Par contre, ils vont faire les 80 % de visites urgentes ? »

Après vingt-quatre ans d'exercice, l'association décline une structure et un savoir-faire reconnus des professionnels du SAMU et du public, mais elle n'est plus la seule à pouvoir faire face à l'urgence. En quel-

ques années, l'organisation des Urgences médicales de Paris a su s'adapter à cette nécessité. Ses seize médecins sillonnent, eux aussi, les rues équipés de radiotéléphones leur permettant de recevoir les appels du SAMU, avec dans leur voiture les médicaments ou l'électrocardiogramme utiles. La Garde médicale ne Paris se place, quant à elle, sur le terrain des urgences de moindre importance. « Il existe différents degrés d'urgence », explique le docteur Alain Parent, secrétaire général adjoint de l'association. La détresse vitale relève du SAMU. La détresse ressentie impose d'analyser rapidement la situation et correspond bien à SOS-Médecins et à l'UMP. Enfin, le reste relève de la médecine générale et c'est le créneau des généralistes.

Une analyse que partage le docteur Daniel Jannière, du SAMU de Paris. « Maintenant, nous travaillons aussi avec la Garde médicale de Paris à qui nous envoyons plutôt les urgences dans les deux heures. En revanche, nous confions plus facile-

ment les interventions dans les vingt minutes à SOS-Médecins ou à l'UMP. »

Cette ventilation des urgences suivant leur gravité suppose toutefois la mise en place d'un centre de réception et de régulation des appels à partir d'un numéro unique, le 15, comme le prévoit la loi du 4 janvier 1986. Effective pour près des trois-quarts de la population française, cette régulation n'est toujours pas officiellement en place à Paris. Cette situation s'explique à la fois par le poids de SOS-Médecins, qui a multiplié d'une certaine manière au 15, mais aussi par des rivalités entre associations « urgentistes » et médecins généralistes. A cela s'ajoutent des difficultés de coordination entre le SAMU et la brigade des sapeurs-pompiers, qui fait de plus en plus d'interventions à caractère médical.

Mis en place à titre expérimental en juillet 1989, le centre de réception et de régulation des appels médicaux fonctionne toujours sous la seule responsabilité du SAMU.

En mars 1990, sur 4 463 dossiers ouverts, 489 ont été transmis à SOS-Médecins, 195 à l'UMP et 233 à la GMP.

Au début de l'année, les trois organisations semblaient sur le point de s'entendre pour assurer ensemble la régulation des appels du 15. Un protocole d'accord signé par leurs responsables avait été suivi, en juin, d'une réunion à la Mairie de Paris afin de définir les modalités de financement du centre. La condamnation de SOS-Médecins est venue compromettre ce fragile équilibre.

#### Dissolution ?

Aujourd'hui, les plus virulents réclament sa disparition au profit des services officiels de garde. « On se dirige vers une restructuration très importante de SOS-Médecins, peut-être une dissolution », déclare Gérard Delafond, du Syndicat national des médecins de permanence de soins (SNMPS), créé en 1988 dans le but de s'opposer à l'association « urgentiste ».

SOS-Médecins se défend de faire de la médecine commerciale. A la tête de l'organisation figure une société anonyme, SOS-Médecins SA. Elle concède gratuitement son sigle à SOS-Médecins France, qui rassemble les associations régionales, mais n'hésite pas à poursuivre en justice toute association qui prétendrait l'utiliser contre son gré. Les 148 médecins parisiens sont groupés, quant à eux, dans une société civile de moyens. Une association loi de 1901, Aide-Santé, est chargée d'assurer le suivi des soins en prenant contact avec des compagnies d'ambulances et des laboratoires. « Ces derniers nous reversent de l'argent pour assurer le fonctionnement de cette association, et pas un sou de plus », explique Jacques Moscovitz, le trésorier de SOS-Médecins Paris. Enfin, une SARL « SOS-Communication » se charge de la gestion du parc radiotéléphonique.

Cette organisation résistera-t-elle à l'examen du conseil national de l'ordre ou du tribunal de grande instance de Paris ? Et, dans l'hypothèse d'une suspension de SOS-Médecins, qui pourra suppléer 148 « urgentistes » ? L'esprit de polémique qui prévaut aujourd'hui n'est pas pour favoriser l'organisation des urgences médicales à Paris.

MARTINE LARONCHE

## Les lichens, sentinelles écologiques

Leur extrême sensibilité à l'environnement en fait des capteurs très efficaces pour mesurer la pollution

L'ORS du passage du « nuage de Tchernobyl » sur l'Europe, les rennes finlandais furent les animaux de bonheur les plus touchés. Explication : une grande partie de leur alimentation se compose de lichens, des végétaux extrêmement sensibles à l'environnement, au point de concentrer jusqu'à 3 300 fois et plus les micro-polluants de l'air et des pluies. Les rapports privilégiés des lichens avec la pollution atmosphérique viennent d'être mis à nouveau en vedette avec l'annonce récente de la réapparition de ces étonnants végétaux sur... les arbres du jardin du Luxembourg ! (Le Monde du 6 août).

L'information ne paraît incongrue qu'au profane. Pour les « lichénologues » du monde entier, ce parc parisien est en effet un lieu historique qu'ils fréquentent régulièrement. A l'origine de cet engouement, William Nylander, le premier à établir le lien entre la pureté de l'air et la prolifération des lichens, dans un ouvrage publié en 1866. Remarquait leur quasi-absence dans les villes, ce chercheur suédois, qui travaillait alors au Muséum d'histoire naturelle, soulignait toutefois l'exception notable du Luxembourg, probablement le « lieu le plus sain de tout Paris » selon lui. Il devait, hélas, observer ensuite leur disparition totale entre 1866 et 1896, au rythme du développement de l'industrie et, surtout, du remplacement du bois par le charbon (riche en soufre et générateur de pluies acides) pour le chauffage individuel.

Depuis, tous ses collègues guettent le retour des lichens sur les marronniers du Luxembourg. Comme le Bri-

tannique Mark Seward, professeur au département de l'environnement de l'université de Bradford. Rentré bredouille de son dernier passage en 1986, il est revenu cet été pour constater, en compagnie de M<sup>me</sup> Marie-Agnès Letrouit-Galinou, directeur de recherche au laboratoire de cryptogamie (CNRS, université Paris-VI), le retour des lichens prodigieux. Si cela témoigne d'une nette amélioration de la qualité de l'air parisien, on reste loin de la prolifération observée en 1866 par William Nylander.

Les nouvelles colonies se limitent à de petites taches « dont les plus importantes ne dépassent pas 5 à 7 centimètres », précise M<sup>me</sup> Letrouit-Galinou. Avec M. Seward, elle a pu dénombrer neuf espèces « connues pour être sensibles à des niveaux modérés de pollution atmosphérique » - en particulier *Physcia orbicularis*, de type foliacé - mais aucun lichen de type fruticuleux, les plus fragiles. Le phénomène est cependant bien engagé puisque, ajoute la spécialiste française, « j'ai pu observer ponctuellement des 1988 le retour d'une multitude de foliacés aux Baties-Chaumont, au bois de Vincennes, et surtout à Bagatelle dans le bois de Boulogne ».

#### Des curiosités du monde végétal

Les lichens sont des curiosités du monde végétal. Ils sont constitués, en fait, de la symbiose d'un champignon et d'une algue. « Les filaments du champignon restent sans forme et ne se structurent qu'en rencontrant de minuscules algues bien spécifiques »,

explique M<sup>me</sup> Letrouit-Galinou. Se forme alors une association où chacun trouve son compte. Au lieu de s'en nourrir, le champignon recouvre les petites algues d'un muilage de filaments, leur fournissant ainsi une niche écologique bien douillette. En contrepartie, ces dernières secrètent un sucre dont se nourrit leur protecteur.

L'ensemble prend des formes les plus diverses. Il existe « entre 15 000 et 18 000 espèces différentes » de lichens parmi lesquels on distingue trois types différents : les crustacés qui forment des croûtes ou des simples taches sur les rochers ou les troncs d'arbres, les foliacés qui ressemblent à des feuilles très aplaties, et les fruticuleux, plus semblables aux autres végétaux, en lamelles, comme *Usnea* qui orne les branches des mélèzes et des épicéas de montagne de « barbes » pouvant atteindre un mètre de long.

Les lichens ont, pendant longtemps, servi à colorer les tweeds, ou fourni des bases pour la parfumerie (comme la « poudre de Chypre » tirée de la « mousse de chêne » récoltée dans les pays méditerranéens). S'ils constituent encore 50 % de l'alimentation des rennes et des caribous en hiver dans les pays de toundra, ils n'ont plus guère de débouchés aujourd'hui. Deux laboratoires universitaires britanniques viennent pourtant de signer un contrat avec l'industrie pharmaceutique pour mener une recherche systématique des substances antibiotiques et antitumorales (anticancéreuses) secrétées par certaines espèces.

Mais l'utilisation la plus prometteuse des lichens pourrait être le contrôle de la pollution. Dépourvus

de feuilles et de racines, ils se nourrissent de... l'air du temps, absorbant l'humidité ambiante - et les polluants qu'elle contient - par toute leur surface, sans aucun « tampon » pour empêcher la séve des autres végétaux qui peut « laver » leurs cellules. Résultat : ils « stockent » tout ce qui passe, du césium 137 de Tchernobyl au plomb des gaz d'échappement des automobiles. Et comme ils poussent très lentement et vivent très longtemps, leur pouvoir de concentration peut atteindre des taux record.

Cela leur est parfois bénéfique. On a ainsi constaté le développement foudroyant de lichens jaunâtres du plus déplorable effet sur les sculptures de l'abbatiale de Notre-Dame de l'Épine (Mame) à partir de 1970. Le phénomène était dû aux engrais azotés liquides que les agriculteurs des environs avaient commencé à épandre par arrosage ou par avion à partir de cette époque !

#### Des cartes précises de la pollution

Si les polluants minéraux ou métalliques comme le plomb ou le fluor n'ont aucune influence sur leur développement, le dioxyde de soufre (SO<sub>2</sub>) leur est, en revanche, fatal à plus ou moins haute dose. Or, produit lors de la combustion du charbon ou du fioul, transformé au contact de l'eau en acide sulfurique, ce qui entraîne les fameuses « pluies acides », le SO<sub>2</sub> constitue le principal des polluants atmosphériques. C'est lui qui a tué les lichens observés par William Nylander au jardin du Luxembourg au siècle dernier.

Des lichénologues avisés ont très vite compris l'intérêt que pouvait présenter leur végétal favori pour la surveillance de l'environnement. En 1970, deux équipes britanniques (Hawksworth et Rose; Leblanc et Sloover) ont mis au point des méthodes et des échelles de mesures permettant d'établir des cartes précises et chiffrées de la pollution de l'air en dioxyde de soufre à partir de la simple observation des différentes variétés de lichens présentes sur le terrain. Seul inconvénient : si les lichens meurent très vite (moins de six mois), quand le taux de SO<sub>2</sub> dépasse une certaine limite, il leur faut quatre ans environ pour repaître quand l'air s'est purifié. Ils « mesurent » donc la pollution à retardement (1).

En revanche, souligne M<sup>me</sup> Letrouit-Galinou, si les capteurs artificiels réagissent immédiatement à toute pollution, « ils sont coûteux à installer et à exploiter, et donc en nombre limité (770 stations pour toute la France), alors que les lichens sont gratuits et poussent partout. A l'exception, bien sûr, des zones très polluées. Mais ces dernières sont précisément équipées de systèmes de surveillance ».

La Grande-Bretagne a, depuis longtemps, été ainsi cartographiée par les lichénologues. En Suisse et en Finlande, des travaux sont en cours pour l'établissement de cartes de la « pollution globale » : SO<sub>2</sub>, mais aussi quelques métaux lourds que l'on peut détecter par simple analyse des lichens récoltés. En France, des cher-

cheurs peu nombreux (guère plus d'une dizaine) se sont lancés avec succès dans cette voie, améliorant même parfois les méthodes existantes. C'est ainsi que le nord de la France a été cartographié dès 1973 (2), et la région parisienne en 1983 (3). Mais il s'agit généralement d'initiatives isolées de passionnés ne disposant pas d'un grand soutien matériel et financier.

« Des campagnes cartographiques de ce genre méritent régulièrement d'être menées pour surveiller la pollution sans coût trop cher », lance M<sup>me</sup> Letrouit-Galinou. La réapparition des lichens du jardin du Luxembourg inciteront peut-être les « décideurs » à lui prêter une oreille plus attentive.

JEAN-PAUL DUFOUR

(1) Le retour des lichens sur les arbres du Luxembourg s'explique ainsi par la baisse régulière (près de 50 % au total) du taux de SO<sub>2</sub> dans l'atmosphère parisienne de 1982 à 1988, à la suite d'une réglementation contraignante des émissions. En revanche, les mesures des différents stations montrent une remontée assez nette du dioxyde de soufre à Paris l'an dernier (20 % environ). Causes probables : la sécheresse qui diminue le lessivage pluvio-atmosphérique, et la remise en route de centrales thermiques classiques d'EDF, qui a dû arrêter certaines tranches nucléaires et a vu sa production hydroélectrique baisser en raison du manque d'eau.

(2) Delzenne, Chantal Van Halbeek, laboratoire de botanique, université de Lille.

(3) Serge Duruelle, laboratoire de cryptogamie, CNRS-université Paris-VI.



# Il y a quatorze ans, la Soufrière...

L'évacuation des 72 000 habitants de la zone du volcan guadeloupéen était la seule garantie du « risque zéro » voulu par le gouvernement

Le 15 août 1976 - il y a tout juste quatorze ans - le préfet de la Guadeloupe ordonnait l'évacuation des 72 000 personnes habitant sur les flancs de la Soufrière. Depuis le mois de juillet 1975, en effet, le volcan s'était réveillé d'une douce somnolence séculaire que seules avaient troublées des périodes d'activité limitée en 1797-1798, 1809-1812, 1836-1837 et 1956.

Après la petite crise de 1956, la Soufrière de la Guadeloupe avait été mise sous la surveillance de trois sismographes. On savait donc qu'en temps « normal », il se produisait, chaque mois sous le volcan, une dizaine ou une douzaine de très faibles séismes, non ressentis par la population pour la plupart d'entre eux.

En juillet 1975, les sismographes ont enregistré 30 légères secousses. Est venue ensuite une accalmie à laquelle a mis fin, en novembre 1975, le vrai début de la crise sismique 1975-1976 (voir le graphique ci-joint). Au total, de juillet 1975 à avril 1977, 16 467 tremblements de terre ont été détectés, dont 153 ont été ressentis. Ce dernier chiffre, d'ailleurs, est sûrement trop faible. Mais du 15 août au 15 décembre 1976, la population avait été évacuée et n'était donc plus sur place pour sentir la terre trembler.

Le 8 juillet 1976 a lieu la première explosion phréatique (1) qui a déclenché une émission de « cendres » volcaniques. Ce jour-là, on estime que plus de 100 000 tonnes de matières fines ont été propulsées en l'air avant de recouvrir d'une couche ou d'une pellicule poussiéreuse (l'épaisseur diminuant avec la distance) tout le flanc ouest-sud-ouest du volcan jusqu'à la mer, soit une superficie de quelque 66 kilomètres carrés.

## Le souvenir de la montagne Pelée

De nouvelles explosions phréatiques se produisent les 13, 24, 25, 27, 29 juillet, les 9, 12 et 13 août. Ces dernières font ordonner l'évacuation, d'abord des malades de Matouba et de Saint-Claude (villes situées sur le flanc ouest-ouest de la Soufrière, donc sous le vent des alizés du nord-est), puis de la population de Matouba. Dans le même temps, les tremblements de terre se multiplient : 1 220 sont enregistrés, dont 20 sont ressentis pendant le seul mois de juillet. Et des fissures s'ouvrent ou se rouvrent en haut du volcan.

Les autorités s'inquiètent depuis la montée en puissance de la crise, et de plus en plus avec la multiplication des secousses et des explosions phréatiques dont la fréquence est tout à fait exceptionnelle pour tous les volcans des Petites Antilles.

Elles sont inquiètes aussi pour plusieurs autres raisons. Tout d'abord, la Soufrière est un volcan d'arc, c'est-à-dire que son activité est liée à la plongée d'une plaque (ici, la plaque Amérique) sous sa voisine (ici, la plaque Caraïbe).

et que tous les volcans d'arc sont de type explosif comme on l'a vu, entre autres, en 1815 au Tambora (Indonésie, 82 000 morts) et en 1902 aux toutes proches Soufrière de Saint-Vincent (2 000 morts) et montagne Pelée (la Martinique, 30 000 morts).

L'image des 30 000 spectres de la montagne Pelée a sûrement joué un rôle important dans la décision d'évacuation. En 1902, on avait empêché les habitants de Saint-Pierre de s'éloigner du volcan grondant : il y avait des élections le 8 mai et la montagne Pelée a explosé ce jour-là à 7 h 50. En 1976, bien sûr, le gouvernement voulait, pour les habitants de la Guadeloupe, le « risque zéro ».

Ensuite, l'histoire de la Soufrière de la Guadeloupe était alors fort mal connue. Depuis 1976, l'étude des dépôts émis par le volcan au fil des millénaires a montré que les nuées ardentes (des gaz à très haute température, chargés de débris de toutes tailles et propulsés à très grande vitesse), analogues à celles qu'on voit la montagne Pelée et d'autres volcans d'arc, ont dévalé à maintes reprises les flancs de la Soufrière.

Par ailleurs, la topographie tourmentée et l'unique route étroite et sinueuse ne se prêtait absolument pas à une évacuation rapide de 72 000 personnes. Enfin, les explosions phréatiques ne sont pas toujours anodines, même si les victimes sont rares parfois par effet indirect. On l'a constaté en 1760 au Makian (Indonésie, 2 000 morts), en 1772 au Papandayan (Indonésie, 2 000 morts), en 1888 au Bandai San (Japon, 460 morts). De même, une crise volcanique peut commencer par des explosions phréatiques et se continuer par des explosions magmatiques (2). Cela a été le cas au mont Saint-Helens (voir plus loin) et à El Chichon (Mexique, 1982, 2 000 à 3 000 morts et disparus).

A posteriori, trois volcans au moins ont prouvé l'utilité de l'évacuation. En 1979, les volcanologues de l'université des West Indies de Trinidad se sont aperçus, tout à fait par hasard (3), que les sismographes, installés sur la Soufrière de Saint-Vincent et retransmettant en temps réel leurs signaux à Trinidad, s'agitaient beaucoup. Les spécialistes ont réveillé par téléphone le président de Saint-Vincent pour lui faire part de leurs observations et de leurs craintes. Celui-ci a décidé quasi immédiatement de faire évacuer les abords du volcan : quelques heures plus tard, des nuées ardentes dévalaient les vallées évacuées.

## L'explosion du mont Saint-Helens

Le plus célèbre cas d'évacuation préventive judicieuse est celui des abords du mont Saint-Helens (dans l'Etat de Washington aux Etats-Unis), volcan qui, comme tous ses « collègues » de la chaîne des Cascades, est coiffé d'un épais chapeau de neige et de glace. L'histoire du volcan avait été bien

étudiée par le US Geological Survey à la fin des années 70. On savait ainsi que le mont Saint-Helens était, potentiellement, le plus dangereux des Etats-Unis et qu'il pouvait se réveiller avant la fin du siècle (sans qu'il soit possible de donner plus de précisions).

Le 21 mars 1980, le mont Saint-Helens manifeste son réveil par des séismes. Le volcan est mis sous haute surveillance et l'évacuation de la population - heureusement peu nombreuse dans cette région montagneuse - est préparée et bientôt réalisée en dépit de quelques avis contraires. L'agitation sismique augmente très vite et les explosions phréatiques commencent le 27 mars. Cette double forme d'activité continue tandis qu'une « bosse » (les spécialistes disent « intumescence ») gonfle de plus en plus, jusqu'à mesurer une centaine de mètres de haut pour une superficie de 1 kilomètre carré, sur la face nord du volcan où apparaissent aussi d'importantes fissures.

## Cinq minutes avant l'apocalypse

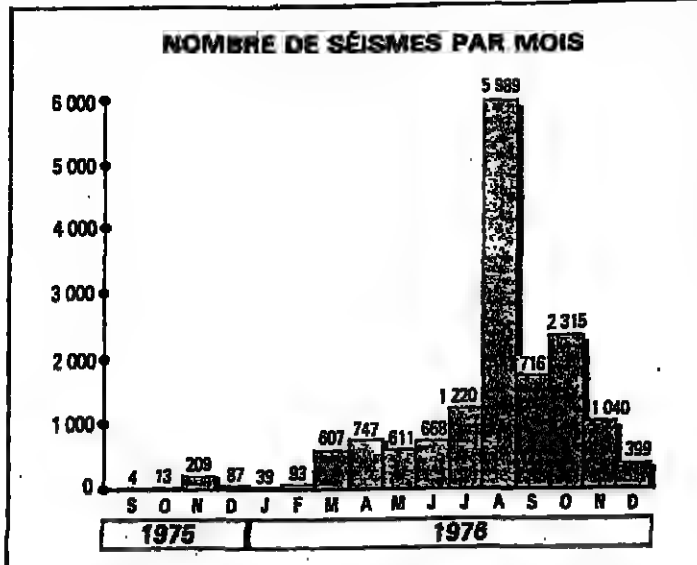
Jusqu'au 14 mai, le volume total des cendres et autres produits volcaniques crachés par le mont Saint-Helens lors de ces explosions phréatiques est estimé à 800 000 mètres cubes, soit autant que celui émis par la Soufrière pendant toute la crise de 1976...

# La controverse sur l'intérêt des régimes sans sel

A la suite de la publication dans nos colonnes d'un article consacré au débat médical et scientifique sur le rôle exact du sel dans la genèse de l'hypertension artérielle (le Monde du 4 juillet), nous avons reçu le texte suivant du professeur Philippe Meyer (hôpital Necker, Paris), membre du bureau de la Société européenne d'hypertension artérielle. Nous publions à la suite le point de vue du docteur Tilman Drüke (hôpital Necker, Paris), directeur de l'unité « Prévention et traitement de l'insuffisance rénale » de l'INSERM.

## Un facteur parmi d'autres

L'expérimentation a prouvé qu'aucun mammifère étudié au laboratoire n'échappe à l'effet hypertenseur du chlorure de sodium. On peut reprocher à ces expériences d'administrer des doses considérables de sel, inconnues chez l'homme, mais il faut



L'agitation sismique pendant la crise de la Soufrière.

Le 18 mai, à 8 h 27, un séisme de magnitude 5 - le plus puissant depuis le réveil du volcan - secoue violemment le mont Saint-Helens. A 8 h 32 et 37 secondes, le flanc nord du volcan glisse vers le bas. A 8 h 32 et 41 secondes, se produit une fantastique et double explosion, à la fois verticale et horizontale. Dix secondes plus tard, des nuées ardentes jaillissent, accompagnées de monstrueuses avalanches de boues, de cendres et de rochers. Bilan de

l'explosion, qui a libéré une énergie de 10 mégatonnes (soit 500 fois celle de la bombe d'Hiroshima) : une soixantaine de morts et disparus, plus de 500 kilomètres carrés, surtout de forêts, complètement ravagés, etc.

A contrario, la catastrophe d'Armero (1985, Colombie) prouve, elle aussi, l'utilité de l'évacuation. Personne ne s'est soucié, malgré les avertissements et mises en garde des scientifiques, de faire évacuer les vallées descendant du

volcan Nevado del Ruiz bien connu, pourtant, pour les énormes avalanches de boues (mélange de neige et glace fondues et de débris volcaniques) qui dévalaient lesdites vallées pendant les périodes d'activité éruptive : les 23 000 morts d'Armero et autres localités auraient pu être évités.

YVONNE REBEYROL

(1) Une explosion phréatique est due à la vaporisation de l'eau infiltrée dans les terrains surchauffés par le chaleur latente d'un système volcanique. Étant entendu que cette chaleur croît avec l'activité du volcan, le déclenchement des explosions phréatiques est, bien évidemment, très favorisé par des pluies abondantes. En haut de la Soufrière (1 467 mètres), pendant les cinq mois (de juin à octobre) de la saison des pluies, il tombe plus de 3 mètres d'eau. Cette surabondance d'eau - qui peut être due à la fusion de la glace et de la neige coiffant un haut volcan - suscite un autre danger. L'eau se mélange aux poussières et cendres volcaniques donnant ainsi naissance à des avalanches de boues parfois monstrueuses. Ce phénomène est souvent appelé du nom indonésien de *lahar* car il est très fréquent sur les volcans d'Indonésie.

(2) Une explosion magmatique est produite par la brusque décompression des gaz contenus dans une masse de magma qui monte dans la cheminée d'un volcan.

(3) Les scientifiques de Trinidad donnaient un « pot » à une heure où, normalement, le bétail n'est pas dans l'eau. Les scientifiques ont donc cherché une bouteille dans le réfrigérateur qui était dans la pièce des enregistrements sismographiques.

tenir compte de différences de temps d'observation, l'hypertension artérielle humaine apparaissant en général vers la quarantaine et l'observation expérimentale durant quelques semaines.

On a précisé, par ailleurs, que la susceptibilité au sel était modulée chez chaque animal par une influence génétique. On a encore démontré chez l'animal que l'hypertension apparaissait avec du chlorure de sodium (le sel de table) et non avec d'autres sels (le bicarbonate de sodium, par exemple). Et on a enfin établi que le potassium (présent dans les légumes et les fruits) pouvait s'opposer à l'action néfaste du sodium.

« Tous ces résultats expérimentaux, qui ne font l'objet d'aucune critique, jettent donc une grande suspicion sur le sel alimentaire de l'homme. D'autant plus que la consommation de sel qui a été accélérée par des influences hédoniques, industrielles, économiques et même politiques, dépasse de 4 à 10 fois la dose indispensable à la vie. Les deux arguments les plus impressionnants ont été acquis par l'épidémiologie.

1) Les populations primitives qui consomment peu de sel ont une pression artérielle basse et sont indemnes d'hypertension artérielle. L'inverse est dramati-

quement vrai, en particulier dans le nord du Japon.

2) La comparaison de plusieurs populations humaines a démontré que, d'une façon générale, plus la consommation de sel est grande et plus haute est la pression artérielle. Par ailleurs, il existe, chez l'homme comme chez l'animal, des éléments chimiques et cliniques qui suggèrent l'existence d'une sensibilité individuelle au sel. Les diurétiques, enfin, qui diminuent le sel dans l'urine se sont avérés des médicaments hypotenseurs efficaces.

La question qui reste sujette à controverse ne concerne donc pas la responsabilité du sel chez l'homme, mais l'utilité d'une diminution de la consommation alimentaire du sel. Notons d'abord que la question ne se pose pas dans les contrées où la prise quotidienne de sel est élevée : c'est chose faite au nord du Japon où les accidents hypertensifs ont déjà régressé. L'incertitude est en revanche réelle dans les pays occidentaux où la consommation de sel est modérée (8 grammes par jour, par habitant à Paris), ce qui alimente la discussion sur la responsabilité du sel.

Doit-on réduire l'apport quotidien à 7,5 ou 3 grammes, et cette réduction entraînera-t-elle une baisse importante de la pression artérielle ? Devant l'incertitude du résultat et les bouleversements industriels et sociaux qu'il conviendrait de mettre en jeu pour éventuellement l'obtenir, les médecins ont choisi l'inaction. Mais non le silence : les médecins doivent continuer à proclamer que trop de sel est dangereux.

Les progrès de la conservation alimentaire par le froid entraînent d'ailleurs par eux-mêmes une baisse progressive et insensible de la consommation du sel. On ne peut exclure que ce changement n'ait pu contribuer à la remarquable régression des hypertensionnelles sévères qui s'affirment d'année en année.

## L'excès est dangereux

Pour le traitement de l'hypertension artérielle modérée, il convient parfois de prescrire une réduction des apports sodés. Il est admis que 30 à 40 % des sujets hypertendus sont « sensibles » au sel. Leur pression artérielle peut s'élever en raison d'apports en sodium excessifs et diminuer à la suite d'une réduction de ceux-ci. Toutefois, cette approche diététique n'est pas valable chez un certain nombre de sujets sensibles au sel. Aussi a-t-on désormais recours à d'autres théra-

peutiques. Et il en sera sans doute ainsi tant qu'on ne disposera pas de marqueurs fiables de cette sensibilité au sel. On amènerait indubitablement l'opportunité d'un régime allégé en sel (soit de 5 à 7 grammes par jour d'après l'Académie nationale de médecine).

Mais la vraie question posée par l'article du Monde n'est cependant pas celle du traitement diététique des hypertendus. Elle est celle de la consommation en sel du sujet porteur d'un régime alimentaire. Faut-il conseiller à tout le monde une réduction de celle-ci, alors que le sodium ingéré représente en moyenne 136 mmol/jour, soit 8 g/jour en équivalents NaCl ? Dispose-t-on d'arguments scientifiques incontestables pour justifier des campagnes visant à réduire la consommation de sel (sodium) ? Est-on en mesure de recommander une dose journalière optimale à la population dans son ensemble ?

La lumière des données récentes, fournies par la recherche clinique et diverses études épidémiologiques, une telle réduction ne serait absolument pas fondée. Le sel ne paraît pas induire une élévation de la pression artérielle chez le normotendu, en dépit d'hypothèses « historiques » qui reposaient essentiellement sur des expériences menées chez l'animal et qui ont été progressivement écartées par les spécialistes.

Pour eux, le chlorure de sodium ne serait qu'un facteur (parmi d'autres) d'aggravation de l'hypertension chez le sujet génétiquement prédisposé. Dans ces conditions, il serait aventureux d'imposer à l'ensemble de la population des mesures diététiques austères, aux effets secondaires néfastes (carences en calcium et autres substances minérales indispensables à l'équilibre basal). Si l'on entend faire l'éducation sanitaire du public, mieux vaut l'inciter à modérer sa consommation d'alcool ou à lutter contre l'obésité.

Un problème particulier se pose en ce qui concerne les sujets âgés. La sensibilité au sel augmente, en effet, avec l'âge. On serait donc tenté de conseiller une réduction des apports sodés au-delà de la soixantaine pour freiner chez eux l'élévation de la pression artérielle. Certains de ces sujets souffrent d'appétence. Une réduction de leur consommation de sel risque de contribuer, le plus souvent, à cet état de dénutrition qu'il faut absolument empêcher. Or le sel donne un goût agréable à la plupart des mets. Grâce à lui, ces sujets âgés ne perdent pas l'envie de manger. Dans ce contexte même, il importe de bien peser le pour et le contre avant d'opter pour un régime pauvre en sel.

Docteur Tilman Drüke

**Le Monde**

Édité par la SARL Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, M. André Fontaine, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0393-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-22-20-20

Imprimé au « Monde » 12, rue Miquel 93352 IVRY Cedex

**RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :** 15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15 Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 40-65-25-89

**ADMINISTRATION :** 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 40-65-25-25 Télécopieur : (1) 49-60-30-10

**ABONNEMENTS :** 1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX Tél. : (1) 49-60-32-90

Tarif	FRANCE	SUISSE-BELG. LUXEMB.	AUTRES PAYS
3 mois	400 F	572 F	790 F
6 mois	780 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 400 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN Accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

**SERVICE À DOMICILE :** Pour tous renseignements : (1) 49-60-34-70

Changements d'adresse définitifs en provenance : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'envoyer toutes vos lettres, y compris les coupures d'abonnement, à l'adresse ci-dessus.

(1) 49-60-30-10

صحة الإنسان



# ÉCONOMIE

## Les conséquences de la crise du Golfe

# Les nouvelles démocraties d'Europe centrale sont durement frappées

**A. D.**

## Le fondateur de Polly Peck se propose de racheter tout le capital de son groupe

En convoquant un conseil d'administration exceptionnel le dimanche 12 août, M. Nadir a voulu dramatiser son intention de lancer une offre de rachat total sur

**MARC ROCHE**

Car l'Irak ne doit pas seulement l'argent à la France... Les dettes du Bagdad à l'égard des pays de l'ancienne Europe socialiste sont énormes. Le régime de M. Saddam Hussein doit 1,7 milliard de dollars à Roumanie, 1,3 milliard à la Bulgarie, un demi-milliard à la Pologne, 500 millions de dollars à la Hongrie et 250 millions de roubles à l'URSS. Comme la France, ces pays possèdent des armes à l'Irak, certains d'entre eux participant aussi à des projets industriels et de travaux publics : la Pologne comptait décrocher un contrat de 1 milliard de dollars pour la construction d'une ligne de chemin de fer en

Les conséquences économiques, mais aussi leurs répercussions sociales, pourraient bien être dramatiques pour des pays encore très vulnérables, dont les populations commencent à découvrir les lendemains qui déchantent. Sans parler du coût, en termes de qualité de la vie, de l'ajournement *sine die* de choix énergétiques qui devenaient indispensables pour l'environnement : l'absence de pétrole, on maintiendra en service de vieilles centrales nucléaires ou l'on continuera à faire un usage du redoutable lignite. L'heure de l'euphorie est bien passée en Europe centrale.

## L'embargo alimentaire contre l'Irak : sous bénéfice d'inventaire

Malgré ses réserves en eau et ses terres fertiles, l'Irak couvre à peine 10 % de ses besoins en nourriture et importe chaque année pour près de 8 milliards de dollars de biens consommables (dont 2 milliards de dollars environ de céréales). Le comité politique de l'alliance arabo-islamique indiquait, le 13 août, que les produits de première nécessité commencent à manquer à Bagdad.

Les informations sont floues sur les stocks constitués par l'Irak avant l'invasion du Koweït. Les négociants en grain ont noté au cours des derniers mois une recrudescence d'achats céréaliers en provenance d'Australie (principal fournisseur de l'Irak avec les États-Unis) et du Canada, mais aussi d'un important saoudite dont on ignore pourquoi elle est le sixième importateur mondial de blé. Il semblerait cependant que les réserves alimentaires irakiennes soient nettement inférieures à ce qu'elle étaient à la veille du conflit avec l'Arabie saoudite.

Plusieurs gros négociants internationaux ont acheté de la marchandise pour le compte de l'Iraq au cours des derniers mois. L'embargo vient de les surprendre dans une période critique : ils ont acheté les céréales et se trouvent maintenant dans l'impossibilité de les vendre à leur client. Or depuis plusieurs semaines, les cours des grains ne cessent de baisser à Chicago. Autrement dit, les compagnies de négoce qui avaient pris le « risque » irakien (à hauteur, par exemple, de 200 000 tonnes) se retrouvent en possession d'une marchandise qui perd de sa valeur jour après jour.

« Il n'y a aucun parapluie pour nous protéger », se plaignait en début de semaine un professionnel du grain d'une société américaine. Mais nous respecterions l'embargo sur votre bœuf. La loi prévoyait sur les vaches. Dans les meilleurs délais, on souligne que pour la première fois, les sanctions économiques seront d'une efficacité sans faille. Les textes de la CEE sont une grande rigueur, souligne un trader marchand. Ils s'appliquent à des règlements américains de l'exportation : non seulement nous ne pouvons pas vendre un kilo de blé aux Américains, mais on nous interdit même de leur envoyer un télégramme par leur téléphone. »

**Inventés  
pour être contournés**

Ces mesures draconiennes ne peuvent faire oublier le dévouement souvent ployable de la plupart des embargos alimentaires dont est truffée l'histoire contemporaine des relations internationales. Que l'on songe un instant à l'embargo céréaliier que décréta le président américain M. Jimmy Carter au lendemain de l'invasion de Kaboul par l'armée soviétique, en 1980.

Tous les pays exportateurs de grain se rangent comme un seul homme derrière la bande étiolée, mais ce front uni ne tardera pas à se lézarder, sous les pressions des Argentins, puis de l'Australie. En quelques mois, Moscou s'assura le service de nouveaux fournisseurs et réduisit durablement sa dépendance vis-à-vis des Etats-Unis. Les embargos semblent donc avoir été inventés pour être contournés. La différence des blocus qui se caractérisent par leur caractère coercitif propre à la guerre sur mer, ils supposent l'aspect de sanctions sans intervention militaire. Le droit international ne prévoit aucun moyen particulier pour faire respecter les embargos...

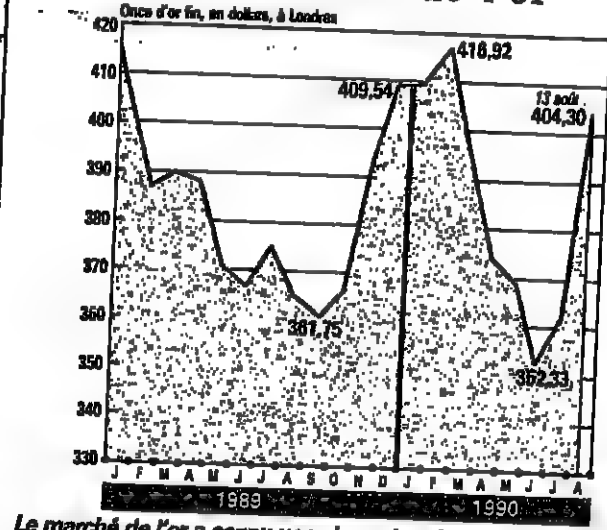
Dans la soirée du 13 août, l'Ara-  
bie saoudite a accusé la Jordanie  
d'avoir ouvert une première brèche  
en transportant vers Bagdad des  
marchandises chargées à Akaba  
(Jordanie). Des images des télévi-  
sions américaines et israéliennes  
ont montré le chargement de  
camions en partance vers l'Irak,  
reviquant chez le prince saou-  
dite Bandar Ben Sultan « grande  
réception, tristesse et désillusion ».

**ERIC FOTTORINO**

**ERIC FOTTORINO**

SYLVIE KAUFFMANN

## La remontée de l'or



**Le marché de l'or a connu une vive animation, lundi 13 août. Le cours de l'once est repassé au-dessus des 400 dollars à Londres.**

Une réunion de l'OPEP se tiendra bientôt. — L'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington, le prince Ben Ben Sultan, a annoncé lundi 13 août qu'une réunion de l'OPEP se tiendrait « bientôt » pour définir les prix et la production du pétrole à la suite de la crise dans le Golfe, née de l'occupation du Koweït par l'Irak. « Mon pays est partisan d'une stabilisation de la situation sur le marché mondial », a précisé le neveu du roi Fahd, sans fournir de date ou d'indication sur le lieu de cette réunion. — (AFP)

□ Nouvelle grève sur les plates-formes pétrolières en mer du Nord. - Un nouveau mouvement de grève de vingt-quatre heures a perturbé, lundi 13 août, l'exploitation des plates-formes pétrolières en mer du Nord. Selon le Comité de liaison des travailleurs offshore (OHL), « au moins 700 travailleurs » ont suivi le mot d'ordre de grève lancé samedi 11 août, affectant quelque 74 installations pétrolières. Des chiffres contestés par le Comité des employeurs des travailleurs offshore (OCC). - (AFP).

## Quinze jours de forte baisse sur les marchés boursiers

La semaine du 15 août, traditionnellement redoutée sur les marchés financiers internationaux pour ses mauvaises surprises, a très mal commencé. Lundi 13 août, toutes les Bourses se sont repliées précipitamment, à commencer par les places asiatiques, Tokyo en tête (- 4,1 %), Singapour (- 3,8 %), Kuala Lumpur (- 2,66 %), Hong-

Kong (- 1,3 %), Sydney (- 1 %). Les marchés européens n'ont pas été plus heureux.

Paris a encore reculé de 3,3 %, Madrid de 2,78 %, Francfort de 2,5 %, Amsterdam de 2,4 % et Londres de 2,4 %. Mardi, Tokyo se redressait légèrement, comme Wall Street la veille (lire page 18).

Depuis le 1<sup>er</sup> août, les bilans sont durs. Ce sont Tokyo et Paris qui détiennent le record de la baisse des chutes, respectivement de 33,5 % et de 13,3 %. Francfort arrive à la troisième place (10 %), New-York à la quatrième (7 %) et Londres à la cinquième (5 %). Les timides reprises enregistrées et là, au Kabuto-cho, mardi 14 août (+ 1,9 %) et à Wall Street lundi (+ 1,1 %), pour l'esprit durs de + des facteurs techniques, ne modifient guère ce palmarès, qui restera probablement parmi les plus noirs de l'histoire sur les fêtes de l'Assommoir.

mais repli également du dollar, qui a pâti du poids supplémentaire sur le déficit budgétaire américain occasionné par le coût de l'expédition militaire dans le Golfe (environ 300 millions de dollars par mois). Sur toutes les places, le billet vert a enregistré de sérieux revers, cédant plus de 1,3 % à Paris à 5,28 F. Il est tombé à 1,57 DM à Francfort, non loin des plus bas niveaux historiques, sans y revenir toutefois grâce à des rachats du découvert, et à 149,99 yens à Tokyo.

Autre conséquence directe de la crise au Moyen-Orient, le prix de l'or, qui se raffermissait déjà

depuis quelque temps, a repassé le seuil des 400 dollars l'once, en deçà duquel il était revenu depuis le printemps dernier. Après une longue éclipse, l'or serait-il en train de redevenir une valeur-refuge ? Les experts sont très partagés à ce sujet. Le fait est qu'un véritable regain d'intérêt de la clientèle pour le métal jaune est noté depuis l'invasion du Koweït par les forces irakiennes.

Le franc suisse aussi semble avoir retrouvé la faveur de la spéculation grâce aux taux d'intérêt élevés dont cette devise est assortie, assure-t-on dans les milieux des changes.











## MARCHÉS FINANCIERS

## La bataille sur le marché des logiciels

## Lotus est vivement attaqué en Bourse et sur son marché

Les résultats des firmes américaines de logiciels sont en forte progression : +69 % par rapport au second trimestre 1989 selon l'échantillon du « Wall Street Journal ». Lotus, numéro deux du marché, semble cependant éprouver des difficultés à maîtriser sa stratégie de commercialisation et vient d'annoncer des suppressions d'emploi.

BOSTON

correspondance

Le crachin bostonien sur l'immeuble de briques rouges adossé à Charles River. A l'intérieur, les cadres, soucieux, n'arborescent plus l'assurance d'antan. Au cœur de la Nouvelle-Angleterre, berceau de la technologie de l'Est américain, la perte d'équilibre du numéro deux mondial des logiciels pour micro-ordinateurs, Lotus, fait peine à voir. Pour la région, elle s'inscrit cependant dans le cadre d'un chapelet de mauvaises nouvelles.

Chez Lotus, l'annonce de 40 licenciements se conjugue à l'accélération de l'effritement du cours de Bourse. Périphérie au mouvement de fond ? « Les deux », tranche M. David Readman de Shearson Lehman. Après une année riche en rebondissements (le Monde du 1<sup>er</sup> juin) ce chaos parachevé une série d'erreurs de manœuvre accentuées par le dynamisme des concurrents à l'effrit.

Le 19 juillet, quelques semaines après la clôture des marchés à New-York, le directeur financier de Lotus annonce à Wall Street que l'été sera tiède. Les lendemains glorieux promis par le troisième trimestre ne seront guère au rendez-vous, apprend-on. Les traders, misant sur une progression annuelle des profits de 30 %, se rebellent, le cours de l'action passe en cinq jours de 32 à 23 dollars. A priori, sans raison. Les résultats du deuxième trimestre devraient provoquer un mouvement inverse : ils ont plus que doublé par rapport à 1989, à 23,5 millions de dollars. Mais le paradoxe n'est qu'apparent.

Deux semaines plus tard, le directeur financier, qui affichait pourtant une confiance sans failles, met Lotus au régime, malgré des perspectives de croissance des ventes de 20 % cette année. Les budgets sont gelés, au moins titre que le recrutement. Plus, pour la première fois dans l'histoire de la firme, des « pink slips » (notices de licenciement) sont distribuées à une quarantaine d'employés.

Le malaise semble profond et les concurrents ne font aucun cadeau. Les performances technologiques de l'entreprise dirigée par M. Jim Manzi, le président de trente-huit ans, sont attaquées par de nombreux spécialistes. L'introduction du logiciel « Lotus 1-2-3.0 » en juin 1989 a précipité l'arrivée sur le marché de sept produits dérivés du tableur vedette. L'entreprise, soucieuse de combler les trous dans sa gamme, n'a pas hésité. « Je conduis une stratégie multi-plate-formes », nous expliquait M. Manzi en février dernier, poursuivant : « Nous serons partout : DEC, Sun, gros systèmes IBM... ». Mais Manzi ne comprend pas bien la technologie, contre M. Bill Gates, le fondateur de Microsoft.

Car les nouveaux logiciels ne rapportent pas plus de 3 % des ventes. « Nous sommes face à un cycle de commercialisation plus long », concède M. Brian Simmons, le porte-parole de la firme.

## Conséquence de la réunification des deux Etats

## Les contribuables allemands paieront 20 milliards de francs lors de la privatisation des assurances de l'Est

Les contribuables de l'Allemagne unie devront déboursier au moins 6 milliards de DM (20 milliards de francs) pour la prise de contrôle du monopole est-allemand des assurances par le géant ouest-allemand Allianz, une opération de privatisation décidée avant l'été et d'ailleurs contestée comme illustrant l'OPA brutale et peu concurrentielle de la RFA sur la RDA.

Le secrétaire d'Etat aux finances, M. Friedrich Voss, a en effet confirmé, lundi 13 août, des informations de presse selon lesquelles Allianz, numéro un européen de l'assurance, a pris le soin dans son contrat de ne pas reprendre toute une série de risques garantis par l'ancien monopole est-allemand. Ces risques devront être assurés par les pouvoirs publics.

Allianz détient depuis le 1<sup>er</sup> juillet 51 % de Deutsche Versicherungs-AG (DVAG) regroupant les actifs des anciennes assurances d'Etat. Les 49 % restants demeurent aux mains de Treuhandschaft, la société holding qui regroupe toutes les sociétés est-allemandes qui seront privatisées. Allianz a payé cette participation 270 millions de DM (900 millions de francs) à la Treuhandschaft.

Dans une réponse à la question écrite d'un député, M. Voss a confirmé que l'estimation des provisions nécessaires pour les risques non repris par Allianz atteignait 6 milliards de DM, mais des experts de l'opposition social-démocrate (SPD) affirment qu'il est vraisemblable qu'elles devront s'élever à au moins 10 milliards de DM. Le secrétaire d'Etat a ajouté que le financement de la couverture des risques n'a pas encore été arrêté.

## NEW-YORK, 13 août ↑

## Reprise de dernière minute

Victime comme les autres places financières quelques heures auparavant d'une grande dépression, la Bourse de New-York a enregistré lundi en dernière minute un sursaut à la hausse. L'indice Dow Jones a gagné 1,1 % à 2 746,78 points (+30,20 points) grâce à des achats programmés sur informatique.

Quelques 123 millions d'actions seulement ont été échangées, une coupe d'électricité dans le quartier financier de Manhattan à New-York ayant perturbé les échanges. Le nombre des baisses a légèrement dépassé celui des hausses : 777 contre 721. 454 titres sont restés inchangés.

L'incertitude sur l'évolution de la situation dans le Golfe a continué à empoisonner Wall Street, les experts prévoyant la poursuite de la tendance baissière alors que les investisseurs préfèrent se tourner vers les valeurs refuges traditionnelles comme les métaux précieux.

Toutefois, selon M. Dudley Eppel, responsable chez Donaldson, Lufkin et Jenrette Securities Corp., un marché survenu comme il l'est actuellement devrait attirer des acheteurs. Sur le marché obligataire, les taux sur les bons du Trésor à trente ans, principale valeur de référence, s'élevaient à 8,91 % lundi en fin d'après-midi contre 8,79 % vendredi soir.

VALEURS	Cours de 10 août	Cours de 13 août
Alcoa	63 1/4	63 7/8
AT&T	35 1/8	35 1/8
Boeing	101 1/8	101 1/8
Chemical Bank	18 5/8	18 3/4
De Pire de Kolar	37 3/8	38 5/8
General Motors	40 1/2	40 1/2
IBM	51 1/2	52 3/4
Ford	37 3/4	37 1/2
General Electric	38 1/2	38 1/2
General Motors	38 1/2	38 1/2
Goodyear	24 1/2	24 1/2
IBM	51 1/2	52 3/4
ITT	54 3/4	55 1/8
McDermott	65 1/8	67 1/8
Merck	70 1/2	70 1/2
Schlumberger	68 1/8	68 1/8
Union Carbide	63 1/2	63 1/2
US Steel	17 1/8	17 1/8
USX	32 3/4	32 3/4
Windsor	34 1/4	34 1/4
Xerox Corp.	44	44 1/2

## LONDRES, 13 août ↓

## Baisse

Les cours des valeurs ont terminé la séance de lundi, au London Stock Exchange, en baisse de 14,3 points. L'indice des valeurs de référence, le FTSE 100, a chuté de 1,1 % à 2 746,78 points (+30,20 points) grâce à des achats programmés sur informatique.

Il faut ajouter à cela la publication des chiffres de ventes de dix-huit milliards de livres pour le mois de juillet, bien en deçà d'une hausse surprise de la consommation et qui ont ravivé les craintes d'une poussée inflationniste. Dans ce contexte, la plupart des secteurs ont été affectés. Les pétroliers se sont renforcés et les mines d'or se sont nettement améliorées, encouragées par la hausse des cours du métal jaune qui ont dépassé le seuil des 400 dollars l'once.

VALEURS	Cours de 13 août	Cours de 14 août
Alcoa	770	781
Bidgmore	1 250	1 280
Boeing	1 040	1 050
BP	2 320	2 350
British Airways	1 320	1 340
British Petroleum	1 710	1 720
British Telecom	813	820
British Airways	7 720	7 820
British Airways	1 000	1 010

Les AGF s'implantent à Singapour. Les assurances générales de France viennent de recevoir l'accord des autorités de Singapour pour créer une société de 25 millions de dollars de Singapour (environ 75 millions de francs) qui reprendra le personnel, le portefeuille et le bilan de la succursale singapourienne de National Employers Mutual General Insurance Association (NEMGIA). Le chiffre d'affaires de cette succursale, opérant sur les marchés des dommages de Singapour et Brunei, devrait s'élever à 36 millions de francs en 1990, selon les AGF.

L'opération sera soumise à l'autorisation des autorités de Singapour. AGF International avait déjà racheté les portefeuilles britanniques et irlandais d'assurances domestiques de la NEMGIA.

Merita Gerin a déposé des actions par dix. Le groupe Merin Gerin (groupe Schneider) va procéder le 16 août à la division par dix de ses actions qui passeront au nominal de 10 francs contre 100 francs. Les nouvelles actions seront admises à la Bourse de Paris le 16 août et les négociations des actions de 10 F s'effectueront selon les quotités et conditions suivantes : du 16 au 23 août inclus, les négociations continueront de 10 actions, à partir du 24 par quotité de 30 actions.

Seab : pas de bénéfices avant fin 1991. Le constructeur suédois Seab Automobile ne fera pas de bénéfice avant la fin de l'année 1991.

## PARIS, 14 août ↓

## Une tentative de reprise échoue

Nouvelle flambée de l'or. Un peu rassurée par la meilleure tenue de Wall Street, la Bourse de Paris a tenté mardi de se redresser, sans succès toutefois. De fait un mouvement de reprise devait s'amorcer à l'ouverture matinale (+0,88 %) et même s'accroître ensuite (+1,09 % vers 10 h 30). Mais le marché ne parvenait pas longtemps à tenir la distance.

En fin de matinée, l'indice CAC 40 n'enregistrait déjà plus qu'une avance réduite à 0,47 %. En début d'après-midi, la tendance se renversait et plus tard dans la journée la température restait résolument négative sous les lambris (-0,92 %). D'ores et déjà, la flambée générale du mois d'août, qui aura lieu jeudi 23, s'annonce très mauvaise (-14,3 %).

A l'évidence, aucun investisseur n'a voulu tenter le diable à la veille du 15 août. Dans les milieux financiers, la fièvre de l'assommoir a très mauvaise presse pour les surprises désagréables qu'elle réserve parfois. Les pronostics très pessimistes faits par de nombreux experts sur le marché parisien, qui font notamment valoir la cherté de la place (13 fois les bénéfices en moyenne contre 10 à Londres), contribuent en outre à favoriser de nouveaux dégonflements. Mais comme à l'habitude, maintenant, la baisse continue à se faire dans le vide avec généralement très peu d'affaires, témoignent ainsi de l'incertitude générale devant une crise de confiance redoublant qu'elle s'étende avec le capital de sympathie que le président Saddam Hussein possède dans l'opinion arabe.

Autre preuve des craintes qui inspirent la situation dans le Golfe Persique, la flambée des cours de l'or s'est poursuivie avec, à Londres, l'once de métal jaune à 411 dollars (+1,7 %). A Paris, le lingot de 1 kilo à 71 300 F (+1,6 %), surtout le papier à 470 F 1468 F au second cours, au plus haut depuis novembre 1989, avec 3 500 pièces échangées contre 2 500 la veille.

## TOKYO, 14 août ↑

## Redressement

Après la séance noire de lundi, la Bourse de Tokyo a redressé la tête mardi. Le Nikkei a gagné 1,1 % à 2 746,78 points (+30,20 points) grâce à des achats programmés sur informatique.

Après la séance noire de lundi, la Bourse de Tokyo a redressé la tête mardi. Le Nikkei a gagné 1,1 % à 2 746,78 points (+30,20 points) grâce à des achats programmés sur informatique.

VALEURS	Cours de 13 août	Cours de 14 août
Alcoa	770	781
Bidgmore	1 250	1 280
Boeing	1 040	1 050
BP	2 320	2 350
British Airways	1 320	1 340
British Petroleum	1 710	1 720
British Telecom	813	820
British Airways	7 720	7 820
British Airways	1 000	1 010

Les AGF s'implantent à Singapour. Les assurances générales de France viennent de recevoir l'accord des autorités de Singapour pour créer une société de 25 millions de dollars de Singapour (environ 75 millions de francs) qui reprendra le personnel, le portefeuille et le bilan de la succursale singapourienne de National Employers Mutual General Insurance Association (NEMGIA). Le chiffre d'affaires de cette succursale, opérant sur les marchés des dommages de Singapour et Brunei, devrait s'élever à 36 millions de francs en 1990, selon les AGF.

L'opération sera soumise à l'autorisation des autorités de Singapour. AGF International avait déjà racheté les portefeuilles britanniques et irlandais d'assurances domestiques de la NEMGIA.

Merita Gerin a déposé des actions par dix. Le groupe Merin Gerin (groupe Schneider) va procéder le 16 août à la division par dix de ses actions qui passeront au nominal de 10 francs contre 100 francs. Les nouvelles actions seront admises à la Bourse de Paris le 16 août et les négociations des actions de 10 F s'effectueront selon les quotités et conditions suivantes : du 16 au 23 août inclus, les négociations continueront de 10 actions, à partir du 24 par quotité de 30 actions.

Seab : pas de bénéfices avant fin 1991. Le constructeur suédois Seab Automobile ne fera pas de bénéfice avant la fin de l'année 1991.

Seab : pas de bénéfices avant fin 1991. Le constructeur suédois Seab Automobile ne fera pas de bénéfice avant la fin de l'année 1991.

Seab : pas de bénéfices avant fin 1991. Le constructeur suédois Seab Automobile ne fera pas de bénéfice avant la fin de l'année 1991.

## PARIS :

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amalg Assoc.	412	415	AGF	283	280
Amalg	106	106	Amalg	133	133
B.A.C.	104 50	106 70	Amalg	325 50	325 50
Bois Yvel.	189 80	189 80	Amalg	120	120
B.L.C.M.	840	840	Amalg	159 20	159 20
Boussac	301	301	Amalg	216	197
Bois Yvel.	221 80	221 80	Amalg	180	180
Bois Yvel.	3035	3035	Amalg	590	585
Bois Yvel.	1180	1180	Amalg	590	585
Bois Yvel.	441	441	Amalg	590	585
Bois Yvel.	553	550	Amalg	590	585
Bois Yvel.	345	345	Amalg	590	585
Bois Yvel.	255	250	Amalg	590	585
Bois Yvel.	270	251 50	Amalg	590	585
Bois Yvel.	808	808	Amalg	590	585
Bois Yvel.	1035	1035	Amalg	590	585
Bois Yvel.	275	278	Amalg	590	585
Bois Yvel.	321	325	Amalg	590	585
Bois Yvel.	978	980	Amalg	590	585
Bois Yvel.	335	335	Amalg	590	585
Bois Yvel.	210 50	210 50	Amalg	590	585
Bois Yvel.	610	620	Amalg	590	585
Bois Yvel.	578	578	Amalg	590	585
Bois Yvel.	285	280	Amalg	590	585
Bois Yvel.	945	907	Amalg	590	585
Bois Yvel.	430	443	Amalg	590	585
Bois Yvel.	170	174 70	Amalg	590	585
Bois Yvel.	242 50	252	Amalg	590	585
Bois Yvel.	14 25	14	Amalg	590	585
Bois Yvel.	378	380	Amalg	590	585
Bois Yvel.	155	155	Amalg	590	585
Bois Yvel.	388	382	Amalg	590	585
Bois Yvel.	435	477 80	Amalg	590	585
Bois Yvel.	220	215	Amalg	590	585
Bois Yvel.	1405	1407	Amalg	590	585
Bois Yvel.	251 50	250	Amalg	590	585
Bois Yvel.	320	311	Amalg	590	585
Bois Yvel.	144 10	148	Amalg	590	585
Bois Yvel.	1145	1125	Amalg	590	585

## LA BOURSE SUR MINITELE

36-15 TAPEZ LE MONDE

## Marché des options négociables le 13 août 1990

Nombre de contrats : 23 227

VALEURS	PRIX exercice	Sept. dernier	Déc. dernier	Sept. dernier	Déc. dernier
Bouygues	600	18	24	58	58
CGE	600	30	30	17	24
EDF-Agencier	600	3,20	5,78	5,46	11
Exxonmobil SA-PLC	100	4,50	11	12	12
Esso Distribution SC	600	6,50	24	25	25
Haras	400	12,50	25	25	25
Lafarge-Coppée	90	2	4,90	12	10
Michelin	1 300	1	6	130	130
Modi	1 000	1	20	20	20
Parifin	1 000	1	20	20	20
Peugeot-Renault	720	4	17	186	95
Peugeot SA	400	11	23	25	25
Rhône-Poulenc CI	400	11	23	25	25
Sales-Golein	1 400	1	23	25	25
Source Péninsule	600	1	23	25	25
Société Générale	380	1	14,85	41	40
Stent-Franche	100	4,20	8,50	5	5
Thomson-CSF	100	4,20	8,50	5	5

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage de 13 août 1990

Nombre de contrats : 39 286

COURS	Septembre 90	Décembre 90	Mars 91
Dernier	99,68	99,78	99,52
Précédent	100,00	100,16	100,12

## Options sur notionnel

Options sur notionnel

PRIX D'EXERCICE	Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
103	0,02	0,41	3,50	3,66

## INDICES

## CHANGES

Dollar : 5,293 F =

Dans l'expectative face aux événements de Golfe et dans l'attente de la publication de différents indices économiques - qui s'annoncent moroses - la devise américaine s'est stabilisée mardi 14 août sur les places européennes à 5,293 F à Paris lors des premiers échanges contre 5,29 F à la clôture de la veille. Même stabilité observée à Francfort.

## FRANCFORT 13 août 14 août

Dollar (en DM) : 1,575 1,570

Tokyo 13 août 14 août

Dollar (en yen) : 196,65 196,90

## MARCHÉ MONÉTAIRE

(taux privés)

Paris (14 août) : 9,716 - 9,716 %

New-York (13 août) : 9,716 - 9,716 %

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE

LIRE NOUVELE



**Cours relevés à 13 h 50****COMPTANT** (b)**SICAV** (sélection)13/8

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

C : coupon détaché - o : offre - \* : droit détaché - d : demandé



## URSS

## M. Gorbatchev réhabilite l'ensemble des victimes du stalinisme

M. Mikhaïl Gorbatchev a réhabilité, par un décret publié lundi 13 août, l'ensemble des victimes des répressions politiques de Staline « des années 20 à 50 ».

## MOSCOU

de notre correspondant

Les millions et millions de paysans, citadins, représentants de minorités nationales ou de communautés religieuses, qui furent dispersés, anéantis, fusillés pendant la longue nuit stalinienne sont réhabilités.

Des milliers de personnes condamnées dans l'arbitraire le plus total ont déjà été réhabilitées et des peuples déportés dans des conditions inhumaines ont été blanchis des accusations de collusion avec les nazis. Mais des millions de victimes innocentes, emportées par le tourbillon destructeur de la collectivisation ou « exilées avec leurs familles dans

des régions éloignées du pays, sans moyens d'existence, sans droit à la parole », n'avaient pas encore été réhabilités.

M. Mikhaïl Gorbatchev réhabilite les paysans et « tous les autres citoyens » condamnés dans les années 20 à 50 pour des « motifs politiques, sociaux, nationaux, religieux et autres ». Les chiffres des victimes varient considérablement, de 3 millions jusqu'à 20 à 40 millions de morts, selon Robert Conquest, l'un des meilleurs spécialistes occidentaux de la terreur stalinienne.

## Lénine

de plus en plus critiqué

Le décret présidentiel relève que le « rétablissement de la justice, entamé avec le vingtième congrès de 1956, où Khrouchchev amorça la déstalinisation, a été conduit de façon inconséquente et s'interrompit de fait dans la deuxième moitié des années 60 ». M. Mikhaïl Gorbatchev appartient bien à la géné-

ration du « dégel ». Mais il va plus loin que Nikita Khrouchchev, il conduit en fait jusqu'à son terme la gigantesque entreprise ébauchée par son prédécesseur. M. Gorbatchev veut que le pouvoir soviétique rompe définitivement avec son héritage stalinien. Le rétablissement de la justice « est nécessaire à nous tous, à toute une société qui se dirige vers la renaissance morale, la démocratie et la légalité ».

Le décret prend soin cependant de souligner en préambule que les « répressions de masse » commises par la « direction stalinienne au nom de la révolution, du parti, du peuple » débutèrent « au milieu des années 20 ». Le décret sur le rétablissement des droits de toutes les victimes des répressions politiques des années 20 à 50 ne s'applique par conséquent pas à l'époque de Lénine, mort en 1924. Lénine est cependant de plus en plus ouvertement critiqué, et il ne se passe pas de semaine sans que l'on apprenne qu'une statue du fondateur de

l'Etat soviétique a été déboulonnée. Mais les milliers de victimes du « communisme de guerre », au tout début des années 20, pourtant l'une des périodes les plus sombres de l'histoire soviétique, ne sont pas touchées par le décret présidentiel. Le texte ne s'applique pas non plus aux Soviétiques ayant collaboré avec l'occupant nazi. — (Interim.)

■ Rencontre caucasienne au sommet. — Les présidents des Républiques soviétiques du Caucase, Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie, vont se rencontrer prochainement à Tbilissi pour « discuter des questions vitales pour les relations entre leurs Républiques ». — (AFP.)

■ Nouveau premier ministre arménien. — M. Vazgen Manoukian, doyen de l'université d'Erevan et nationaliste arménien membre du comité du Karabakh, a été élu lundi 13 août premier ministre de la République d'Arménie. — (AFP.)

## CARTES POSTALES

## L'envoûtement de Nohant

La visite commença par la cuisine, ses carreaux rustiques, les clochettes qui permettaient de sonner les domestiques. Le guide fit remarquer que les poteries à brûler les châtaignes portaient le nom de « diables ».

La salle à manger était coiffée d'un murano éternel. Le lustre aurait été offert par un médecin rentré de Venise avec George après avoir soigné Mussolini. Le guide souligna que Mussolini entra seul au lieu d'insister sur le fait qu'il entra.

Une table était dressée aux noms de Tourgueniev, Flaubert, Chopin, Pauline Viardot, la cantatrice, la « noire et méagre autruche » de Consuelo, et du prince Jérôme Napoléon, cousin de la petite Aurèle, qui s'était aussi attribué un couvert. Le guide expliqua que la petite-fille de George, née en 1886, n'aurait pu y dîner le même soir que Chopin, déjà congédié d'un « ce n'est pas la peine d'y revenir ». Mais, Aurèle, pour être là, avait préféré bousculer les présences de la chronologie.

Dans la salle des portraits le jour s'assombrissait. Il n'était pas impossible que le papier fût d'époque. Il manquait en tout ces deux portraits : celui de la mère de George, une roturière, fille d'un ouvrier de Paris. Et celui de François-Casimir Duda, le baron, auteur d'une grande réussite conjugale et de quelques coups de feu. On en était au piano que George avait acheté pour 750 francs-or après la mort de celui que seul Mozart surpassa « parce que Mozart a en plus le calme et la santé ». Quand une visiteuse demanda d'où venait ce petit

guérillon, là, dans la chambre à baldaquin.

Le guide eut l'air excédé d'avoir à répondre à cette question, qui lui était malheureusement posée. Puis, sans plus tarder, il s'élança. Ce petit guérillon venait d'être bien marqué des trois points et du compas. Mais il ne fallait pas voir des mystères partout, on n'en sortait pas. D'un point de vue exotérique, ce guérillon n'était qu'un pupitre à musique convertible en table de jeu.

D'un point de vue ésotérique, on ne pouvait toutefois que faire remarquer que nombre des proches de George étaient introduits dans les cercles maçonniques, qu'elle-même avait signé un *Compagnon du tour de France*. Et, derrière les cathédrales, il ne convenait pas de négliger le message des bibliotèques, un message remontant à la nuit des temps, inscrit dans les dimensions de l'Arche comme de la tour Eiffel.

Mais il fallait cesser de faire mystère de tout. D'ailleurs, on ne visiterait pas le cabinet de travail de George, un boudoir respectant le nombre d'or, pour ne pas déranger la harpe et l'harmonie. On pourrait tout au plus apercevoir la plume de George à travers le reflet d'un miroir à pied.

Et là, dans le miroir, George, soudain, s'est mise à écrire. La tête dans un placard-secrétaire, elle commençait *Consuelo*, la première inruption d'une femme parmi les invisibles. Là, dans l'ovale de la glace, George Sand écrivait, envoûtée.

De Nohant (Indre)  
CORINE LESNES

## L'ESSENTIEL

## ÉTRANGER

## La crise du Golfe

3, 6 et 15

## Liban

Libération du deuxième otage suisse

6

## Mali

Les affrontements entre l'armée et les Touaregs

7

## POLITIQUE

## Ostre-mer

L'Etat investit près de un demi milliard de francs à Saint-Denis-de-la-Réunion

8

## COMMUNICATION

## Les défis de la BBC

La chaîne publique britannique refuse toute publicité mais ne néglige pas la rentabilité commerciale et la rigueur budgétaire

8

## SOCIÉTÉ

## Toxicomanie

Les « acid parties » en Angleterre

9

## Sécheresse

La marine nationale au secours de l'île de Sein

17

## CULTURE

## Palmarès

Le Festival de Locarno a consacré une rétrospective à Kouchkov, visionnaire du cinéma soviétique

10

## Orgue

Une série de concerts à Saint-Bertrand-de-Comminges, autour de Pierre Lacroix

10

## SCIENCES ♦ MÉDECINE

## SOS urgences parisiennes

Les tâches, sentinelles écologiques « il y a quatorze ans, la Sourdière » pages 13 et 14

## ÉCONOMIE

## Radiotéléphone par satellite

L'américain Motorola va installer un réseau mondial accessible à trois millions d'abonnés

18

## Crise de croissance

L'américain Lotus, numéro deux mondial dans les logiciels pour micro-ordinateurs, vivement attaqué en Bourse et sur son marché

18

## Services

Abonnements

Camet

Marchés financiers

Météorologie

Mots croisés

Radio-télévision

Spectacles

La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 août 1990 a été tiré à 486 463 exemplaires.

## RDA

## Les Allemands de l'Est et le « mensonge » du Mur

BERLIN-EST

de notre correspondant

Les Allemands de l'Est ont célébré le vingt-neuvième anniversaire de l'édification du mur de Berlin, le 13 août 1961 — considéré l'an dernier encore dans *Neues Deutschland*, organe du PC est-allemand, comme « la jour qui a apporté la stabilité dans la construction du socialisme » — en s'interrogeant sur un « mensonge » : ils admettent aujourd'hui qu'ils furent nombreux à se ranger aux arguments de la propagande officielle.

Erich Honecker, l'homme qui en tant que secrétaire du comité central pour la sécurité, avait supervisé sa construction, assis, malade, silencieux et privé de tous pouvoirs, d'un hôpital militaire soviétique, a dit des blocs sont achetés par des musées occidentaux du monde entier.

## Repression et sécheresse

En pleine guerre froide, plus d'un Allemand de l'Est a cru à la volonté de l'Ouest, dénoncée par le SED au pouvoir, de déstabiliser la RDA. La vraie raison cependant, économique, qui avait poussé l'équipe de Walter Ulbricht à établir une frontière étanche pour empêcher l'émigration massive (2,6 millions de départs de RDA entre 1949 et 1961), a finalement provoqué sa

réouverture, en 1989. Le système socialiste ne fonctionnait pas économiquement, et le mur n'a servi qu'à la répression et à la sécheresse politique, sans véritablement apporter l'essor économique espéré.

Pour Ibrahim Boehme, ancien communiste devenu dissident, emprisonné à plusieurs reprises et cofondateur, il y a un an, du nouveau Parti social-démocrate (SPD) est-allemand, le mur est le symbole « qui donnera encore longtemps la possibilité de discuter l'idée de socialisme démocratique ».

Bien des citoyens de RDA avaient composé et fait la paix intérieurement avec la réalité du mur, estime le *Berliner Zeitung*, le plus grand journal est-berlinois. En fin de matinée, de violents incidents ont éclaté entre les forces de l'ordre et des groupes de jeunes manifestants qui tentaient d'ériger des barricades de pneus enflammés dans les quartiers pauvres du nord de la capitale.

C'est au cours d'affrontements de ce genre que trois personnes ont été tuées dans trois villes du centre et du sud-ouest de la République. Selon Mariano Negro, l'un des porte-parole du comité de grève, selon le Parti de la libération dominicaine, la principale formation de l'opposition. Jusqu'à présent, le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez est le seul chef d'Etat ayant confirmé sa participation à la cérémonie de prestation de serment du président Balaguer.

Parmi les principales dispositions de ce plan d'austérité économique « par le gouvernement, figurent un doublement du prix des carburants, une forte hausse des prix des principaux produits alimentaires et une dévaluation de 43 % du peso dominicain. Un premier programme d'ajustement demandé en avril 1984 par le Fonds monétaire international avait provoqué deux jours d'émeutes et deux cents morts.

## REPUBLIQUE DOMINICAINE

## Des émeutes contre le plan d'austérité ont fait trois morts

Trois personnes au moins ont été tuées lundi 13 août par l'armée au cours de la première journée de grève générale de protestation contre le plan d'austérité annoncé la semaine dernière par le gouvernement dominicain. Le mot d'ordre lancé par les syndicats et les organisations populaires et appuyé par l'opposition a été massivement suivi dans tout le pays.

## SAINT-DOMINGUE

de notre correspondant

A Saint-Domingue, les commerces et les bureaux sont restés fermés. Très peu de véhicules circulaient dans les rues, occupées par plusieurs milliers de policiers et de militaires. En fin de matinée, de violents incidents ont éclaté entre les forces de l'ordre et des groupes de jeunes manifestants qui tentaient d'ériger des barricades de pneus enflammés dans les quartiers pauvres du nord de la capitale.

C'est au cours d'affrontements de ce genre que trois personnes ont été tuées dans trois villes du centre et du sud-ouest de la République. Selon Mariano Negro, l'un des porte-parole du comité de grève, selon le Parti de la libération dominicaine, la principale formation de l'opposition. Jusqu'à présent, le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez est le seul chef d'Etat ayant confirmé sa participation à la cérémonie de prestation de serment du président Balaguer.

Parmi les principales dispositions de ce plan d'austérité économique « par le gouvernement, figurent un doublement du prix des carburants, une forte hausse des prix des principaux produits alimentaires et une dévaluation de 43 % du peso dominicain. Un premier programme d'ajustement demandé en avril 1984 par le Fonds monétaire international avait provoqué deux jours d'émeutes et deux cents morts.

## Hausse des prix et dévaluation

La poursuite de la grève pourrait mettre en péril les cérémonies d'investiture du nouveau gouvernement jeudi prochain. Le président Joaquín Balaguer, un conservateur qui fêtera ses quatre-vingt-quatre ans le 1<sup>er</sup> septembre prochain, avait été réélu en mai dernier au cours d'élections entachées de fraude, selon le Parti de la libération dominicaine, la principale formation de l'opposition. Jusqu'à présent, le président vénézuélien Carlos Andrés Pérez est le seul chef d'Etat ayant confirmé sa participation à la cérémonie de prestation de serment du président Balaguer.

Parmi les principales dispositions de ce plan d'austérité économique « par le gouvernement, figurent un doublement du prix des carburants, une forte hausse des prix des principaux produits alimentaires et une dévaluation de 43 % du peso dominicain. Un premier programme d'ajustement demandé en avril 1984 par le Fonds monétaire international avait provoqué deux jours d'émeutes et deux cents morts.

## JEAN-MICHEL CAROIT

■ TCHECOSLOVAQUIE : visite officielle du président Václav Havel en Amérique latine. — Le président tchécoslovaque, M. Václav Havel, a entamé, lundi 13 août, une visite officielle de quatre jours au Nicaragua et au Mexique. Il s'agit du premier séjour du chef de l'Etat tchécoslovaque dans des pays d'Amérique latine. — (AFP.)

## L'Emir du Koweït demande à M. Mitterrand de garantir le respect des sanctions contre l'Irak

L'Emir du Koweït, Cheikh Jaber Al-Ahmed Al-Sabah, a renversé le 2 août par les forces irakiennes, a demandé au président François Mitterrand de garantir la mise en œuvre effective des sanctions décidées contre l'Irak par le Conseil de sécurité de l'ONU, indiquant-on mardi 14 août de source proche de l'Emir.

Le gouvernement koweïtien a adressé un message à plusieurs pays occidentaux, Etats-Unis et Grande-Bretagne notamment, leur demandant de s'assurer que l'embargo de l'ONU contre les exportations irakiennes et koweïtiennes soit respecté. Londres et Washington se sont fondés sur cette demande pour imposer un blocus de facto à l'Irak.

La France, en revanche, avait considéré qu'un tel blocus constituait un « acte de guerre » et allait au-delà des sanctions décidées par l'ONU, une interprétation partagée par le secrétaire général des Nations unies, M. Javier Pérez de Cuellar. Paris avait fait savoir en conséquence que ses navires ne croiseront dans la région du Golfe ne procéderaient à aucun arraisonnement par la force.

## 26 réfugiés albanais refusent d'intégrer un foyer d'accueil en Moselle

Dans la nuit du 13 au 14 août, 26 des 543 réfugiés albanais, arrivés en France et venus du camp militaire de Mourmelon (Marne), ont refusé d'intégrer le foyer d'accueil de Florange (Moselle), où ils devaient être hébergés pendant quelques mois.

Arrivés devant le bâtiment vers 21 heures, les réfugiés n'ont pas voulu quitter le car qui les transportait. Sans même vouloir visiter leur nouveau lieu d'accueil, ils ont demandé leur transfert immédiat dans une « grande ville » et à aller aux Etats-Unis. — (Le Monde du 7 août.)

Le sous-préfet de Thionville a tenté de les convaincre de passer la nuit sur place, mais le dialogue a tourné court. Les réfugiés — dont une femme enceinte et deux bébés de six mois et deux ans — ont finalement quitté le car pour rejoindre à pied la gare d'Uckange, à 3 kilomètres. Les gendarmes les ont dissuadés de monter dans le train et les réfugiés ont consenti, vers 3 heures du matin, à passer la nuit dans un gymnase de Florange.

## Condamné à neuf ans de réclusion en 1989

## Roger Knobelspiess est sorti de prison

Roger Knobelspiess, le délinquant-écrivain qui a passé plus de la moitié de sa vie en prison, est sorti, mardi 14 août, au matin du centre pénitentiaire de Nantes (Loire-Atlantique), bénéficiant du régime de la liberté conditionnelle. Celui qui fut, un temps, le symbole de la possible réinsertion des malfaiteurs, avait été arrêté le 6 avril 1987.

Agé de quarante-trois ans, Roger Knobelspiess a bénéficié d'une large remise de peine après avoir été condamné, en octobre 1989, à neuf ans de réclusion criminelle pour sa participation à un vol à main armée à Thuir par la cour d'assises des Pyrénées-Orientales (le *Monde* des 29 et 30 octobre 1989). Il bénéficie en outre de la confusion de plusieurs autres peines.

A la chancellerie, on affirmait mardi matin que Roger Knobelspiess avait bénéficié « d'une procédure de libération conditionnelle normale qui touche 60 % des condamnés » et que le délinquant comparu en juin devant la commission consultative d'application des peines au ministère de la justice, qui avait rendu un avis favorable.

■ Le FN à Bagatelle : quatre élus du PS s'adressent à M. Chirac. — Quatre élus socialistes parisiens ont demandé « instantanément », lundi 13 août, à M. Jacques Chirac, président du RPR et maire de Paris, de « revenir sur sa décision » d'accorder la pelouse de Bagatelle au Front national pour sa fête annuelle en septembre. Dans une lettre ouverte, MM. Pierre Aidenbaum et Pierre Castagnou, conseillers de Paris, Alain Bilton et Serge Blistok, conseillers régionaux d'Île-de-France, estiment, notamment, que « c'est l'honneur de tout homme politique de mettre en conformité ses actes avec ses professions de foi » et affirment n'avoir « jamais douté du profond attachement du RPR aux valeurs républicaines ».

■ Pelage Entreprises a acheté Beprim Industrie. — Filiale du groupe Pelage, Pelage Entreprises vient d'acheter Beprim Industrie, société de promotion immobilière spécialisée dans les bâtiments d'activités. Le chiffre d'affaires de Beprim Industrie est de l'ordre de 217 millions de francs.

صحة من الإلهام